



Ville de Tournai

Conseil Communal

Procès-verbal de la séance publique du 24 février 2014

PRESENTS : M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
Mme MC.MARGHEM, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. A.BOITE, T.BOUZIANE, Echevins;
Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, C.MICHEZ, Mme M-C.LEFEBVRE, M. G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, L.COUSAERT, Mme C.LADAVID, MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Conseillers communaux;
M. T.LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés: Monsieur le Directeur général D.COUPEZ, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux L.DEDONDER, V.BRAECKELAERE, J-M.VANDENBERGHE, C.GUISSET-LEMOINE

Monsieur le Conseiller communal B.MAT entre en séance avant le point 2.

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 13 février 2014.

Monsieur le Directeur général D.COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T.LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 35 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 27 janvier 2014 en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

La séance débute par un hommage à Mme Michelle RENARD née le 27 octobre 1930 et décédée à Tournai le 16 février 2014.

Le **Président** de séance prononce l'éloge suivant :

" Mme RENARD a été Conseillère communale à Thimougies du 6 au 11 janvier 1965 puis Bourgmestre du 11 janvier 1965 au 29 avril 1974, députée permanente jusqu'en 1982, avant de poursuivre sa carrière politique en qualité de Conseillère communale à Tournai du 4 janvier 1983 au 2 janvier 2001."

Il invite ensuite l'assemblée à observer un moment de recueillement en mémoire de l'ancienne Conseillère communale.

1. Communications

Monsieur le **Président** de séance informe les Conseillers communaux que 4 questions orales ont été posées. Elles portent sur les sujets suivants :

- les sapins de Noël dans les villages (M. A.PESIN)
- les "écopasseurs" communaux (Mme C.LADAVID)
- le balisage du parc éolien Tournai-Antoing-Brunehaut (M. X.DECALUWE)
- la lutte contre les inondations (M. G.DENONNE).

Il y sera répondu en fin de séance publique.

Le point 16 de l'ordre du jour de la séance publique est retiré, le Collège communal souhaitant examiner préalablement une proposition alternative.

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** entre en séance.

2. Citoyen d'honneur. Procédure de désignation. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le rayonnement de la Ville de Tournai s'accroît à travers l'action de personnes ou d'associations méritantes, installées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses murs ou grâce aux personnalités qui décident de s'impliquer de manière exceptionnelle dans la promotion de la Ville.

Une distinction doit pouvoir être décernée à celles et ceux qui portent haut les couleurs de Tournai. Afin de conférer à ce titre honorifique une valeur symbolique, il convient de déterminer une procédure de sélection des candidats «citoyens d'honneur». Il est entendu que cette distinction n'est en rien en concurrence avec celles accordées par les Chevaliers de la Tour.

Ainsi, est susceptible de devenir citoyen(ne) d'honneur de la Ville de Tournai, tout(e) citoyen(ne) dont l'action, la personnalité dépassent le contexte local et méritent d'être soulignées, quel que soit le domaine dans lequel ce(tte) citoyen(ne) est impliqué(e). Le/la citoyen(ne) d'honneur est celui/celle qui, à travers son action, accroît la renommée de la Ville ou fait figure d'exemple.

Le titre de *Citoyen d'honneur de la Ville de Tournai* peut être attribué à toute personne ou association, domiciliée ou non à Tournai, qui, par ses qualités morales, intellectuelles, par ses exploits sportifs, par son exceptionnel courage, par son dévouement ou en fonction de tout autre critère à apprécier selon les cas, aurait atteint un niveau de qualification ou de reconnaissance publique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Ville.

La désignation se fera par le Conseil communal sur base d'une proposition du Collège communal.

Nous vous proposons de marquer votre accord sur cette procédure de désignation des citoyens d'honneur."

Répondant à une question préliminaire posée par Madame la Conseillère communale du cdH, Monique WILLOCQ, le Président de séance précise que le contenu du document remis en séance et celui qui a été envoyé aux Conseillers sont identiques. Il invite ensuite Madame la Conseillère communale du cdH, M.WILLOCQ, à ouvrir le débat :

" Je vais intervenir en deux phases : d'abord mon avis, ensuite quelques propositions de modifications à apporter au texte."

Après avoir déploré le retard qu'a pris ce dossier et regretté le manque de communication, elle propose les trois amendements suivants :

" 1^{er} amendement

Dans le deuxième paragraphe, "... de celles accordées", y ajouter "accordées, par exemple, par les Chevaliers de la Tour **ou par d'autres associations**". Il n'y a pas que les Chevaliers de la Tour où on nomme certaines personnalités.

2^{ème} amendement

Le 4^{ème} paragraphe, "intellectuelles..." y ajouter "intellectuelles, **artistiques**" parce qu'on ne parle pas du milieu artistique dans ce paragraphe, ni ailleurs.

3^{ème} amendement

Le dernier et le plus important, parce que c'est une démarche citoyenne, remplacer le paragraphe par : "la désignation se fera par le Conseil communal sur base d'une proposition du Collège communal **en concertation avec l'un ou l'autre représentant de la discipline concernée et d'un membre de chaque parti de la minorité.**"

Le **Président** de séance estime que les remarques préliminaires de la Conseillère relèvent du procès d'intention.

En ce qui concerne les propositions d'amendement, il fait la déclaration suivante :

" Pour récapituler les choses : 1) pour les deux premiers amendements, je ne vois pas de difficulté. 2) concernant le troisième amendement, je rappelle que c'est le Conseil qui délibère in fine. Tous les partis y sont représentés. Chaque Conseiller peut donc formuler des propositions. Tout membre du Conseil, de la majorité comme de la minorité, peut formuler des propositions."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEVBRE**, se dit satisfaite des amendements proposés par la Conseillère du cdH.

Le **Président** de séance ajoute que les désignations se feront en séance secrète, ce qui rassure Madame la Conseillère communale cdH, H.CLEMENT-COUPLET, inquiète de "se retrouver au Conseil et de voter contre une personne."

A l'issue de ce débat, le **Président** de séance invite l'assemblée à voter sur les amendements proposés.

Les deux premiers amendements sont adoptés à l'unanimité. Le troisième amendement est unanimement rejeté.

Pour la Conseillère communale M.WILLOCQ, "l'amitié doit primer, comme la sérénité".

La proposition incluant les deux premiers amendements est approuvée à l'unanimité.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le rayonnement de la Ville de Tournai s'accroît à travers l'action de personnes ou associations méritantes, installées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses murs ou grâce aux personnalités qui décident de s'impliquer de manière exceptionnelle dans la promotion de la Ville;

Considérant qu'une distinction doit pouvoir être décernée à celles et ceux qui portent haut les couleurs de Tournai et qu'afin de conférer à ce titre honorifique une valeur symbolique, il convient de déterminer une procédure de sélection des candidats «citoyens d'honneur», étant entendu que cette distinction n'est en rien en concurrence avec celles accordées par les Chevaliers de la Tour ou par d'autres associations;

Considérant qu'est susceptible de devenir citoyen(ne) d'honneur de la Ville de Tournai, tout(e) citoyen(ne) dont l'action, la personnalité dépassent le contexte local et méritent d'être soulignées, quel que soit le domaine dans lequel ce(tte) citoyen(ne) est impliqué(e);

Considérant que le/la citoyen(ne) d'honneur est celui/celle qui, à travers son action, accroît la renommée de la Ville ou fait figure d'exemple;

Considérant que le titre de Citoyen d'honneur de la Ville de Tournai peut être attribué à toute personne ou association, domiciliée ou non à Tournai, qui, par ses qualités morales, intellectuelles, artistiques, par ses exploits sportifs, par son exceptionnel courage, par son dévouement ou en fonction de tout autre critère à apprécier selon les cas, aurait atteint un niveau de qualification ou de reconnaissance publique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Ville;

Considérant qu'il désignera les citoyens d'honneur sur proposition du Collège communal;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'appliquer la procédure de désignation des citoyens d'honneur à l'occasion d'une cérémonie officielle à laquelle participeront l'ensemble des élus;
- de désigner un ou plusieurs citoyens d'honneur par an sur base d'une liste proposée par le Collège communal;
- d'offrir au(x) citoyen(s) d'honneur un cadeau symbolisant Tournai.

3. Plan de cohésion sociale (PCS) 2014-2019 et projets déposés dans le cadre de l'article 8 du décret du 6 novembre 2008. Modification. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 7 septembre 2009, vous avez approuvé le plan de cohésion sociale 2009-2013 conclu entre la Ville de Tournai et la Région wallonne. Ce plan a pris ses effets le 1^{er} avril 2009 et s'est terminé le 31 décembre 2013.

Un nouvel appel à projet a été lancé par le Gouvernement wallon le 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le plan de cohésion sociale pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du décret du 6 novembre 2008.

La Région wallonne peut octroyer un subside annuel pour le plan de cohésion sociale de la Ville de Tournai et un subside annuel supplémentaire spécifiquement réservé aux ASBL et accordé dans le cadre de l'article 18 du décret du 6 novembre 2008 peut être versé par Madame la Ministre TILLIEUX pour des projets relevant de ses compétences.

Afin de bénéficier des subsides de la Région wallonne, la Ville de Tournai lui a soumis le 30 septembre 2013 un projet de plan ainsi que les actions à soutenir dans le cadre de l'article 18 du décret.

Vous avez approuvé l'ensemble de ce dispositif en séance du 14 octobre 2013.

Cependant, l'arrêté ministériel du 24 décembre 2013 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle des allocations financières relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 a rayé de la liste des priorités la problématique du décrochage scolaire.

Il n'est désormais plus possible de financer de tels projets par le biais du plan stratégique de sécurité et de prévention. Par contre, le plan de cohésion sociale le permet.

Nous avons, par conséquent, fait glisser certaines actions menées dans le cadre du plan de cohésion sociale vers le plan stratégique, afin de pouvoir intégrer l'action menée en matière de décrochage scolaire depuis plus de 15 ans au sein du nouveau plan de cohésion sociale (action 10).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver :

- d'une part, le nouveau plan de cohésion sociale 2014-2019 décrivant les actions choisies sur base d'un diagnostic de cohésion sociale, comprenant les manques, les besoins, les actions déjà menées dans les domaines concernés par le nouveau dispositif et articulées autour des axes de l'insertion socioprofessionnelle, du logement et du retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;
- et, d'autre part, en lien avec celui-ci, les actions des ASBL dont le projet a été jugé recevable par la Région wallonne et pour lesquelles la Ville de Tournai demande un subside complémentaire."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'appel à adhésion lancé par le Gouvernement wallon le 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le plan de cohésion sociale pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du décret du 6 novembre 2008;

Considérant que la déclaration de politique communale consacre une place importante aux actions visant à garantir la cohésion sociale, la solidarité en mobilisant toutes les compétences afin de répondre aux grands enjeux sociaux (page 10);

Considérant, dès lors, que les objectifs visés par la Wallonie au travers de la mise en œuvre des plans de cohésion sociale rejoignent ceux fixés par la déclaration de politique communale en matière de cohésion sociale;

Considérant que, dans ce contexte, le Collège communal a décidé en date du 26 septembre 2013 d'adresser à la région wallonne une déclaration d'intention afin de reconduire ce plan de cohésion sociale pour la période 2014-2019;

Considérant les réunions de la 1^{ère} commission, les 19 mars et 6 juin 2013, relatives, d'une part, à la présentation des rapports d'activités et financiers du plan de cohésion sociale 2009-2013 et, d'autre part, au diagnostic de ce plan;

Considérant que le plan de cohésion sociale s'attache à promouvoir l'exercice de 6 droits fondamentaux de compétence régionale, qu'il répond en outre à 2 objectifs essentiels, à savoir le développement social des quartiers et la lutte contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'insécurité au sens large;

Considérant qu'il se décline en actions coordonnées au sein des 4 axes que sont l'insertion socioprofessionnelle, l'accès à un logement décent, l'accès à la santé et le traitement des assuétudes ainsi que le retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2013 :

1. d'approuver le plan de cohésion sociale annexé et résumé comme suit :

Nom des projets	Projets menés dans le plan de cohésion sociale 2009-2013	Nouveau projet ou poursuite de l'action menée dans le cadre du précédent plan de cohésion sociale	Emplois qui seraient subsidiés dans le PCS 2014-2019	Subside demandé à la Région wallonne 2014-2019
Coordination	Suivi de l'ensemble du plan	Poursuite de l'action et amplification du travail avec et pour le réseau	2 ETP	Frais de personnel : 110.000,00 € Frais de fonctionnement : 3.000,00 € Investissements : 3.000,00 €
Axe 1 : insertion socioprofessionnelle				
1.1. Personnel inter quartier	Suivi des bénéficiaires (article 60 § 7) par le CPAS et le SAIS au	Poursuite de l'action, <u>mais</u> suivi des bénéficiaires	3 ETP (+ 8 «article 60 § 7)	Frais de personnel : 150.000,00 € Frais de

	sein des services communaux	par le CPAS		fonctionnement : 55.000,00 €
1.2. Tremplin 2000	Préformation et insertion socioprofessionnelle dans les métiers du bâtiment	Poursuite de l'action	3 ETP	Frais de personnel : 110.000,00 € Frais de fonctionnement : 65.000,00 €
Axe 2 : Accès à un logement décent				
2.1. Logements de transit	Hébergement temporaire de personnes victimes d'un sinistre. Suivi des bénéficiaires par le S.A.I.S.	Poursuite de l'action, <u>mais</u> suivi des bénéficiaires par le CPAS		
2.2. Travail social de rue (logements)	Aide à la recherche de logements, accompagnement social et informations	Poursuite de l'action et développement de l'action relative au «bien habiter»	3,5 ETP	Frais de personnel : 150.000,00 € Frais de fonctionnement : 2.000,00 €
Axe 3 : accès à la santé et traitement des assuétudes				
3.1. PRISM	Projet de réduction des risques en milieu festif	Réorientation de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
3.2. Travail social de rue (santé)	Ecoute, aide, accompagnement et information en matière de problèmes d'assuétudes, de santé, de précarité	Poursuite de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
Axe 4 : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels				
4.1. Travail social de rue (liens sociaux,...)	Actions de zonage et d'accompagnement (non formalisée dans le P.C.S. 2009-2013)	Poursuite de l'action et réalisation d'un diagnostic sur les risques de marginalisation des jeunes dans les lieux festifs du centre-ville	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
4.2. Maisons de quartier	Travail individuel et collectif destiné à des jeunes de 12 à 18 ans qui s'inscrivent ou risqueraient de s'inscrire dans 1 dynamique de décrochage social	Poursuite de l'action	1,5 ETP	Frais de personnel : 60.000,00 € Frais de fonctionnement : 12.400,00 €
4.3. Accès à l'information sans condition	Animations socioculturelles, éducatives et de quartiers	Poursuite de l'action	0,5 ETP	Frais de personnel : 14.500,00 €

4.4. Médiation de proximité	Résolution à l'amiable de conflits	Poursuite de l'action	0,5 ETP	Frais de personnel : 25.000,00 € Frais de fonctionnement : 1.500,00 €
<i>Total du subsidé demandé</i>				<i>521.000,00 €</i>
<i>Participation Ville (minimum 25 %)</i>				<i>240.400,00 €</i>
<i>Total général</i>			<i>14 ETP</i>	<i>761.400,00 €</i>

- 2) d'approuver les projets envoyés par les associations ayant répondu à l'appel et ayant reçu un avis favorable de la part de la Région wallonne, afin qu'elles puissent bénéficier du subsidé octroyé dans le cadre de l'article 18 du décret du 6 novembre 2008 relatif aux plans de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, à savoir :

Association	Demande financière			
	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Total
Projet «Inter actions» (Port'ouverte) : créer des liens entre les jeunes et leurs aînés en mettant en place des projets concrets qui permettent de faciliter la rencontre et les échanges entre générations et leur compréhension mutuelle (dans le Faubourg de Lille, dans le quartier Saint-Jean et au Luchet d'Antoing).				
ASBL Port'ouverte	4.250,00 € par an	1.000,00 € par an	1.750,00 € par an	7.000,00€ par an
Journée «Manger sainement, équilibré, sans gaspiller» (Anama) : en 2014, année européenne de la lutte contre le gaspillage alimentaire, une journée de sensibilisation proposera différents ateliers visant à mieux gérer un budget ainsi que des ateliers de cuisine des restes et techniques diverses (groupes d'achats solidaires, modes de cuisson alternatifs, etc.) afin de réaliser des économies et prouver que l'on peut manger sainement à petit prix.				
ASBL Anama	5.000,00 € pour 2014	/	/	5.000,00 € pour 2014
Projet «Collectif jeunes femmes» (Vie féminine) : travailler l'autonomisation, la responsabilisation et la récréation du lien social des femmes du milieu populaire, avec une attention spéciale pour les jeunes femmes par la mobilisation d'un groupe (destiné à s'étendre) porteur d'activités (ateliers, conférences, formations, campagnes d'informations, etc.) bihebdomadaires relatives aux thèmes de préoccupation des femmes (santé, logement, sexisme, droit, justice, etc.)				
ASBL Vie féminine	2.336,00 € par an	/	2.934,00 € par an	5.270,00 € par an
Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (la Ressourcerie) : engagement de 2 personnes en article 60 § 7 ou article 61 prolongé par la suite sous statut sine pour la mise en condition de biens réutilisables collectés par la Ressourcerie dans le but de donner une deuxième vie à ces biens et de les reprouper par la suite à la vente à une clientèle précarisée.				
ASBL La Ressourcerie Le Carré	/	/	11.068,00 € par an	11.068,00 € par an
Gestion de l'entrepôt de la Maison des familles (Maison des familles) : en amont de l'aide alimentaire fournie par la Maison des familles à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, assurer la réception des marchandises fournies par la Banque alimentaire ainsi que par des entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, assurer leur traçabilité, leur tri, leur stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution des denrées auprès des lieux de permanences (distribution directe aux personnes précarisées).				
ASBL La Maison des familles	2.000,00 € par an	1.000,00 € par an	2.000,00 € par an	5.000,00 € par an
Mobilité + (Agence locale pour l'emploi - Service mobilité) : achat et frais d'usage d'une camionnette en vue de favoriser le transport de personnes précarisées, leur permettre l'accès aux soins de santé, lutter contre les inégalités sociales et participer au bien-être des bénéficiaires (soins, liens sociaux, etc.).				
ASBL ALE	2.942,00 € par an	5.020,00 € par an	/	7.962,00 € par an
Total: 41.300,00 €				

Vu le courrier (15 novembre 2013) du Ministre Paul FURLAN qui informe que le Gouvernement wallon a décidé d'allouer à la Ville une subvention annuelle de 498.492,33 € pour la mise en œuvre du plan de cohésion sociale 2014-2019 et ce, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014;

Vu le courrier (23 décembre 2013) de la Ministre Eliane TILLIEUX qui marque son accord sur l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'article 18 du décret du 6 novembre 2008 et qui alloue à la Ville une subvention annuelle de 41.300,00 €;

Vu le courrier (12 décembre 2013) du Ministre Paul FURLAN qui informe que le plan de cohésion sociale de la Ville de Tournai a été accepté par le Gouvernement wallon sous réserve de satisfaire aux consignes et remarques formulées et à satisfaire pour le 31 janvier 2014 au plus tard;

Considérant que les remarques ont été formulées comme suit : «La vice-présidence du secteur associatif n'est pas pourvue; les actions n° 6, 7, 8, 9, 10, 11 comportent le même intitulé; il convient de les renommer plus précisément même si elles sont éligibles et ont trait à la même thématique, à savoir le travail social de rue; il est également possible de les regrouper en une seule action «chapeau» »;

Considérant que, suite au courrier du 15 novembre 2013 relatif à la subvention régionale de 498.492,33 €, à majorer de la participation financière obligatoire de la Ville d'un montant de 124.623,08 € (25 % minimum du subsidie), il convient de réactualiser les sommes qui figurent dans le projet initial;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2013 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relative aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014-2017;

Considérant que le phénomène de décrochage scolaire n'est plus repris dans les priorités gouvernementales et ce dès le 1^{er} janvier 2014;

Considérant que le personnel des 3 écoles de devoirs gérées par le Service d'aide à l'intégration sociale était subsidié par le plan stratégique de sécurité et de prévention;

Considérant la volonté de maintenir ces actions de prévention du décrochage scolaire et de maintenir ce service de proximité au bénéfice des populations fragilisées et plus particulièrement les enfants et les adolescents;

Considérant que, pour ces actions, il est possible d'obtenir le soutien de la Région wallonne dans le cadre du plan de cohésion sociale 2014-2019;

Considérant la possibilité d'introduire une partie des actions du travail de rue, jusque là entièrement prise en charge par le plan de cohésion sociale, auprès du Service public fédéral Intérieur;

Considérant que le Service de médiation de proximité ainsi que la Maison de quartier de Templeuve peuvent également faire l'objet d'un soutien financier de la part du Service public fédéral Intérieur;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1) d'approuver le plan de cohésion sociale annexé et résumé comme suit :

Nom des projets	Projets menés dans le plan de cohésion sociale 2009-2013	Nouveau projet ou poursuite de l'action menée dans le cadre du précédent plan de cohésion sociale	Emplois qui seraient subsidiés dans le PCS 2014-2019	Subside demandé à la Région wallonne 2014-2019
Action 1 : coordination et mise en réseau	Suivi de l'ensemble du plan	Poursuite de l'action et amplification du travail avec et pour le réseau	2 ETP	Frais de personnel : 88.932,20 € Frais de fonctionnement : 3.000,00 € Investissement : 3.000,00 €
Action 2 : mise en réseau des chefs de projet de Wallonie picarde		Poursuite des réunions de réseau des chefs de projets de WAPI		
Axe 1 : Insertion socioprofessionnelle				
Action 3 : personnel inter quartier	Suivi des bénéficiaires (article 60 § 7) par le CPAS et le SAIS au sein des Services communaux	Poursuite de l'action, mais suivi des bénéficiaires par le CPAS	3 ETP (+8 "article 60 § 7")	Frais de personnel : 112.768,11 € Frais de consultance : 55.000,00 €
Action 4 : Tremplin 2000	Préformation et insertion socioprofessionnelle dans les métiers du bâtiment	Poursuite de l'action	3 ETP	Frais de personnel : 78.216,67 € Frais de consultance : 65.000,00 €
Axe 2 : accès à un logement décent				
Action 5 : logements de transit	Hébergement temporaire de personnes victimes d'un sinistre. Suivi des bénéficiaires par le SAIS	Poursuite de l'action, mais suivi des bénéficiaires par le CPAS		/
Action 6 : travail social de rue : aide à la recherche d'un logement	Aide à la recherche de logements	Poursuite de l'action	2 ETP	Frais de personnel : 69.939,37 € Frais de fonctionnement : 2.000,00 € (pour actions 6-7-8-9)
Action 7 : travail social de rue : - accéder au logement - accompagnement	Accompagnement social et informations	Poursuite de l'action	Idem action 6	
Action 8 : Travail social de rue : - garder son logement - droits et obligations du locataire	Action d'information et d'accompagnement relative au «bien habiter»	Poursuite de l'action et développement de l'action relative au «bien habiter»	Idem action 6	
LES ACTIONS DE L'AXE 3 (indiquées ci-dessous pour rappel) SONT TRANSFEREES DU PCS AU PSSP				
Axe 3 : accès à la santé et traitement des assuétudes				
PRISM	Projet de réduction des risques en milieu festif	Réorientation de l'action transférée du PCS au PSSP		
Travail social de rue (santé)	Ecoute, aide, accompagnement et	Transfert de l'action du PCS au PSSP		

	information en matière de problèmes d'assuétudes, de santé, de précarité			
Axe 4 : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels				
Action 9 : travail social de rue : créer et maintenir des liens grâce au travail de rue	Actions de zonage et d'accompagnement (non formalisées dans le P.C.S.2009-2013)	Poursuite de l'action et réalisation d'un diagnostic sur les risques de marginalisation des jeunes dans les lieux festifs du centre-ville	Idem action 6	
Action 10 : maisons de quartier	Travail individuel et collectif destiné à des jeunes de 6 à 18 ans qui s'inscrivent ou risqueraient de s'inscrire dans une dynamique de décrochage social y compris scolaire.	Poursuite d'une partie de l'action et développement de l'action (ajout de deux structures et développement de l'axe de soutien scolaire)	3,5 ETP	Frais de personnel : 122.392,54€ Frais de fonctionnement : 10.000,00 €
Action 11 : médiation de proximité	Résolution à l'amiable de conflits	Poursuite de l'action		Frais de fonctionnement : 1.000,00 €
Action 12 : accès à l'information, sans condition – Inforjeunes	Animations socioculturelles, éducatives et de quartiers	Poursuite de l'action	0,5 ETP	Frais de personnel : 11.866,52 €
Total du subside demandé				498.492,33 €
Participation Ville (minimum 25 %)				124.623,08 €
Total général			14 ETP	623.115,41 €

- 2) d'approuver les projets envoyés par les associations ayant répondu à l'appel et ayant reçu un avis favorable de la part de la Région wallonne, afin qu'elles puissent bénéficier du subside octroyé dans le cadre de l'article 18 du décret du 6 novembre 2008 relatif aux plans de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, à savoir :

Association	Demande financière			
	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Total
Projet «Inter actions» (Port'ouverte) : créer des liens entre les jeunes et leurs aînés en mettant en place des projets concrets qui permettent de faciliter la rencontre et les échanges entre générations et leur compréhension mutuelle (dans le faubourg de Lille, dans le quartier Saint-Jean et au Luchet d'Antoing).				
ASBL Port'ouverte	4.250,00 € par an	1.000,00 € par an	1.750,00 € par an	7.000,00 € par an
Journée «Manger sainement, équilibré, sans gaspiller» (Anama) : en 2014, année européenne de la lutte contre le gaspillage alimentaire, une journée de sensibilisation proposera différents ateliers visant à mieux gérer un budget ainsi que des ateliers de cuisine des restes et techniques diverses (groupes d'achats solidaires, modes de cuisson alternatifs, etc.) afin de réaliser des économies et prouver que l'on peut manger sainement à petits prix.				
ASBL Anama	5.000,00 € pour 2014	/	/	5.000,00 € pour 2014

Projet «Collectif jeunes femmes» (Vie féminine) : travailler l'autonomisation, la responsabilisation et la récréation du lien social des femmes du milieu populaire, avec une attention spéciale pour les jeunes femmes par la mobilisation d'un groupe (destiné à s'étendre) porteur d'activités (ateliers, conférences, formations, campagnes d'informations, etc.) bihebdomadaires relatives aux thèmes de préoccupation des femmes (santé, logement, sexisme, droit, justice, etc.)				
ASBL Vie féminine	2.336,00 € par an	/	2.934,00 € par an	5.270,00 € par an
Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (La Ressourcerie) : engagement de 2 personnes en article 60 § 7 ou article 61 prolongées par la suite sous statut sine pour la mise en condition de biens réutilisables collectés par la Ressourcerie dans le but de donner une deuxième vie à ces biens et de les proposer par la suite à la vente à une clientèle précarisée.				
ASBL La Ressourcerie Le Carré	/	/	11.068,00 € par an	11.068,00 € par an
Gestion de l'entrepôt de la Maison des familles (Maison des familles) : en amont de l'aide alimentaire fournie par la Maison des familles à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, assurer la réception des marchandises fournies par la Banque alimentaire ainsi que par des entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, assurer leur traçabilité, leur tri, leur stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution des denrées auprès des lieux de permanence (distribution directe aux personnes précarisées).				
ASBL La Maison des Familles	2.000,00 € par an	1.000,00 € par an	2.000,00 € par an	5.000,00 € par an
Mobilité + (Agence locale pour l'emploi - Service mobilité) : achat et frais d'usage d'une camionnette en vue de favoriser le transport de personnes précarisées, leur permettre l'accès aux soins de santé, lutter contre les inégalités sociales et participer au bien-être des bénéficiaires (soins, liens sociaux, etc.).				
ASBL ALE	2.942,00 € par an	5.020,00 € par an	/	7.962,00 € par an
Total: 41.300,00 €				

4. Choiseul. Parking. Mise à disposition par le Centre public d'action sociale (CPAS). Convention. Approbation. Stationnement. Règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" 1) Mesdames, Messieurs,

Jusqu'il y a peu, de nombreux navetteurs et particuliers stationnaient leur véhicule sur le terrain donnant accès au bâtiment de Choiseul, face à la plaine Bozière. Ladite zone appartient au Centre public d'Action sociale (CPAS), lequel a récemment bloqué, par des obstacles physiques, l'accès au site à tout véhicule excepté ceux des membres du Centre travaillant au sein du bâtiment de Choiseul.

La décision du Centre public d'Action sociale résulte de dégradations répétées commises sur ce site, notamment par des véhicules lourds ou des personnes y abandonnant leurs déchets.

La zone fait partie du domaine privé du Centre public d'Action sociale.

Depuis l'installation d'obstacles bloquant l'accès au terrain précité, la Ville de Tournai reçoit de nombreuses doléances des anciens utilisateurs du site, en particulier des navetteurs qui y trouvaient une possibilité de stationnement gratuit à proximité de la gare.

En vue de concilier les intérêts de tous, une solution a pu être dégagée avec le Centre public d'Action sociale visant à protéger la zone en question des dégradations commises ainsi que les intérêts «patrimoniaux» du Centre public d'Action sociale, tout en laissant la possibilité aux citoyens d'y stationner leur véhicule gratuitement (accord de principe

octroyé par le bureau permanent du CPAS le 7 février 2014 - le projet de convention sera soumis au Conseil du CPAS le 27 février 2014).

A cet effet, il est préconisé de conclure une convention par laquelle le Centre public d'Action sociale met gratuitement à disposition de la Ville de Tournai la zone de stationnement précitée, sous réserve du respect du caractère privé de ladite parcelle et des conditions suivantes :

- la réservation d'une zone de stationnement au profit du personnel du Centre public d'Action sociale;
- la garantie de l'accès au bâtiment de Choiseul par les véhicules de secours;
- la possibilité de réserver cette zone lors de certaines manifestations organisées par le Centre public d'Action sociale;
- l'entretien de cette zone par la Ville de Tournai.

La Ville de Tournai adoptera ensuite un règlement d'ordre intérieur visant à régler le stationnement au sein de cette zone de parking, dont le non-respect serait punissable d'une amende administrative.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes de la convention de mise à disposition de la zone de stationnement dite de Choiseul à conclure entre le Centre public d'Action sociale et la Ville de Tournai."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que jusqu'il y a peu, de nombreux navetteurs et particuliers stationnaient leur véhicule sur le terrain donnant accès au bâtiment de Choiseul, face à la plaine Bozière;

Considérant que ladite zone de parking appartient au Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.), lequel a récemment bloqué, par des obstacles physiques, l'accès au site à tout véhicule excepté ceux des membres du Centre travaillant au sein du bâtiment de Choiseul;

Considérant que la décision du Centre public d'Action sociale résulte de dégradations répétées commises sur cette zone, notamment par des véhicules lourds ou des personnes y abandonnant leurs déchets;

Considérant que la zone fait partie du domaine privé du Centre public d'Action sociale;

Considérant que, depuis l'installation d'obstacles bloquant l'accès au terrain précité, la Ville de Tournai reçoit de nombreuses doléances des anciens utilisateurs du site, en particulier des navetteurs qui y trouvaient une possibilité de stationnement gratuit à proximité de la gare;

Considérant qu'en vue de concilier les intérêts de tous, une solution a pu être dégagée avec le Centre public d'Action sociale visant à protéger la zone en question des dégradations commises ainsi que les intérêts «patrimoniaux» du Centre public d'Action sociale, tout en laissant la possibilité aux citoyens d'y stationner leur véhicule gratuitement (accord de principe octroyé par le bureau permanent du CPAS le 7 février 2014 - le projet de convention sera soumis au Conseil du CPAS le 27 février 2014);

Considérant qu'à cet effet, il est préconisé de conclure une convention par laquelle le Centre public d'Action sociale met gratuitement à disposition de la Ville de Tournai la zone de stationnement précitée sous réserve du respect du caractère privé de ladite parcelle et des conditions suivantes :

- la réservation d'une zone de stationnement au profit du personnel du Centre public d'Action sociale;
- la garantie de l'accès au bâtiment de Choiseul par les véhicules de secours;
- la possibilité de réserver cette zone lors de certaines manifestations organisées par le Centre public d'Action sociale;
- l'entretien de cette zone par la Ville de Tournai;

Considérant que la Ville de Tournai adoptera ensuite un règlement d'ordre intérieur visant à réglementer le stationnement au sein de cette zone de parking, dont le non-respect serait punissable d'une amende administrative;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de convention de **mise à disposition entre le Centre public d'Action sociale et la Ville de Tournai visant à mettre à disposition de cette dernière la zone de stationnement sise devant le bâtiment de Choiseul :**

« **PREAMBULE**

Jusqu'il y a peu, de nombreux navetteurs et particuliers stationnaient leur véhicule sur le terrain donnant accès au bâtiment de Choiseul, face à la plaine Bozière. Ladite zone appartient au Centre public d'Action sociale, lequel a récemment bloqué, par des obstacles physiques, son accès à tout véhicule excepté ceux des membres du Centre travaillant au sein du bâtiment de Choiseul.

La zone fait partie du domaine privé du Centre public d'Action sociale. La décision du Centre public d'Action sociale résulte de dégradations répétées commises dans cette zone, notamment par des véhicules lourds ou des personnes y abandonnant leurs déchets. Cette décision a été prise par le Bureau permanent du 6 septembre 2013 après diverses interventions au Comité de Prévention et de Protection au Travail (CPPT) (7 mars 2013, 25 juin 2013 et 22 octobre 2013).

Depuis l'installation d'obstacles bloquant l'accès au terrain précité, la Ville de Tournai reçoit de nombreuses doléances des anciens utilisateurs du site, en particulier des navetteurs, lesquels y trouvaient une possibilité de stationnement gratuit à proximité de la gare.

En vue de concilier les intérêts de tous, une solution a pu être dégagée avec le Centre public d'Action sociale visant à protéger la zone en question des dégradations commises ainsi que les intérêts «patrimoniaux» du Centre public d'Action sociale, tout en laissant la possibilité aux citoyens d'y stationner leur véhicule gratuitement.

A cet effet, le Centre public d'Action sociale met à disposition de la Ville de Tournai la zone de stationnement précitée sous réserve du respect du caractère privé de ladite parcelle et des conditions déterminées dans la présente convention visant à préserver les intérêts particuliers du Centre public d'Action sociale.

Ensuite, la Ville de Tournai adoptera un règlement d'ordre intérieur visant à régler le stationnement au sein de cette zone de parking, dont le non-respect serait punissable d'une amende administrative.

Le terrain envisagé pour cette convention se situe en zone bleue au plan de secteur, c'est-à-dire, en zone d'équipements communautaires, ce qui veut dire, entre autres, que du logement social pourrait y être érigé. Ce terrain recèle donc une valeur non négligeable qu'il convient de pouvoir exploiter le cas échéant.

Dès lors, afin de ne pas bloquer ce terrain de manière indéfinie, la mise à disposition au profit de la Ville se fait, outre les conditions mentionnées ci-dessus, sur base d'une convention à titre gratuit résiliable en tout temps par les parties, moyennant un préavis de six mois.

CONVENTION

Entre d'une part,

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE TOURNAI, en abrégé «CPAS»

Ici, représenté par :

1) Mme Rita LECLERCQ-DESENCLOS, Présidente

2) M. Luc LEROY, Directeur général

Agissant en outre, en vertu d'une délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 février 2014 et dont un extrait conforme demeurera annexé aux présentes.

Dénommé ci-après prêteur et propriétaire

Et d'autre part,

La Ville de Tournai

Ici représentée conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

2) M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

Agissant en outre, en vertu d'une délibération du Conseil communal du 24 février 2014 et dont un extrait conforme demeurera annexé aux présentes.

Dénommée ci-après l'emprunteur

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET

Le CPAS déclare accorder à la Ville de Tournai, qui accepte, le prêt à usage gratuit du bien décrit ci-après situé avenue Bozière à Tournai, à l'arrière de l'ancien séminaire de Choiseul pour y installer un parking réglementé.

Ce prêt est accordé à durée indéterminée dans le cadre de l'installation d'un parking réglementé par l'autorité communale

Le bien est prêté gratuitement dans ce cadre strict et ne pourra donner lieu à aucune interprétation extensive, sans l'accord du propriétaire.

Description du bien :

VILLE DE TOURNAI :

Un terrain d'une contenance approximative de 31 a 21 ca situé à Tournai avenue Bozière, cadastré Tournai section C 475 Z 2.

ARTICLE 2 : DUREE

Le présent prêt à usage prendra cours le 1^{er} mars 2014.

Il est consenti pour une durée indéterminée à laquelle le propriétaire pourra mettre fin unilatéralement et sans avoir à justifier de motif quelconque, moyennant un préavis de six mois donné par lettre recommandée à la poste, la date du cachet postal faisant foi du départ du délai ou par pli simple contre remise d'un accusé de réception.

ARTICLE 3 : SORTIE

L'emprunteur s'engage à vider les lieux et à les rendre libres de toute occupation au terme convenu, sachant qu'à défaut de le faire, il pourra y être contraint judiciairement, à ses frais.

ARTICLE 4 : DESTINATION

L'emprunteur ne pourra se servir du bien que dans le cadre de parking réglementé par les autorités communales.

ARTICLE 5 : GRATUITE

Le présent prêt à usage est absolument gratuit.

ARTICLE 6 :

Le propriétaire ne contracte aucune obligation en vertu du contrat hormis la mise à disposition gratuite du terrain.

Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée; il en conserve également la possession; l'emprunteur n'est que simple détenteur du bien et il ne peut, par conséquent, prescrire par quelque laps de temps que ce soit.

Le prêteur et, particulièrement, les agents du CPAS munis d'une autorisation ad hoc continueront à pouvoir bénéficier d'une zone parking réservée.

ARTICLE 7 :

L'emprunteur ne pourra céder son droit ni donner le bien en location à qui que ce soit.

ARTICLE 8 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Le propriétaire autorise l'emprunteur à effectuer les travaux nécessaires à la mise en œuvre du parking réglementé.

Ces frais sont à la charge exclusive de l'emprunteur et ne donneront lieu à aucune indemnité en cas de rupture.

ARTICLE 9 : CONDITIONS PARTICULIERES

Dans tous les cas l'emprunteur devra garantir :

- la réservation d'une zone de stationnement au profit du personnel du Centre public d'Action sociale;
- la garantie de l'accès au bâtiment de Choiseul par les véhicules de secours (accès pompiers);
- la possibilité de réserver tout ou partie de cette zone lors de certaines manifestations organisées par le Centre public d'Action sociale.

L'emprunteur veillera dans son règlement d'accès au parking à interdire tout véhicule lourd susceptible d'endommager l'assise du parking, ainsi que les fondations et le mur d'enceinte de l'ancien séminaire de Choiseul.

L'aménagement du parking et de la zone réservée au CPAS se fera après concertation entre les services techniques des deux institutions, sachant que le CPAS demande que la Ville lui réserve la partie du parking à gauche des accès incendie.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur s'oblige de son côté, à peine de tous dommages et intérêts s'il y a lieu :

- a) à veiller en bon père de famille à la garde, l'entretien et la conservation du bien prêté;
- b) à ne s'en servir que pour l'usage déterminé par la présente convention;
- c) à rendre le bien prêté au propriétaire à la première demande que celui-ci lui en fera dans les formes et les délais fixés à l'article 2 ci-dessus.

L'emprunteur sera tenu de jouir des lieux loués "en bon père de famille" et veillera à l'entretien global de la zone de parking.

L'emprunteur sera tenu d'effectuer à ses frais toutes les réparations qui seraient rendues nécessaires pour l'usage du bien ou sa conservation.

L'emprunteur s'engage à remettre les lieux dans leur pristin état à la fin de la convention.

ARTICLE 11 : DEPENSES DE L'EMPRUNTEUR

Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

ARTICLE 12 : PRECOMPTE IMMOBILIER

Actuellement, le terrain mis à disposition est cadastré comme terrain vague improductif, aucun revenu cadastral n'est calculé et il n'y a pas de précompte immobilier.

Si cette situation devait évoluer, il y aurait lieu de tenir compte d'une répartition du précompte éventuel entre le propriétaire et l'emprunteur.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

L'emprunteur devra, pendant toute la durée du prêt, s'assurer par une police de type "assurance responsabilité civile (RC) générale" pour les éventuels dommages causés au CPAS, aux tiers et au voisinage.";

2) "Mesdames, Messieurs,

En cette même séance, vous avez marqué votre accord sur les termes de la convention de mise à disposition de la zone sise devant le bâtiment de Choiseul à Tournai par le Centre public d'Action sociale au profit de la Ville de Tournai.

Comme exposé, il convient, parallèlement à la conclusion de la convention visée ci-avant, d'adopter un règlement d'ordre intérieur visant à réglementer le stationnement au sein de cette zone de parking.

Les caractéristiques essentielles de ce règlement sont les suivantes :

- seul le stationnement des véhicules dont la masse maximale n'excède pas 3.500 kg est autorisé;
- la durée du stationnement est limitée à une durée de 48 heures;
- le véhicule stationné en violation des dispositions du règlement sera susceptible d'être enlevé aux frais, risques et périls de son propriétaire sans préjudice de l'application d'une amende administrative.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes du règlement d'ordre intérieur relatif à la zone de stationnement dite de Choiseul."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que jusqu'il y a peu, de nombreux navetteurs et particuliers stationnaient leur véhicule sur le terrain donnant accès au bâtiment de Choiseul, face à la plaine Bozière;

Considérant que ladite zone appartient au Centre public d'Action sociale (CPAS), lequel a récemment bloqué, par des obstacles physiques, l'accès au site à tout véhicule excepté ceux des membres du Centre travaillant au sein du bâtiment de Choiseul;

Considérant que la décision du Centre public d'Action sociale résulte de dégradations répétées commises sur ce site, notamment par des véhicules lourds ou des personnes y abandonnant leurs déchets;

Considérant que la zone fait partie du domaine privé du Centre public d'Action sociale;

Considérant que, depuis l'installation d'obstacles bloquant l'accès au terrain précité, la Ville de Tournai reçoit de nombreuses doléances des anciens utilisateurs du site, en particulier des navetteurs qui y trouvaient une possibilité de stationnement gratuit à proximité de la gare;

Considérant qu'en vue de concilier les intérêts de tous, une solution a pu être dégagée avec le Centre public d'Action sociale visant à protéger la zone en question des dégradations commises ainsi que les intérêts «patrimoniaux» du Centre public d'Action sociale, tout en laissant la possibilité aux citoyens d'y stationner leur véhicule gratuitement (accord de principe octroyé par le bureau permanent du CPAS le 7 février 2014 - le projet de convention sera soumis au Conseil du CPAS le 27 février 2014);

Considérant sa décision, adoptée en cette même séance, marquant accord sur les termes de la convention par laquelle le Centre public d'Action sociale met gratuitement à disposition de la Ville de Tournai la zone de stationnement précitée, sous réserve du respect de conditions déterminées visant à préserver les intérêts particuliers du Centre public d'Action sociale;

Considérant la nécessité pour la Ville de Tournai d'adopter un règlement d'ordre intérieur visant à réglementer le stationnement au sein de cette zone de parking;

Vu les articles L1122-30 et L1122-32 du Code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes du règlement d'ordre intérieur visant à **réglementer le stationnement de véhicules au sein de la zone sise devant le bâtiment de Choiseul** :

«Article 1^{er} : Champ d'application

Le présent règlement d'ordre intérieur régit le stationnement de tout véhicule au sein de la zone de stationnement dite de Choiseul située avenue Bozière à Tournai, à l'arrière de l'ancien séminaire de Choiseul.

Description du bien :

VILLE DE TOURNAI :

Un terrain d'une contenance approximative de 31 a 21 ca situé à Tournai avenue Bozière, cadastré Tournai section C 475 Z 2.

Article 2 : Modalités de stationnement

La zone visée à l'article 1^{er} est exclusivement destinée au stationnement de véhicules dont la masse est inférieure ou égale à 3.500 kg.

En dehors des véhicules autorisés, aucun autre objet ne peut être placé sur les emplacements de parking (pneus, remorques ou autres objets...).

Le stationnement n'est autorisé qu'aux endroits spécifiquement réservés à cet effet selon la signalisation en place.

Le stationnement est limité à une durée maximale de 48 heures.

Article 3 : Signalisation

Les modalités de stationnement visées à l'article 2 seront matérialisées par la signalisation adéquate.

Article 4 : Responsabilité

Le simple fait d'entrer au sein de la zone de stationnement visée à l'article 1^{er} implique l'acceptation sans réserve du présent règlement d'ordre intérieur.

La Ville de Tournai se limite exclusivement à mettre à disposition des emplacements de stationnement et n'assume aucune responsabilité de dépositaire et donc aucune obligation de garde. Elle n'encourt aucune responsabilité pour tous agissements de tiers.

La Ville de Tournai décline toute responsabilité, à quelque titre que ce soit et pour quelque cause que ce soit, du chef de tous dommages résultant notamment d'accidents, vols ou dégâts, même partiels, qui pourraient survenir sur le parking. La Ville de Tournai informe l'utilisateur qu'il est obligatoire de fermer les véhicules à clé et de relever les fenêtres.

La Ville de Tournai et le CPAS ne pourront être tenus responsables d'un quelconque dommage résultant du stationnement.

Article 5 : Propreté

Il est strictement interdit de vider les cendriers, de jeter des papiers, d'uriner ou de procéder à un quelconque dépôt d'immondices sur la zone de parking. Outre les réparations des préjudices subis, tout contrevenant s'expose à des poursuites en vertu du règlement communal relatif à la délinquance environnementale.

Article 6 : Sanctions

Tout véhicule stationné en violation des dispositions du présent règlement sera immédiatement enlevé aux frais, risques et périls de son propriétaire.

Indépendamment des frais engendrés par l'application de l'alinéa précité, le non-respect du présent règlement est sanctionné d'une amende administrative conformément à l'article 1122-33 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'amende est due par le titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule en stationnement.».

5. Schéma de développement de l'espace régional (SDER). Avis.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le schéma de développement de l'espace régional (SDER) est en cours de révision.

Le Gouvernement wallon a adopté en date du 28 juin 2012 les propositions d'objectifs du SDER, lesquelles ont été soumises par la suite à une large consultation des institutions publiques et des acteurs de développement territorial.

Dans ce cadre, vous avez formulé un avis en date du 14 janvier 2013.

Le projet de SDER a été adopté par le Gouvernement wallon en date du 7 novembre 2013.

Par courrier du 12 novembre 2013, le Ministre Philippe HENRY a invité les communes à soumettre le projet de SDER à enquête publique du 29 novembre 2013 au 13 janvier 2014, et à formuler leur avis pour le 27 février 2014 au plus tard.

Il y a donc lieu d'examiner comment le contenu du projet de schéma de développement de l'espace régional (SDER) peut impacter le rôle de Tournai par rapport aux différents niveaux de supracommunalité qui la concernent.

Le projet de schéma de développement de l'espace régional (SDER) se structure en quatre parties :

- Partie I : projet de territoire
- Partie II : objectifs
- Partie III : structure territoriale
- Partie IV : mesures

La Ville de Tournai a émis des remarques concernant le projet de schéma de développement de l'espace régional (SDER), à savoir :

" Objectif I / Les objectifs quantitatifs et les seuils de densité

Le projet de SDER définit des objectifs quantitatifs et des indicateurs de réalisation plus précis dans le temps, ce qui constitue une avancée positive par rapport aux propositions d'objectifs. Cette clarification touche notamment aux aspects liés à la densité. En effet, l'intégration des principes et seuils de densité dans le document permettra de constituer un référentiel commun à l'échelle régionale et d'uniformiser l'approche territoriale de cette notion. Toutefois, ces seuils doivent pouvoir être interprétés avec beaucoup de souplesse afin de les appliquer en prenant en compte le contexte local.

Objectif II / Reconversion des carrières désaffectées

Le projet de SDER formalise clairement la possibilité de réaménagement des carrières désaffectées pour répondre à d'autres besoins socio-économiques (activité économique ou de loisirs, agriculture, etc.) tout en préservant certaines anciennes carrières riches en biodiversité. La Ville de Tournai possède plusieurs carrières désaffectées ou en voie de l'être. Elle souscrit donc à cet objectif.

Objectif II / Compétitivité, attractivité et dynamiques transrégionales

La compétitivité des territoires frontaliers n'est plus envisagée à travers le prisme du différentiel foncier qui les limitait à un rôle statique. Elle est approchée, à juste titre, sous l'angle des externalités métropolitaines (marché de consommation, marché de l'emploi) dont les citoyens et les entreprises localisés dans les territoires frontaliers peuvent tirer parti. Dans cette perspective, la frontière est appréhendée non plus comme une barrière à l'échange, mais comme une ressource à exploiter.

Objectif II / Soutenir le redéploiement industriel de la Wallonie

Le projet de SDER substitue la notion d'utilisation rationnelle du sol à la notion d'utilisation parcimonieuse du sol. Derrière le changement de vocabulaire transparaît la volonté non plus seulement de promouvoir l'économie dans la consommation d'espace, mais surtout de localiser les bonnes fonctions aux bons endroits. Dans cette perspective, et face à une tendance ces dernières décennies à délocaliser les activités tertiaires vers les parcs d'activité économique, le projet de SDER précise clairement qu'il y a lieu d'implanter les fonctions tertiaires dans le tissu urbain et préférentiellement dans les pôles plutôt que dans les parcs d'activité économique. Il s'agit d'une orientation plus affirmée en termes de localisation fonctionnelle susceptible de renverser les tendances observées jusqu'à présent.

Objectif III.1 / renforcer l'accessibilité régionale et internationale de la Wallonie / investir dans les liaisons fluviales

Le projet de SDER s'inscrit dans une vision soutenant par rapport au projet Seine-Nord Europe. La Ville de Tournai apprécie ce positionnement.

En revanche, la Ville de Tournai marque des réserves ou des interrogations sur d'autres points du projet de SDER à savoir :

A. LA STRUCTURE TERRITORIALE

Pertinence de la carte de structure territoriale par rapport aux enjeux locaux

La structure territoriale proposée par le projet de SDER renvoie à un emboîtement d'échelles géographiques, chacune porteuse d'enjeux pour la Ville de Tournai. Pour les saisir, il faut distinguer les contours des échelles dont objet.

De fait, le projet de SDER procède à une organisation du territoire wallon sur base de trois éléments structurants :

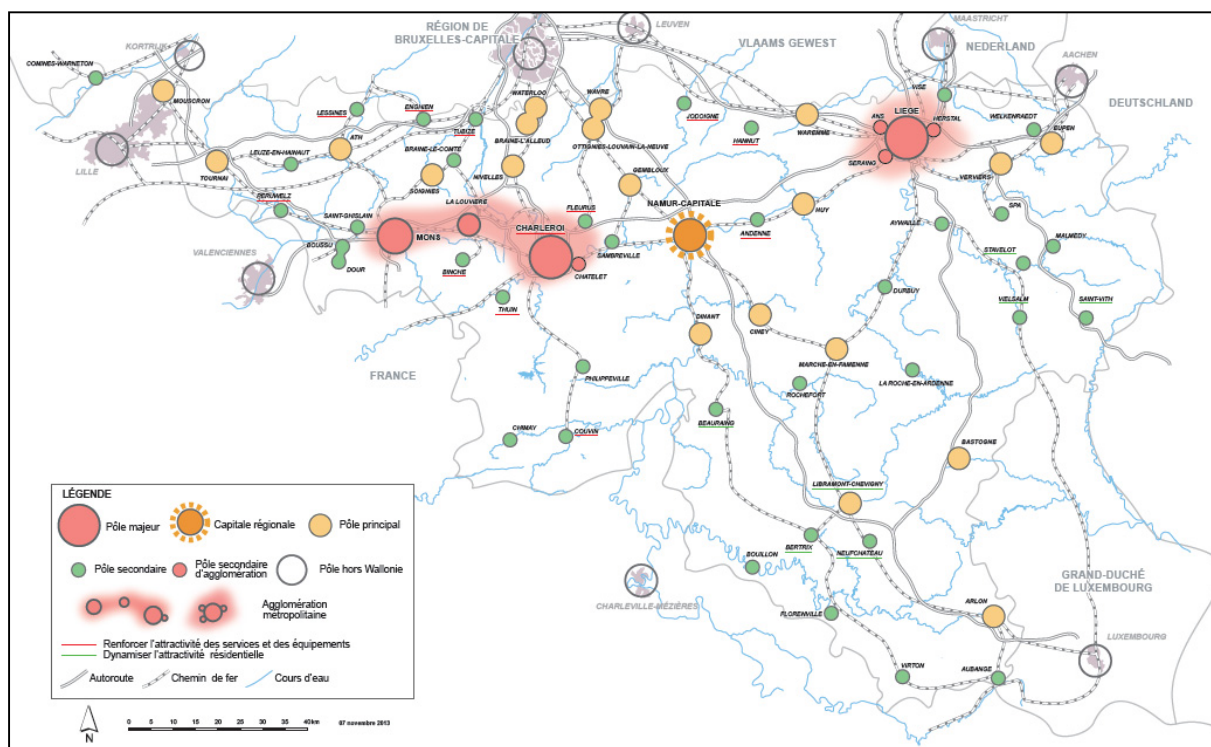
1. Les polarités où se concentrent les équipements et les fonctions jouant un rôle d'entraînement sur leurs territoires alentour. Ces polarités sont hiérarchisées en pôles secondaires, principaux et majeurs (sans oublier le statut spécifique de capitale régionale conféré à Namur). Concrètement, cette hiérarchie urbaine s'appuie sur une approche multicritère qui intègre le poids relatif de différentes fonctions polarisatrices (emplois, scolaire, soins de santé, etc.). La méthode consiste à déterminer pour chaque fonction et chaque commune un score d'équipement rapporté à la taille de sa population (et à la moyenne de la Région wallonne) pour déterminer son degré de rayonnement. La structure fonctionnelle du territoire wallon inférée de cette étude fait partie intégrante du diagnostic territorial de la Wallonie de 2011, préparatoire au projet de SDER.
2. Les aires, parties de territoire définies par une dynamique commune.
3. Les réseaux de transport.

1. Les polarités (voir carte 1)

Le projet de SDER distingue :

- 1.1. **les pôles** caractérisés par un niveau d'équipement actuel ou potentiel dont le rayonnement dépasse l'échelle locale. 65 pôles sont identifiés. Ils sont à leur tour hiérarchisés en pôles secondaires, principaux, majeurs et capitale régionale. La distinction entre les niveaux des pôles se base sur le niveau de services et d'équipements et sur le rôle que jouent les différents pôles au sein de chaque bassin de vie. Un pôle secondaire offre des services et équipements de base, un pôle principal offre des services et des équipements plus structurants tels qu'un centre d'enseignement supérieur, des services décentralisés de l'administration régionale ou fédérale, des équipements sportifs spécialisés, une offre en soins adaptée, etc., un pôle majeur offre des services et équipements répondant à des besoins plus exceptionnels tels qu'un centre hospitalier, un centre de congrès, un hall d'exposition. Aux termes de cette hiérarchisation, **Tournai est classée comme pôle principal** à l'instar de Mouscron et Ath par exemple, tandis que Liège et l'agglomération Mons-Charleroi-La Louvière sont classées comme pôles majeurs.
- 1.2. **les pôles métropolitains** caractérisés par la concentration des administrations centrales, des universités, des centres de congrès, des gares TGV, des musées internationaux, des équipements, des manifestations d'ordre culturel, festif, sportif, touristique, un marché de l'emploi important, etc. De nouveau, Liège et l'agglomération Mons-La Louvière-Charleroi sont qualifiés de pôles métropolitains.

Carte 1 : pôles de la structure territoriale – Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 55



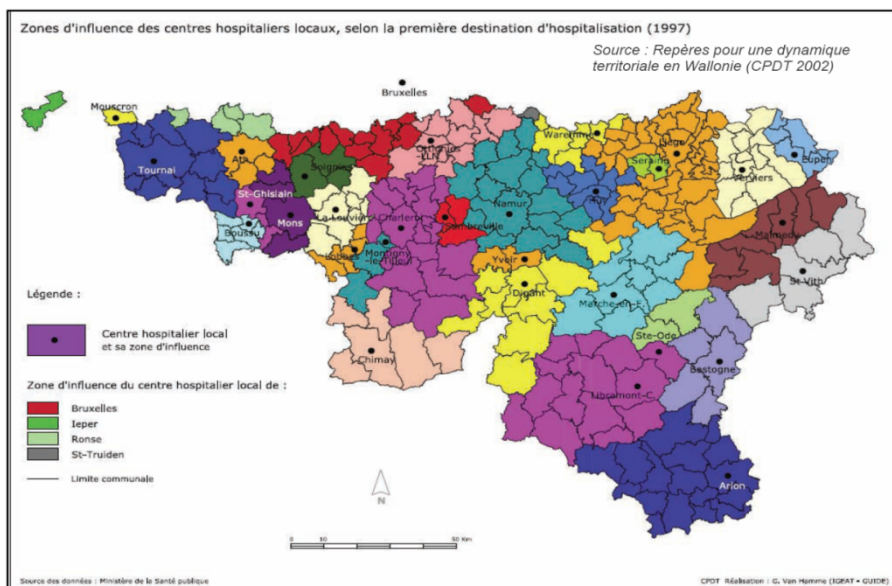
L'enjeu de cette hiérarchisation est la localisation préférentielle des infrastructures et des équipements structurants et une allocation de moyens plus importante en faveur des pôles majeurs. On comprend dès lors l'enjeu essentiel que confère ce positionnement à toute ville wallonne.

Dans cette perspective, la Ville de Tournai revendique avec force le statut de pôle majeur. En effet, si l'on se réfère aux critères ayant abouti à ce classement, à savoir le niveau d'équipements et le rôle joué dans le bassin de vie tels qu'identifiés dans le diagnostic territorial préparatoire au projet de SDER, on constate que Tournai est en droit de revendiquer un classement supérieur.

Ainsi, si l'on considère le niveau d'équipements et de services et/ou leurs aires d'influence respectives, Tournai possède :

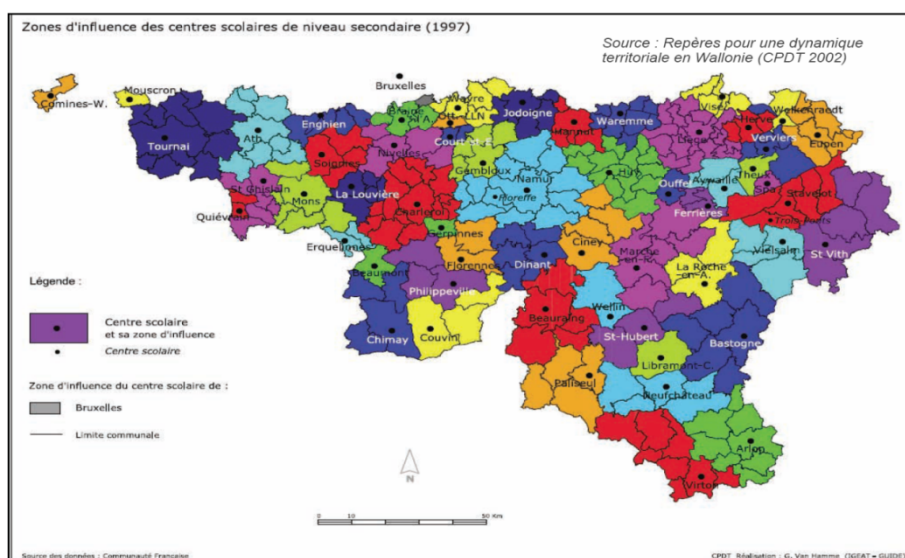
- un centre hospitalier d'envergure régionale, dont la zone d'influence est très étendue (voir carte 2)

Carte 2 : zone d'influence des centres hospitaliers locaux, selon la première destination d'hospitalisation – Source : repères pour une dynamique territoriale en Wallonie (CPDT, 2002)



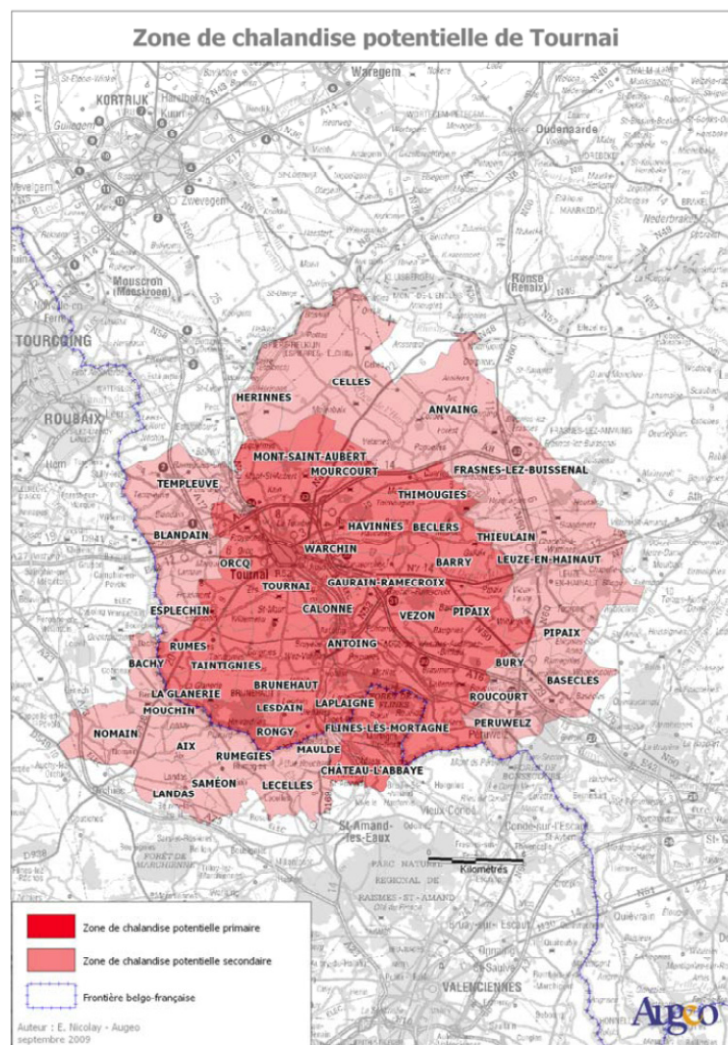
- un pôle d'enseignement supérieur (artistique, paramédical, formation qualifiante, etc.) important (7^{ème} place dans la hiérarchie urbaine wallonne pour l'enseignement supérieur avant Charleroi 20^{ème} et La Louvière 28^{ème} – source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d'influence, CPDT, notes de recherche n° 25) et dont le rayonnement dépasse même la frontière.
- un pôle d'enseignement secondaire également polarisant qui exerce son aire d'influence sur un large hinterland (voir carte 3).

Carte 3 : zone d'influence des centres scolaires de niveau secondaire – Source : Repères pour une dynamique territoriale en Wallonie (CPDT, 2002)



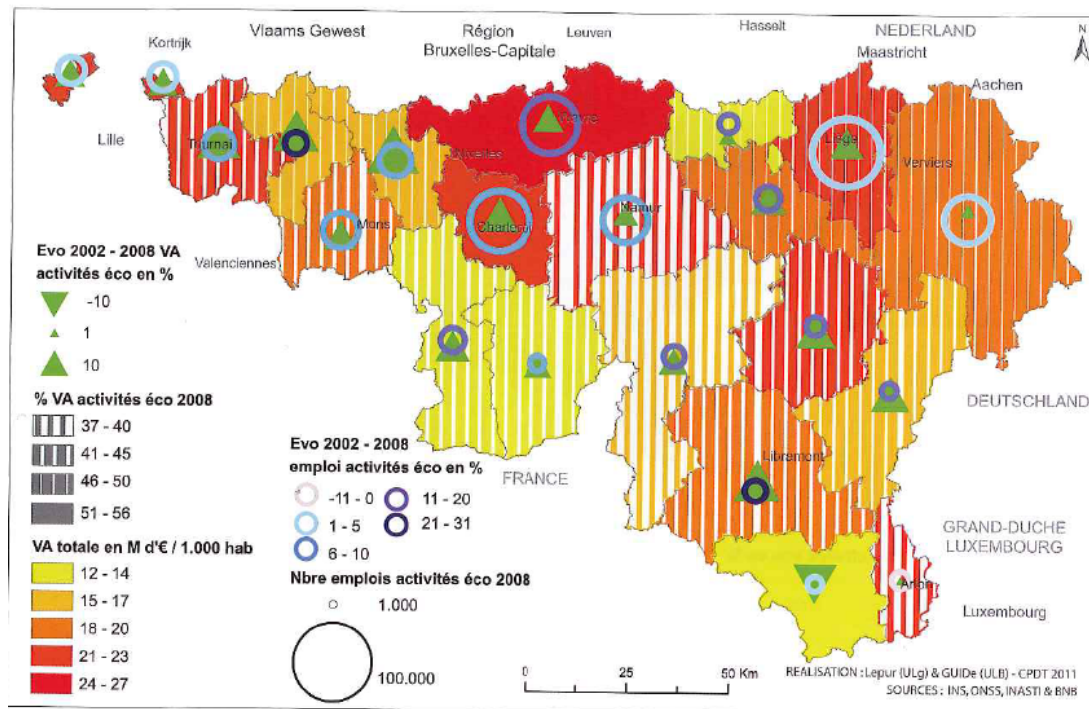
- une offre servicielle conséquente notamment en matière de santé (15^{ème} place dans la hiérarchie urbaine wallonne avant La Louvière 18^{ème}, Charleroi 29^{ème}, Mons 33^{ème}, etc. – source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d’influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Les chiffres d’emploi liés à ce secteur sont d’ailleurs de la même grandeur que ceux observés à Mons par exemple : plus 6.700 effectifs [source : Centre d’Etudes en Aménagement du Territoire (CREAT), stratégies supracommunales, rapport septembre 2013]. En ce qui concerne l’hébergement des personnes âgées, le taux de couverture (rapport entre le nombre de places en structures d’accueil et le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus) est de 26 % soit 9 % de plus qu’en Région wallonne (source : CAPRU 2011, calcul CREAT dans Tournai/stratégies supracommunales).
- une offre commerciale de $\pm 100.000 \text{ m}^2$ dont la zone de chalandise, très large (voir carte 4) avoisine les 100.000 habitants (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013). Ceci la place à la 16^{ème} place dans la hiérarchie wallonne loin devant Ath 33^{ème} et Mouscron 34^{ème} par exemple (source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d’influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Cette zone augmentera encore plus avec le renforcement du centre commercial péricentral les Bastions (permis unique en cours pour 23.000 m² de surface commerciale complémentaire).

Carte 4 : zone de chalandise potentielle de Tournai - Source, schéma de cohérence commercial Augéo 2009.



- Sur le plan des activités économiques, l'arrondissement de Tournai présente également une situation positive à la fois des points de vue de la valeur ajoutée et de l'emploi (source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 85) relativement aux autres arrondissements wallons (voir carte 5)

Carte 5 : activités économiques - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 86



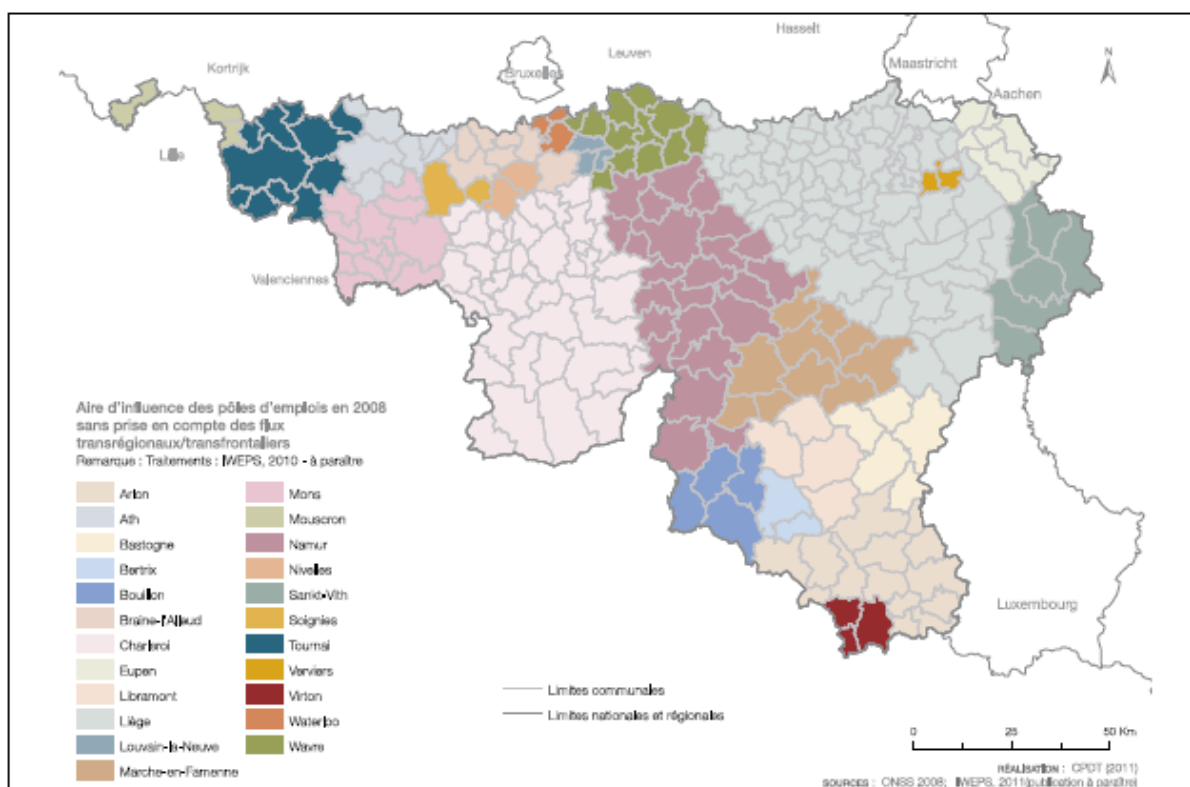
La volonté de la Ville est de renforcer ces résultats en favorisant l'économie de la connaissance, l'innovation, la recherche et le développement, et en mobilisant les nouvelles technologies. L'installation de l'Eurometropolitan e-campus, plateforme structurante dédiée aux métiers de l'internet visant à mettre en relation les acteurs de formation du territoire eurométropolitain (hautes écoles, universités,...) et la mise en place de la dynamique des smart cities entre autres, en témoignent (stratégie SmarTournai : www.smartournai.be).

Tournai se démarque également par une offre culturelle riche et foisonnante. Le dynamisme associatif, le savoir-faire événementiel et la valorisation de son riche patrimoine génèrent une dynamique importante et originale lui permettant de rayonner sur la Wallonie picarde et d'occuper une place importante dans la dynamique culturelle de l'Eurométropole (exemples : festivals Next et Plôt «Pôle cirque entre Lille et Tournai»). La Maison de la Culture constitue d'ailleurs un centre culturel d'envergure régionale (la fréquentation de la Maison de la Culture a avoisiné les 300.000 personnes en 2013 – source : Maison de la Culture, statistiques annuelles de fréquentation).

En outre, la Ville de Tournai constitue la 2^{ème} ville patrimoniale wallonne après Liège. Elle possède deux monuments classés patrimoine mondial de l'Unesco (la cathédrale et le beffroi). Le projet de SDER la classe d'ailleurs comme pôle touristique majeur. La Ville considère d'ailleurs que le développement touristique constitue l'un de ses axes de développement majeur. Le Collège communal vient dans ce sens d'approuver un plan stratégique touristique 2014-2025.

Par ailleurs, Tournai constitue un bassin d'emploi important. Avec plus de 30.000 emplois salariés pour une population de \pm 70.000 habitants (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013), Tournai occupe le 15^{ème} rang dans la hiérarchie urbaine wallonne en termes d'offre d'emploi avant Mons, Charleroi, la Louvière (source Lambotte J.M. et al. 2011, Hiérarchie urbaine et aires d'influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Avec un total d'environ 34.000 emplois (salariés + indépendants) pour une population active de 31.000 personnes (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013), Tournai s'impose comme un pôle d'emploi à l'échelle de la Wallonie picarde (voir carte 6).

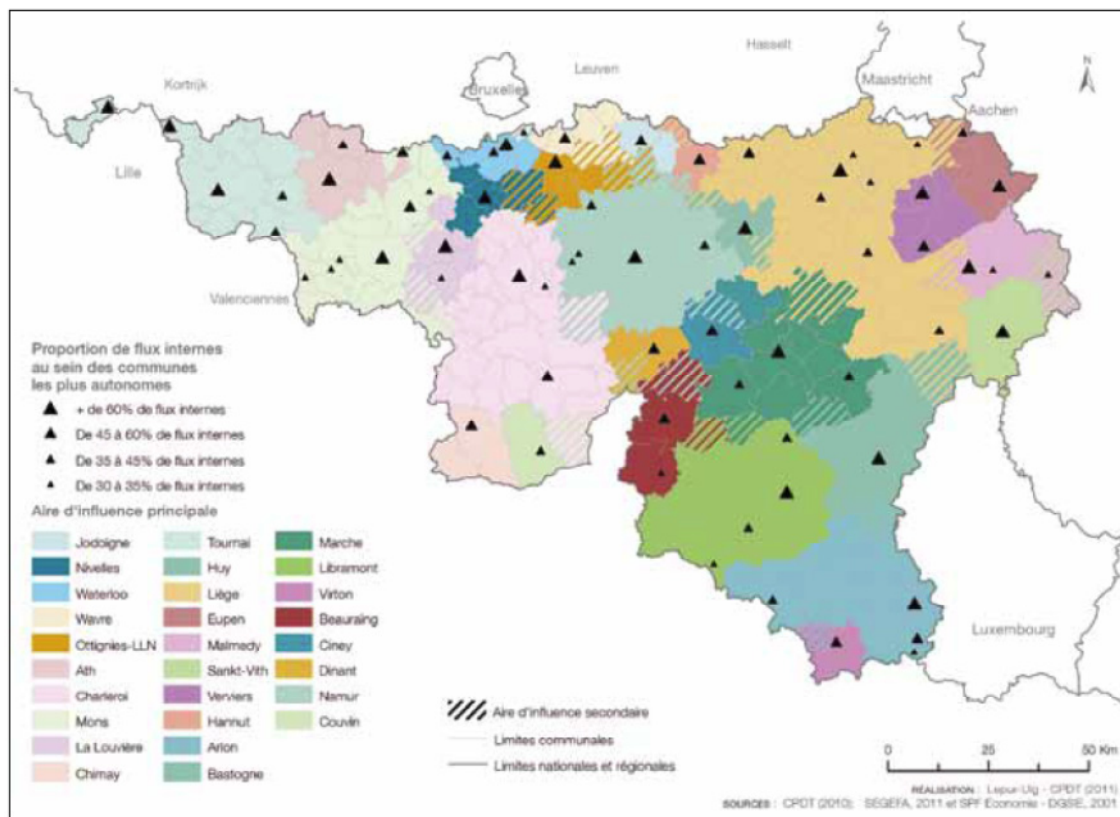
Carte 6 : découpage du territoire wallon en aires d'influence des pôles d'emplois sans prise en compte des flux transfrontaliers/transrégionaux - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 262



Sur le plan démographique, Tournai a connu une progression importante : la population a augmenté de 2.000 unités en cinq ans (2006-2011) (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013). La croissance devrait se poursuivre pour approcher le seuil des 77.000 habitants en 2030. Cette progression traduit la forte attractivité exercée par le territoire tournaisien à l'échelle de son bassin de vie et à l'échelle transfrontalière.

L'aire d'influence importante de Tournai en tant que pôle urbain ressort dans la carte relative aux aires d'influence des pôles urbains dressée dans le diagnostic territorial préparatoire à la réactualisation du projet de SDER (voir carte 7).

Carte 7 : découpage du territoire wallon en aires d'influence des pôles urbains, sans prise en compte des flux transfrontaliers/transrégionaux – Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 269

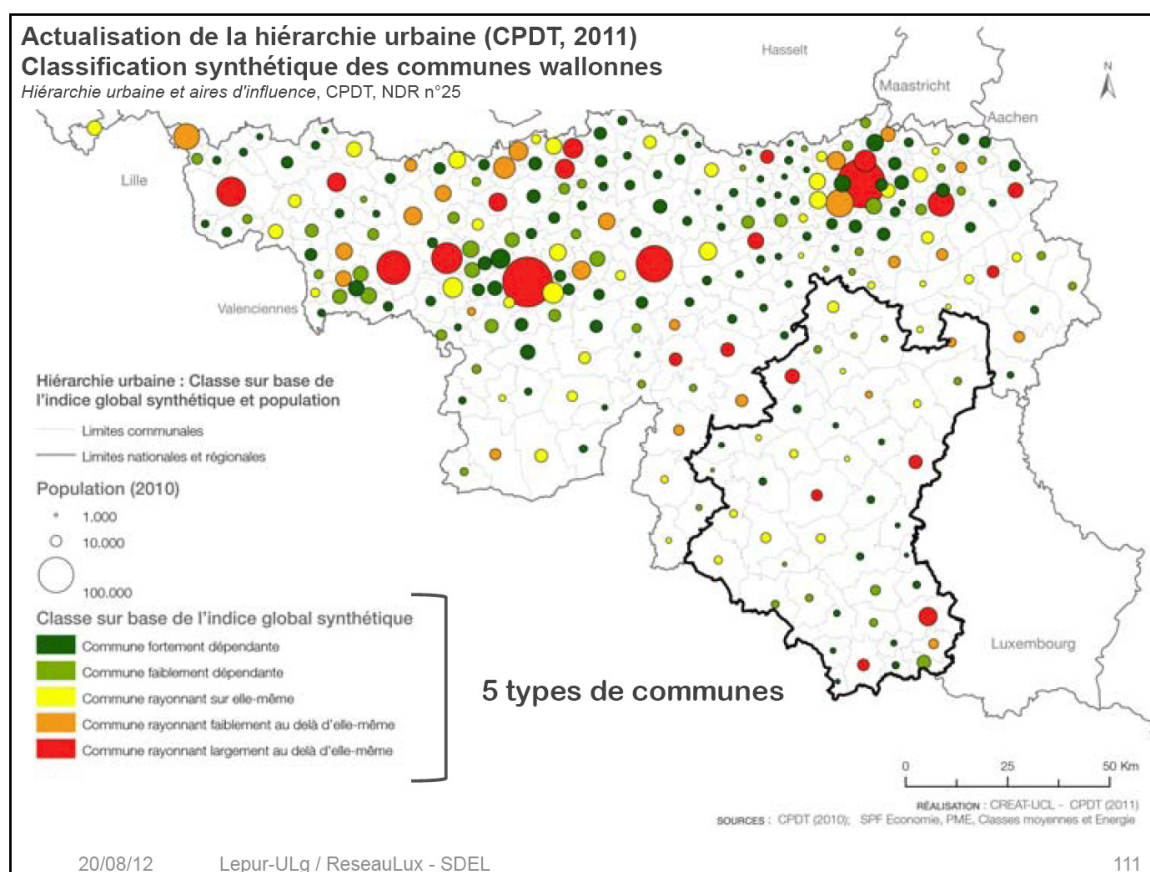


La classification du projet de Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER) ne se détermine pas seulement sur base du niveau d'équipement actuel, mais également potentiel (page 52 paragraphe 3). Dans cette perspective, la Ville de Tournai s'est engagée par le biais de sa déclaration de politique communale à se doter d'une série d'équipements structurants majeurs (mise à gabarit de l'Escaut, développement d'un port à Vaulx, plates-formes logistiques, palais des congrès, rénovation de la Maison de la Culture, pôle muséal) et s'est placée de ce fait dans une vision prospective et qualitative forte en mesure de la hisser au rang de pôle métropolitain.

Globalement, Tournai bénéficie d'équipements structurants, d'une progression démographique, d'une offre culturelle et patrimoniale, d'une vitalité économique et d'un marché d'emploi importants, qui lui permettent de rayonner autour d'un large bassin de vie et qui correspondent, dès lors, aux critères retenus par le projet de SDER pour un classement en pôle majeur.

Ces atouts ne sont pas étrangers à son classement comme commune rayonnante largement au-delà d'elle-même, au même titre que Mons par exemple, dans la carte de la hiérarchie urbaine dressée par la Conférence permanente du Développement territorial (CPDT) en 2011 (voir carte 8).

Carte 8 : classification synthétique des communes - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 270



Le commentaire fait dans le cadre du diagnostic territorial à ce sujet (page 271) est d'ailleurs éloquent :

«Les sept grandes villes wallonnes obtiennent, assez logiquement, de bons scores sur la plupart des fonctions. Néanmoins, Liège, Namur et Mons se présentent comme les villes les plus complètes et diversifiées. En revanche, Charleroi, Verviers, et la Louvière sous-performent, notamment du fait d'absence de siège d'université, d'un rôle administratif plus faible et du peu de nuitées touristiques. Tournai est dans une position intermédiaire.»

In fine, Tournai est la commune la plus étendue de Belgique (21.000 ha). Cette particularité génère des coûts de gestion conséquents, notamment en termes de voiries (800 km de voiries) et autres. Un statut de pôle majeur et une allocation de moyens adaptée en conséquence rencontrerait plus justement l'objectif d'équité territoriale souhaité par le SDER.

Un positionnement supérieur de Tournai est d'autant plus souhaité que le diagnostic territorial de la Wallonie (page 271) révèle que la superficie communale impacte (à la baisse) le résultat relatif aux indicateurs de rayonnement : «les grandes communes issues d'une fusion généreuse (Tournai, Charleroi...) présentent un moindre rayonnement relatif, tandis que celles issues d'une fusion plus limitée (Liège, Nivelles...) présentent des ratios plus élevés concernant l'emploi et divers services».

Si le diagnostic territorial préparatoire à l'actualisation du SDER considère, aux termes d'une analyse scientifique rigoureuse, que la Ville de Tournai constitue l'une des 7 grandes villes wallonnes, pourquoi classer Tournai comme pôle principal dans la hiérarchie urbaine proposée par le projet de SDER, alors que les autres grandes agglomérations identifiées ont été confortées dans un rôle de pôle majeur ?

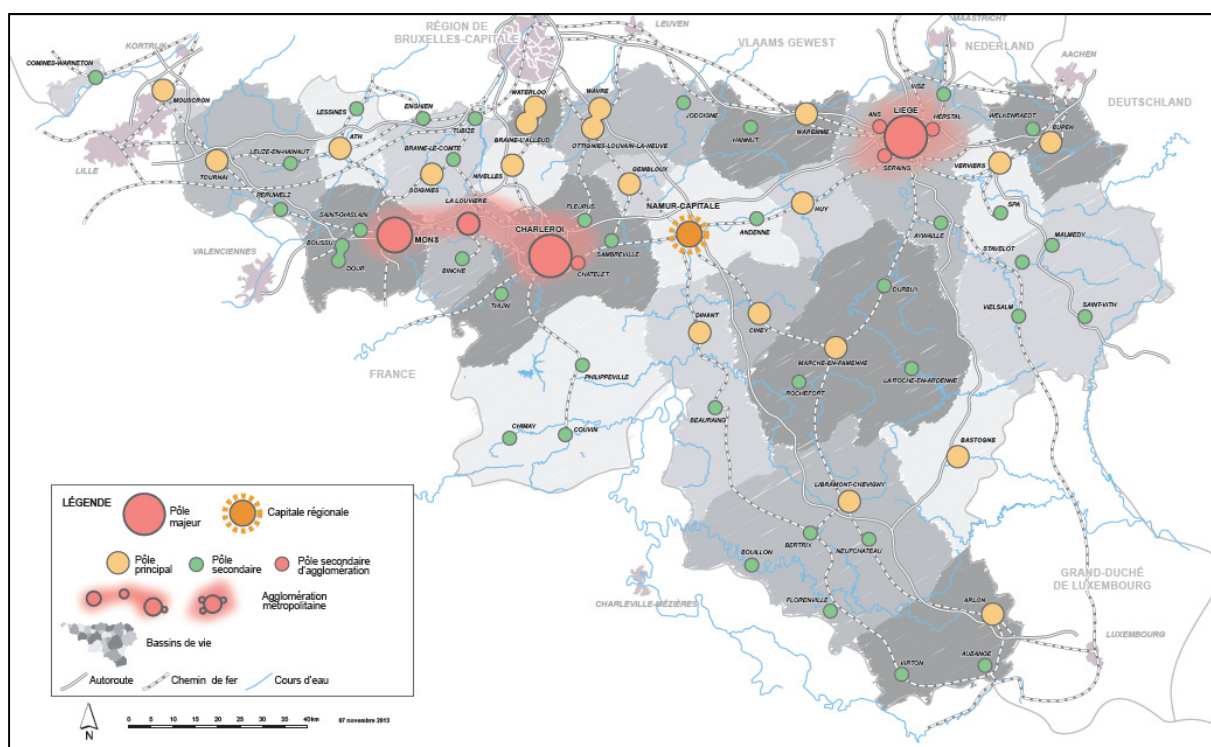
D'autres arguments relatifs à la structure territoriale plaident pour le **classement de Tournai en pôle majeur**. Ils concernent sa position dans les aires de supracommunalité et sur les réseaux abordée aux points suivants :

2. Les aires :

Le projet de SDER distingue :

2.1. Les bassins de vie correspondant aux territoires regroupant les services et équipements fréquentés régulièrement, voire quotidiennement, par les citoyens et concentrant ainsi la majorité de leurs déplacements. Trois bassins de vie sont proposés pour la Wallonie picarde et s'articulent autour des trois pôles principaux : Mouscron, Tournai, Ath. Une carte (carte 9) matérialise les contours des bassins de vie.

Carte 9 : bassins de vie de la structure territoriale wallonne sur base des flux de mobilité. Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 137



Le projet de SDER se veut également intégratif des différents projets de territoire existants et ouvert à toute nouvelle forme de communauté de territoire (un bassin de vie, une partie et/ou plusieurs bassins de vie). Une autre carte (annexe 5 dans le projet de SDER) matérialise les contours des dynamiques territoriales existantes.

Si on peut apprécier la souplesse dont fait preuve le projet de SDER, cette ouverture suscite un certain nombre de remarques :

- les aires de développement supracommunal portées par les intercommunales ne sont pas suffisamment mises en valeur. Or, celles-ci portent sur de véritables projets de territoire. Le projet de territoire est l'expression d'un avenir souhaitable et des stratégies pour y parvenir. C'est à la fois un plan d'action qui répond aux enjeux du territoire et un processus collectif qui permet de le construire et de se l'approprier.

Dans ce sens, la Ville Tournai s'inscrit et porte un véritable projet de territoire, celui de la Wallonie picarde. Pour rencontrer son objectif de renforcement de la coopération supracommunale, le projet de SDER se doit de soutenir la dynamique induite par celle-ci. Pour cela, il doit positionner Tournai comme pôle majeur dans la structure territoriale wallonne.

Dans ce contexte, Tournai renforcera son rôle de capitale de la Wallonie Picarde et participera activement à son développement.

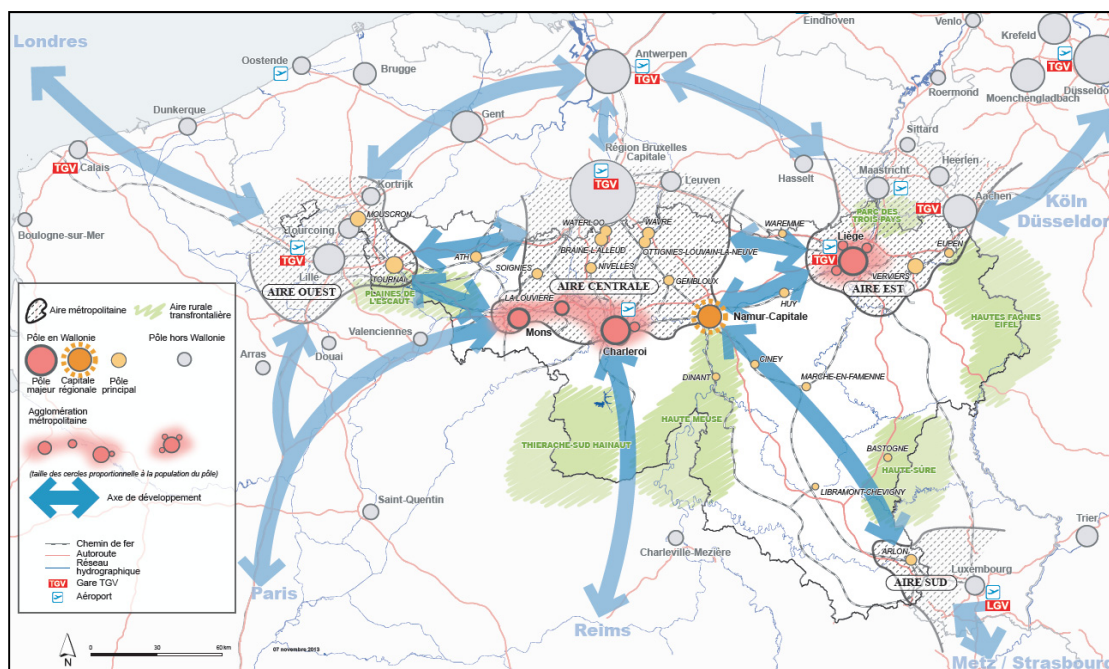
- la carte des bassins de vie révèle clairement que l'ampleur et l'étendue du bassin de vie tournaisien sont de loin plus importantes que celles de Mouscron ou d'Ath et tout aussi importantes (voire plus importantes) que celles de Mons, La Louvière ou Charleroi. Cela signifie que Tournai possède un niveau d'équipements structurants qui a un rayonnement conséquent sur un large hinterland. Or, Tournai est classée dans le projet de structure territoriale comme pôle principal au même titre que Mouscron et Ath, tandis que Mons, La Louvière et Charleroi sont qualifiées de pôles majeurs.

2.2. Les aires métropolitaines (voir carte 10)

Le projet de SDER identifie 4 aires métropolitaines

- l'aire centrale avec comme pôle métropolitain Bruxelles et comme polarité wallonne l'agglomération Mons-La Louvière-Charleroi;
- l'aire Est avec Liège comme pôle métropolitain;
- l'aire Sud avec Luxembourg comme pôle métropolitain et Arlon comme pôle wallon;
- **l'aire Ouest avec Lille comme pôle métropolitain et Tournai comme pôle wallon.**

Carte 10 : aires métropolitaines –axes de développement – aires rurales transfrontalières - Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 67



Ce point appelle les remarques suivantes :

La dynamique eurométropolitaine est générée essentiellement par le triangle Lille métropole – Kortrijk – Tournai. Tournai ne doit pas être le «maillon faible» du triangle. Elle doit jouer à fond le rôle d’amplificateur en Wallonie picarde de la dynamique eurométropolitaine. Dans ce sens, le SDER ne la positionne pas à la bonne place dans la hiérarchie des pôles, en la situant au niveau de pôle principal.

«Les pôles majeurs sont amenés à jouer un rôle important au sein des aires métropolitaines dans lesquelles ils se situent (page 52)» : c’est le cas pour Tournai.

Le SDER ne prend pas en compte également l’existence d’un statut juridique européen spécifique aux territoires transfrontaliers, les groupements européens de coopération territoriale (GECT). Ces spécificité et avancée, sur le plan européen, constituent une importante potentialité quant à la structuration et au développement territorial qui devrait non seulement être prise en compte par le SDER, mais aussi être encouragée (d’où le repositionnement de Tournai en pôle majeur).

Egalement, dans le cadre de la future programmation des fonds européens 2014-2020, la Ville de Tournai a été reconnue comme pôle urbain transfrontalier à travers une étude préalable réalisée par le professeur de l’Université de Mons, Giuseppe Pagano et remise au Gouvernement wallon. Ainsi, la dynamique européenne tend à renforcer les échanges transfrontaliers dont Tournai fait partie intégrante.

Par ailleurs, le projet de SDER précise que les principales portes d'accès internationales à la Wallonie sont situées dans les aires métropolitaines. Il s'agit notamment de la gare TGV de Lille et de l'aéroport de Lesquin. De par sa proximité géographique et organisée (liaison fluviale Seine-Nord Europe - liaison ferroviaire Tournai-Lille qualifiée d'express par le SDER) par rapport à Lille, Tournai possède un potentiel d'ouverture avéré à l'international, qu'il y a lieu de valoriser.

En effet, si Tournai était reconnue comme pôle majeur dans le SDER, elle bénéficierait d'équipements de haut niveau, de réseaux de mobilité structurants et de moyens wallons, qui lui permettraient de jouer un rôle de développement important dans la Wallonie, mais il est évident que ce positionnement renforcerait également sa position comme partenaire à part entière dans l'Eurométropole.

En cela, la Ville de Tournai se rallie à l'avis de l'intercommunale IEG :

«Le projet de SDER ne fait apparaître aucun pôle majeur dans l'aire ouest. Comment les ambitions décrites au chapitre des aires métropolitaines et celui des coopérations métropolitaines pourraient-elles être crédibles aux yeux de nos partenaires voisins si ces territoires wallons sont considérés comme aussi peu structurants dans la hiérarchie des pôles ? Dénier ainsi la dimension de «Pôle majeur» à Arlon et Tournai revient à considérer davantage le rôle polarisant des métropoles extérieures que les potentialités d'attractivité des pôles wallons au sein des aires métropolitaines. La WALLONIE doit-elle se contenter des bénéfices implicites et gérer les effets pervers qui résultent des effets frontières ? Micro-territoire au cœur de l'Europe, n'est-il pas indispensable que la Wallonie affirme sa volonté de développer des pôles structurants de premier niveau au sein des aires sud et ouest afin de se positionner de manière volontariste dans le cadre de la politique des régions de l'Union européenne ? Le SDER se doit d'exprimer clairement les ambitions wallonnes sur ces territoires de frange.»

2.3. Les aires rurales transfrontalières (voir carte 10)

Les aires rurales transfrontalières regroupent les communes concernées par une coopération avec les partenaires des régions voisines. Tournai n'est pas concernée par les 6 aires rurales transfrontalières identifiées par le projet de SDER. Il y est précisé cependant que l'aire des plaines de l'Escaut se situe à proximité immédiate de l'aire métropolitaine ouest. La Ville de Tournai est consciente des potentialités liées à ces aires. Elle a donc introduit en collaboration avec l'Agence intercommunale de Développement (IDETA) un dossier d'adhésion aux parcs naturels des plaines de l'Escaut et du Pays des collines. Tournai compte bien valoriser sa fonction de liaison et de maillage entre ces parcs sur le plan économique, paysager et culturel.

Sur le plan de la stratégie Lille-Kortrijk-Tournai 2014-2020 de l'Eurométropole (publication novembre 2013), le projet de trame verte et bleue constitue un axe majeur de développement territorial dont les objectifs positionnent favorablement Tournai au travers d'actions de réseautage durable et d'efficacité énergétique (adhésion de la Ville de Tournai à la Convention des maires).

2.4. Les axes de développement (voir carte 10)

Le projet de SDER identifie cinq axes de développement suprarégional. Ces axes sont susceptibles d'offrir des opportunités de développement pour la Wallonie par les échanges de biens et de services qu'ils favorisent. Tournai est concernée par :

- **L'axe Lille-Bruxelles-Liège**
- **L'axe Liège-Namur-Charleroi-Lille**

3. Les réseaux de transport.

Le projet de SDER identifie sept liaisons ferroviaires structurantes dont :

- La liaison Bruxelles-Tournai (qui relie également les aires métropolitaines centrales et Ouest).
- La liaison Ouest-Est reliant Lille à Liège via la dorsale wallonne (Tournai-Mons-La Louvière-Charleroi-Namur).

Tournai constitue donc une tête de réseau importante en matière d'accessibilité ferroviaire structurante.

Conclusion sur la structure territoriale

La Ville de Tournai joue un rôle majeur dans son bassin de vie en raison de son attractivité sur le marché de l'emploi, de son niveau d'équipement et de services, de son offre culturelle et patrimoniale riche, de son dynamisme économique, etc. Son importante progression démographique traduit son rayonnement.

Le potentiel de croissance et de polarisation de Tournai ne manquera pas de se renforcer, au travers de la stratégie de développement territorial poursuivie par la majorité politique actuelle via des projets porteurs et structurants identifiés dans la déclaration de politique communale.

Par ailleurs, le projet de SDER identifie la Ville de Tournai comme le pôle wallon de référence dans l'aire métropolitaine Est, ce qui renvoie à son statut particulier dans l'Eurométropole Lille métropole – Kortrijk – Tournai, validé par un statut juridique européen spécifique aux territoires transfrontaliers, les GECT.

En outre, Tournai est concernée par deux liaisons ferroviaires qualifiées de structurantes dans le projet de SDER : la liaison Bruxelles-Tournai (qui relie également les aires métropolitaines centrales et Ouest) et la liaison Ouest-Est reliant Lille à Liège via la dorsale wallonne (Tournai-Mons-La Louvière-Charleroi-Namur).

In fine, le projet de SDER situe la ville de Tournai sur deux axes de développement suprarégional majeurs, l'axe Lille-Bruxelles-Liège et l'axe Liège-Namur-Charleroi-Lille.

La conjonction de ces éléments amène la ville de Tournai à revendiquer haut et fort et objectivement le statut de pôle majeur dans la structure territoriale de la Wallonie établie par le projet de SDER.

La structure territoriale wallonne ainsi revue et corrigée sera l'occasion de tendre vers un meilleur équilibre de la structure territoriale wallonne et une meilleure péréquation financière entre les villes importantes et pourvoyeuses d'équipements et de services polarisants.

B. OBJECTIFS, MESURES ET AUTRES

Objectif I.2/ répartir les nouveaux logements à l'échelle de chaque bassin de vie

Bien qu'il ait été précisé lors d'une réunion d'information que la répartition de nouveaux logements ne doit être réfléchi à l'échelle d'un bassin de vie que quand elle sous-tend une procédure de révision du plan de secteur, une confusion subsiste dans la formulation proposée par le projet de SDER à ce propos (page 15). Il y a lieu de lever cette ambiguïté en reformulant avec plus de précision le paragraphe concerné.

Objectif II.2 créer un environnement favorable aux activités économiques en offrant des espaces d'accueil diversifiés / valoriser les sites directement connectés aux réseaux ferré et fluvial

Le projet de SDER préconise que les terrains «mouillés» c'est-à-dire situés au bord des voies navigables ou les terrains situés au bord des lignes de chemin de fer même non raccordées mais potentiellement connectables au réseau ferroviaire, soient affectés à des activités industrielles.

Si dans l'absolu, l'objectif est louable, il ne prend pas en compte les autres spécificités du contexte local et plus particulièrement le cas des zones d'activité économique industrielle enclavées dans un tissu urbain.

En effet, la Ville de Tournai possède des zones industrielles centrales (zone dite du Port fluvial à hauteur du quai Casterman et des Vicinaux) établies à partir de plans particuliers d'aménagement très anciens, qui ont été rattrapées et enclavées depuis lors par l'urbanisation. Certes, ces espaces présentent dans certains cas un potentiel multimodal intéressant, mais ce critère ne doit pas être exclusif dans la décision de maintien coûte que coûte de ces sites. La reconstruction de la ville sur la ville et l'amélioration de son image prônées par le SDER passent aussi par un travail de couture urbaine. Or, ces sites constituent des ruptures manifestes et jurent dans le paysage urbain. Ils génèrent des conflits d'usage et empêchent un aménagement continu, harmonieux du tissu urbain et des liaisons douces qui en constituent l'armature. La reconversion de ces sites à usage d'habitat (dans le sens juridique du terme : résidence, équipements d'intérêt public, commerces de quartier, microzone d'activité économique compatible avec l'habitat, etc.) doit pouvoir être envisagée.

Mesure U.5/politique foncière/acquisition de terrains/ valoriser et améliorer le foncier/charges d'urbanisme

Pour concentrer l'urbanisation au sein des pôles urbains et ruraux et éviter le mitage du territoire, le SDER préconise de mettre en place une **politique foncière** visant à lutter contre la rétention foncière et la hausse des prix. Cette politique est indispensable. En effet, en son absence, une limitation des disponibilités foncières potentielles risque d'augmenter les prix du foncier et de compromettre l'objectif d'agglomération souhaité. La commune s'interroge toutefois sur les moyens financiers nécessaires à une telle politique. Les pistes avancées : rénovation, revitalisation urbaine, charges d'urbanisme et politique fiscale sont connues et pas suffisamment optimisées.

Ainsi par exemple, le projet de SDER met l'accent sur les charges d'urbanisme comme outil de politique foncière. Ce faisant, il ne fait qu'acter des dispositions légales existantes en la matière (charges d'urbanisme classiques). Il est regrettable dans un contexte de crise économique et de transfert progressif de compétences du fédéral vers les communes, que le projet de SDER ne soit pas plus innovant en la matière.

En effet, il aurait été souhaitable que ce dernier donne aux communes, dans le cadre d'un canevas contrôlé et tout en respectant les marges de rentabilité exigées par les investisseurs privés, la possibilité d'imposer des charges d'urbanisme financières dans le cadre de permis d'urbanisme par exemple visant à créer plusieurs logements ou un nombre significatif de m² commerciaux. Il s'agit de donner aux communes une latitude dans l'affectation des moyens récoltés afin de répondre aux besoins identifiés sur l'ensemble de la commune.

Mesure R.3 / paysages / la gestion paysagère au cœur des projets/ évolution des paysages et éolien

Le projet de SDER considère que les infrastructures éoliennes doivent pouvoir s'inscrire dans la plupart des paysages, avec une attention particulière toutefois pour les paysages remarquables afin de ne pas les dénaturer. Dans ce sens, le service public de Wallonie Direction générale opérationnelle 4 (DGO4) est chargé de délimiter les périmètres de ces paysages remarquables et d'identifier les éléments bâtis et non bâtis permettant de les qualifier de remarquables.

La Ville de Tournai réitère son avis sur la question de l'éolien. Elle considère que les paysages ne doivent pas être sanctuarisés et qu'ils doivent évoluer en réponse aux transformations économiques, sociales et environnementales contemporaines. Toutefois, elle estime que cette vision doit être affinée, car elle fait fi du caractère exceptionnel de certains paysages. En effet, au même titre que le bâti, le paysage rural n'est pas uniforme, il est multiple et varié. Certains paysages sont plus riches et intéressants que d'autres. Par conséquent, la localisation des installations liées à l'éolien ou à tout autre équipement d'intérêt collectif doit être, dès lors, pondérée par une série de critères dont le caractère qualitatif du paysage doit faire partie intégrante.

Cependant, la Ville de Tournai s'interroge sur l'incohérence apparente qu'il y a à initier un travail d'identification des paysages remarquables d'une part, et la promulgation du cadre éolien sans en attendre les conclusions, d'autre part. À tout le moins, la Ville souhaite que les critères d'identification des paysages remarquables soient rendues publics afin que les communes puissent réagir en amont aux choix méthodologiques effectués.

Les ZONES D'AMENAGEMENT COMMUNAL CONCERTÉ (ZACC)

La Ville de Tournai possède un potentiel important de réserves foncières, inscrites en zone d'aménagement communal concerté dans le plan de secteur, pour lesquelles elle a effectué un travail approfondi de hiérarchisation et de priorisation dans le cadre de l'élaboration de son schéma de structure communal. Ce travail est donc en cohérence avec les objectifs d'urbanisation, de densification prioritaire dans les territoires centraux en milieu urbain et rural prônés par le SDER. Les futurs territoires centraux et périmètres U du SDER doivent prendre en considération les conclusions de cette réflexion communale sur les ZACC(s) (transmise en annexe.)

Mesure R1 / préservation des meilleures terres / cartographie des bonnes terres agricoles

Le projet de SDER stipule que la localisation des nouvelles zones destinées à l'urbanisation et l'implantation en zone agricole des activités qui y sont admises, doivent veiller à préserver les sols de meilleure qualité. Cet objectif pourrait être précisé à travers une cartographie des bonnes terres agricoles à l'échelle de la Région wallonne, permettant ainsi la sauvegarde de la qualité nourricière des terres dont question et le cas échéant, d'arbitrer de manière équitable l'utilisation fonctionnelle des espaces ruraux."

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble de ces remarques."

Monsieur le Conseiller communal du MR, **E.VANDECAYEYE**, donne ensuite lecture du rapport de la 2^{ème} Commission concernant le schéma de développement de l'espace régional (SDER) :

" Mesdames, Messieurs,

La 2^{ème} Commission du Conseil communal s'est réunie le 18 février 2014 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal J.DEVRAY.

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux G.HUEZ, E.VANDECAYEYE, L.BARBAIX, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, J-L.VIEREN, S.LIETAR, C.LADAVID, A.MELLOUK, Monsieur le Directeur général adjoint T.LESPLINGART, M. P.MEURIS, Chef de cabinet du Bourgmestre, Mme Line RENAUX, chef du Service urbanisme, et Mme Nabila CHARARA assistaient à cette séance.

Madame la Première Echevine MC.MARGHEM, Monsieur l'Echevin P.ROBERT, Madame la Conseillère communale H.CLEMENT-COUPLET, Monsieur le Conseiller communal B.MAT et Monsieur le Directeur général D.COUBEZ étaient excusés.

La présentation du SDER a d'abord commencé par un bref résumé historique : en effet, sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, Philippe HENRY, le Gouvernement wallon a décidé de réformer le SDER et d'adapter celui-ci aux défis de notre siècle. Inchangé depuis 1999, il réclamait une modernisation ambitieuse.

C'est avant tout une **vision pour le territoire wallon à l'horizon 2040**, une stratégie qui permettra à la Wallonie de rencontrer les défis démographiques, économiques, énergétiques, climatiques et environnementaux qui se dressent devant nous.

L'enquête publique sur le projet du SDER a été organisée du 29 novembre 2013 au 13 janvier 2014. Elle a permis à tous les citoyens, puis aux 262 communes wallonnes de consolider ce document capital et d'observer les objectifs à long terme. **Les conseils communaux ont jusqu'au 27 février 2014 pour remettre leur avis sur le présent projet.**

Dans les premières phases de consultations et dans l'avis remis en janvier 2013, il a, par exemple, été observé certains manquements concernant notre commune : l'Escaut ne se retrouvait pas comme voie fluviale prioritaire de transport ou encore la planification de certaines mesures à prendre à l'avenir étaient plus qu'indécises.

Dans la première partie de la présentation, nous avons pu analyser l'évolution souhaitée de la Wallonie et des territoires qui la composent, leurs rôles spécifiques et leurs interrelations par rapport aux territoires voisins.

Le projet de territoire ouvert et partagé, que propose le SDER, a été pensé et conçu selon six défis déterminants que sont la démographie, la compétitivité, la cohésion sociale, la mobilité, l'énergie et le climat.

A cela s'ajoute cinq principes importants, celui de l'utilisation rationnelle des territoires et des ressources, l'attractivité socio-économique, la gestion qualitative du cadre de vie, la mobilité maîtrisée et le renforcement des centralités et des noyaux ruraux.

Pour répondre à la vision prospective du SDER, il convient d'y ajouter une liste d'objectifs : celle-ci a été divisée en plusieurs piliers.

Le pilier I est celui qui tentera de répondre aux besoins des citoyens en logements et en services et aura comme vision de développer massivement l'habitat durable.

On retrouve dans le pilier II l'objectif de soutenir une économie créatrice d'emplois en exploitant les atouts de chaque territoire.

On peut noter au passage que Tournai est reconnue comme pôle touristique majeur, ce qui est intéressant pour le développement du tourisme culturel et des infrastructures de loisirs et d'hébergement.

Le pilier III s'inscrit dans le développement des transports durables pour un territoire mieux aménagé.

Dans cette thématique, on observe que le projet du canal «Seine-Nord» est mentionné et reconnu comme projet de liaison fluviale stratégique.

La protection et la valorisation des ressources et du patrimoine est l'objectif du pilier IV.

Pour notre région, on peut mentionner les projets de réaménagements des anciennes carrières.

Dans le SDER, la notion de structure territoriale est de mise. En effet, 12 cartes ont été établies et elles ont pour but de disposer de manière efficiente les activités génératrices de flux et d'organiser les relations entre elles par les réseaux de communication et de déplacement.

On parlera donc de polarités, d'aires et de réseaux étendus sur l'ensemble de la Wallonie.

Une hiérarchisation des pôles a été faite sur base du niveau des services et des équipements ainsi que du rôle d'une ville ou d'une commune dans un bassin de vie.

On remarque qu'à l'instar de Liège, Namur, Mons et étonnamment Charleroi, Tournai est reconnue comme pôle touristique majeur.

Néanmoins, on peut déplorer que notre commune se retrouve malheureusement considérée comme l'un des vingt pôles principaux de Wallonie (comme Mouscron, Ath, Soignies, Huy, Wavre ou encore Bastogne, par exemple) et ne soit pas reprise dans un pôle majeur comme celui de Liège ou celui de l'agglomération Mons-La Louvière-Charleroi.

En effet, au vu du niveau d'équipement et du bassin de vie que l'on retrouve dans notre commune, on peut légitimement revendiquer le statut de pôle majeur.

L'ensemble des conseillers communaux présents ont d'ailleurs partagé cette idée.

De plus, le conseiller Geoffroy HUEZ se demande quelles notions sont utilisées pour qualifier les villes et les pôles ? Les différences qu'il pourrait y avoir entre des villes comme La Louvière et Tournai ? Et si les différences de niveaux d'équipements sont si flagrantes entre certaines villes ?

La Conseillère communale C.LADAVIOT et le Conseiller communal A.MELLOUK se rejoignent sur l'idée d'une création d'un pôle métropolitain regroupant les régions de Tournai, Ath et Mouscron.

En outre, Tournai est concernée par une aire métropolitaine regroupant des équipements structurants avec Lille.

Pour que le SDER puisse être traduit en réalité, une série de mesures ont été étiquetées. Elles s'articulent autour de différentes thématiques que sont le développement, la mobilité, les partenariats, les ressources et l'urbanisme.

On retiendra que pour Tournai, les mesures concernant le réaménagement des friches, la création de nouvelles zones d'habitat et de zones d'activités économiques, la problématique du stationnement, la valorisation des quartiers proche des gares, la coopération transfrontalière ou encore les relations ville-campagne sont des idées très intéressantes pour l'avenir.

Pour la Conseillère communale L.BARBAIX, il semble difficile de ne pas mélanger et confronter bon nombre d'objectifs du SDER. Comment les priorités seront-elles dégagées et quels seront les critères objectifs ?

La séance se clôture vers 19 heures 45."

Le Président de séance cède la parole à Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G.DENONNE** :

" Le SDER est un document important qui apporte une ligne de conduite en matière d'aménagement du territoire.

L'avis de la ville est pertinent sur plusieurs points. Nous avons néanmoins quelques remarques à formuler.

En ce qui concerne la réhabilitation d'anciens sites carriers, la ville l'envisage en précisant que quelques sites d'intérêt pour la biodiversité seront conservés. Nous pensons que chaque site et chaque projet devront faire l'objet d'une étude environnementale stricte.

Par rapport à l'objectif II.7 (soutenir l'agriculture et valoriser les ressources naturelles de manière durable) : en tant que plus grande commune rurale de Wallonie, Tournai doit se sentir concernée par ce point. Le développement économique (dont il est beaucoup question dans votre avis) passe aussi par l'agriculture (ce qui semble être oublié). Dans notre région, un problème se pose pour les jeunes agriculteurs : l'achat de terre.

Beaucoup sont rachetées par des sociétés agricoles qui les travaillent de façon industrielle, peu créatrice d'emploi. Les productions à forte valeur ajoutée (fromage, maraîchage,...) et les circuits courts sont créateurs d'emploi. Il serait intéressant que le SDER prévoie la création d'une structure type "Société d'Aménagement foncier et d'Etablissement rural (SAFER)" favorisant ces projets agricoles.

En ce qui concerne l'objectif IV.2 (protéger le réseau écologique et développer les services écosystémiques), Tournai ne possède pas beaucoup de sites de grand intérêt biologique. Il serait intéressant d'insister sur la biodiversité ordinaire en ajoutant les mesures agro-environnementales aux autres pôles de biodiversité que sont les différents types de zones à grand intérêt biologique. Et d'ajouter la biodiversité ordinaire dans les objectifs de la protection de la trame verte et bleue.

Dans votre avis, vous proposez qu'une cartographie des bonnes terres agricoles soit réalisée. Il serait intéressant que l'intérêt écologique (biodiversité, zone tampon en cas d'inondation,...) soit intégré à cette cartographie.

Enfin, nous déplorons à nouveau l'attitude "nimbyste" à l'égard de l'éolien. La qualité du paysage est importante, mais ne doit pas être un argument "bateau" pour s'opposer à l'éolien qui, au risque de me répéter, représente une partie de notre avenir énergétique."

Madame la Conseillère communale du cdH, **H.CLEMENT-COUPLET**, est ensuite invitée à s'exprimer :

" Le cdH soutiendra la demande de Tournai tout en étant conscient que la ville n'a pas réussi à être un pôle majeur au même titre que Liège et le pôle formé par Mons, Charleroi, La Louvière. Il faut aussi savoir que le classement des communes influencera les subsides à l'avenir.

Il y a également lieu de mentionner le peu d'intérêt manifesté par le collège (aucun membre n'était présent) pour informer les conseillers présents lors de la section. De plus, l'absence de matériel de projection a eu pour conséquence le retard d'une demi-heure pour qu'un agent communal puisse photocopier les documents pour une bonne compréhension.

Néanmoins, on doit reconnaître la compétence des agents et leurs qualités professionnelles.

Je voudrais faire une remarque sur un point important concernant les carrières et en particulier leur réaménagement comme indiqué dans le projet.

Il serait en effet souhaitable que certaines carrières puissent être remblayées par des terres.

Je prendrai comme exemple ce qui se passe à Havinnes, sur le terrain de l'entreprise HUBAUT.

En effet, le propriétaire a acheté un terrain industriel qu'il transforme en décharge.

Au prix de la tonne de déchets, je n'ose imaginer les bénéfices fulgurants qu'il fait au détriment de l'environnement. Ce terrain est censé servir d'aire de triage et de stockage avant réemploi. Mais il n'en est rien, c'est une décharge.

Il est d'autant plus inadmissible de transformer des terrains industriels en décharge alors qu'il y a tant de carrières à remblayer dans un rayon de quelques kilomètres.

Pour vous donner une idée de l'ampleur de la décharge, voici quelques chiffres :

2 à 3 ha x 15 m de haut : 500.000 à 1.000.000 tonnes de déchets.

Je sais qu'actuellement, il est vrai que peu de solutions existent pour se débarrasser des terres."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** lui fait observer que les décharges contenant des déchets dangereux sont interdites et que le stockage de déchets inertes, ce qui est le cas, ne pose pas de problème particulier en matière de santé publique. Il rappelle que l'intercommunale de propreté publique (IPALLE) exploite le site "Vélorie" à Gaurain-Ramecroix.

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** n'en démord pas : "J'appelle ça une décharge, même s'il n'y a pas de produits dangereux."

Monsieur le Conseiller communal du MR, **L-D.CASTERMAN**, est ensuite invité à s'exprimer :

" Il y a dans le SDER une carte ou plutôt une vue très instructive. C'est celle du cœur de l'Europe pris de nuit depuis l'espace. On y repère une immense orbite lumineuse tournant autour de Bruxelles : venant de la région Liège/Maastricht/Aix-la-Chapelle, cette orbite suit le grand arc wallon, s'infléchit jusqu'à Lille et même Lens, en passant notamment par Tournai, puis remonte via Gand vers Anvers avant de revenir par Hasselt à son point de départ. Cette vue est intéressante car elle est objective : elle reflète la réalité d'un vaste territoire telle que la main de l'homme l'a façonnée.

Les concepteurs du SDER se sont-ils appuyés sur cette réalité pour proposer leurs pistes de structuration du territoire wallon ? Plutôt non, quand on voit la carte des aires métropolitaines et des axes de développement qu'ils proposent.

Sur le grand arc wallon qui court de l'Allemagne à la France, trois aires métropolitaines sont identifiées : l'aire Est avec la ville de Liège, l'aire Centrale avec les villes de Namur, Charleroi, La Louvière, Mons, et l'aire Ouest, notre Eurométropole, avec... avec quoi au juste ? Car si, sur la carte, toutes les villes que je viens de citer sont classées "pôle majeur" au moyen d'une belle pastille rouge, tout d'un coup, arrivé en Wallonie picarde, il n'y a presque plus rien. Il y a parmi d'autres, une ville moyenne symbolisée par une pastille jaune.

Cette ville moyenne, c'est Tournai, reléguée au même rang que dix-huit autres villes moyennes, sinon très moyennes, de Wallonie alors que même – que la carte le reconnait par la taille de la pastille – la cité scaldienne est la 5^{ème} en termes de population. La taille réelle de Tournai n'a donc pas grand-chose à envier à celle de Mons, ni, encore moins, à celle de La Louvière. Mais voilà, chez nous, la pastille est jaune et non pas rouge. Autant vous le dire, Monsieur le Président, cette pastille-là, elle est dure à avaler.

La carte que j'évoque ici reflète aussi la main de l'homme, mais il s'agit d'un homme très particulier : l'homo politicus. Là où il ne devrait être question que de flux – qui sont d'ailleurs bien esquissés par de grandes flèches bleues – et donc de la dynamique, l'homo politicus introduit sur la carte le concept de fief. Et plutôt que d'un chapelet de villes-relais balisant, chacune avec sa spécificité, le grand corridor de la dorsale wallonne comme autant de nœuds d'une toile numérique, voici consacrés des fiefs. Fief liégeois, fief du pôle Charleroi/La Louvière/Mons. Et là, ça rougeoie fort, d'un rougeoiement digne des antiques forges du vieux sillon industriel Sambre et Meuse.

Je vous pose dès lors la question, Monsieur le Président : cette vision des choses est-elle vraiment bien "smart" ?

La façon dont le SDER dessine le territoire est, pour un Wallon picard, réellement pénible. Le vieux syndrome perdure toujours : à l'ouest de Mons, il n'y a rien ou si peu. Nous sommes le Finistère de la vieille Wallonie. Finistère, qui vient des mots latins Finis Terrae, la fin des terres. Une lande battue par les vents, face à l'océan... Certains rêvent peut-être d'y bâtir une des neuf villes nouvelles qu'ils projettent sur le territoire wallon. Mais, de manière vraiment symptomatique, la première qu'ils proposent se situe à La Louvière, en plein bastion central. Déjà, sûrement, un effet de ce projet de schéma de développement.

Revenons au sort qui est fait à Tournai. Peut-on accepter de voir son adossement à la métropole lilloise et son intégration dans l'Eurométropole absolument non reconnus ? Peut-on accepter de voir sa desserte ferroviaire nullement revalorisée alors même qu'elle recoupe, tant depuis Mons que depuis Bruxelles, deux axes de développement clairement identifiés ? Peut-on accepter de voir, en matière de tourisme, son rôle prééminent – Tournai est la seule ville wallonne à détenir en son cœur deux édifices médiévaux classés UNESCO et la deuxième en termes de patrimoine classé – accepter donc de voir son rôle prééminent dilué parmi d'autres prétendus "pôles majeurs" touristiques comme Charleroi, avec son unique beffroi moderne, et Liège, sans édifice du patrimoine mondial.

Que risquent donc de dire, dans ces conditions, les futurs décideurs wallons quand, après les dizaines et les dizaines de millions d'euros nécessités par les restaurations de la cathédrale, de la Maison de la Culture et du Musée des Beaux-Arts (plus son agrandissement), les Tournaisiens viendront encore leur demander une ou deux dizaines de millions de plus pour bâtir le plus grand pôle muséal dont ils ont maintenant une ardente envie et le plus urgent besoin pour revitaliser leur centre urbain ?

Monsieur le Président, vous avez une indispensable mission : retournez voir les concepteurs du SDER et demandez-leur de nous sortir un vrai schéma d'avenir pour toute la Wallonie et donc aussi pour Tournai.

Et vous le ferez en leur disant, tel Tryphon Tournesol brandissant son pendule : "Maintenant Messieurs, c'est toujours plus à l'ouest".

Le Président de séance invite ensuite Monsieur le Conseiller communal PS, **G.HUEZ**, à s'exprimer :

" Je voudrais attirer votre attention sur une chose. Le dossier, qui vous est soumis aujourd'hui, n'est pas une affaire de chauvinisme. Il s'agit d'inscrire Tournai dans le statut qu'elle mérite en Wallonie. Aujourd'hui, le projet du SDER met Tournai dans la position de petite bourgade en périphérie de la zone du centre, Mons, La Louvière, Charleroi. Cette revendication du collège communal bénéficie du soutien des socialistes et de celui des autres partis, en ce compris ceux de l'opposition, moyennant remarques que je peux comprendre. D'où mon appel à la solidarité tournaïsiennne. J'ajoute que la revendication du collège de classer Tournai dans les pôles majeurs en Wallonie est faite sur base de raisons tout à fait objectives. Si vous regardez le diagnostic territorial qui a été fait sur toute la Wallonie en 2011, vous constaterez que ce document de travail mentionne plusieurs points forts pour notre belle ville. C'est la deuxième ville en termes de patrimoine au niveau wallon après Liège, c'est un pôle d'enseignement supérieur majeur et c'est un bassin hospitalier important qui se développe. C'est aussi une position centrale dans l'eurométropole et en Wallonie picarde.

Je vous cite les conclusions du document préparatoire : les sept villes wallonnes obtiennent assez logiquement de bons scores dont Tournai, dans la plupart des fonctions. Néanmoins, Liège, Namur et Mons se présentent comme des villes plus complètes et diversifiées. En revanche, Charleroi, Verviers et La Louvière sous-performent (deux de ces villes sont reprises dans les pôles majeurs), notamment par le fait de l'absence de siège d'université, d'un rôle administratif plus faible et du peu de nuitées touristiques. Tournai est dans une position intermédiaire.

J'en conclus que Tournai aurait dû logiquement se classer 4^{ème} et être reconnue dès à présent comme un pôle majeur. J'en appelle aujourd'hui à la solidarité tournaïsiennne. Tournai mérite une place de pôle majeur, sur base de raisons tout à fait objectives. J'affirme dès lors que les Tournaïsiens et les socialistes ont raison de soutenir ce projet de revendication par rapport au SDER.

Je vous en remercie."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P-O.DELANNOIS estime que l'objectif "des logements de qualité pour tous" est tout à fait louable. Il poursuit en avançant que l'aire communale d'accueil des mobil-homes, reconnue dans l'Europe entière, fera l'affaire pour accueillir les gens du voyage.

Monsieur le Conseiller communal du MR, **J-L.CLAUX**, formule une remarque concernant la place de la conclusion dans le texte.

Le **Président** de séance conclut les débats comme suit :

" Je voudrais commenter ce qui a été dit et reconnaître une chose. La délibération sur le SDER fait l'objet d'une discussion libre devant l'ensemble des Conseils communaux. Je retiens ceci de nos débats : nous adhérons aux grandes lignes du SDER, mais nous reconnaissons aussi que nous avons en tant que Tournaisiens un goût de trop peu. Ceci démentirait une chose, c'est qu'on a servi des baronnies ! On aurait pu considérer que moi-même, j'aurais privilégié Tournai. Aucun des arguments qui ont été développés devant ce Conseil n'était d'ordre subjectif, ce qui aurait pu sembler injuste. Ceci me permet de retourner avec d'autant plus de forces devant le Conseil des Ministres.

Je retiens parmi ces arguments, le fait que nous soyons aujourd'hui une ville dotée d'un centre hospitalier d'envergure, le seul centre qui soit arrivé à croiser les réseaux publics et privés et qui, de loin, incarne le mieux les bassins de soins. Le deuxième point concerne le pôle d'enseignement supérieur. Il montre que Tournai est aujourd'hui en 7^{ème} position devant Charleroi qui occupe la 20^{ème} position et La Louvière, en 28^{ème} position.

On montre également précisément que sur le pôle de santé, Tournai se situe très haut dans le classement. Nous sommes 15^{ème} alors que La Louvière est 18^{ème}, Charleroi 29^{ème}, et Mons 33^{ème}. Ceci montre aussi que les chiffres nous sont favorables. Nous sommes au 15^{ème} rang en termes d'offres d'emploi, avant Mons, Charleroi, La Louvière.

Nous avons 34.000 emplois créés autour de différents pôles par rapport à une population active de 31.000 personnes. Nous avons une évolution démographique également considérable, qui nous positionne aussi dans le peloton de tête. Je terminerai par les bassins de vie. Le projet de SDER montre que Tournai rayonne au-delà du bassin de la Wallonie picarde. Notre Ville dépasse le bassin de vie classique d'autres villes. La dynamique eurométropolitaine générée par le triangle Lille-Courtrai-Tournai n'est pas suffisamment mise en exergue dans le SDER, sachant qu'elle concerne une zone de 2.300.000 habitants, ce qui n'est pas négligeable.

Ce sera donc un "oui" mais avec "un mais" traduisant la volonté de voir Tournai reconnue à sa juste place."

Avant que l'assemblée vote ce point, Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G.DENONNE**, constate une erreur de formulation concernant les aires rurales transfrontalières.

Il suggère de remplacer les termes "parc des collines tournaisiennes" par "parc naturel du Pays des collines".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER) est en cours de révision;

Considérant que le Gouvernement wallon a adopté en date du 28 juin 2012 les propositions d'objectifs du SDER, lesquelles ont été soumises par la suite à une large consultation des institutions publiques et des acteurs de développement territorial;

Considérant, dans ce cadre, son avis rendu en séance du 14 janvier 2013;

Considérant le projet de SDER tel qu'adopté par le Gouvernement wallon en date du 7 novembre 2013;

Considérant le courrier du Ministre Philippe Henry du 12 novembre 2013 invitant les communes à soumettre le projet de SDER à enquête publique du 29 novembre 2013 au 13 janvier 2014, et sollicitant leur avis pour le 27 février 2014 au plus tard;

Considérant qu'il y a lieu d'examiner comment le contenu du projet de SDER peut impacter le rôle de Tournai par rapport aux différents niveaux de supracommunalité qui la concernent;

Sur proposition du Collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

du projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), lequel se structure en quatre parties :

- Partie I : projet de territoire
- Partie II : objectifs
- Partie III : structure territoriale
- Partie IV : mesures;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les remarques suivantes concernant le projet de SDER tel qu'adopté par le Gouvernement Wallon en date du 7 novembre 2013 :

" La Ville de Tournai constate avec satisfaction que le projet de SDER a intégré pour partie les remarques formulées dans son avis du 14 janvier 2013 en ce qui concerne :

Objectif I / Les objectifs quantitatifs et les seuils de densité

Le projet de SDER définit des objectifs quantitatifs et des indicateurs de réalisation plus précis dans le temps, ce qui constitue une avancée positive par rapport aux propositions d'objectifs. Cette clarification touche notamment aux aspects liés à la densité. En effet, l'intégration des principes et seuils de densité dans le document permettra de constituer un référentiel commun à l'échelle régionale et d'uniformiser l'approche territoriale de cette notion. Toutefois, ces seuils doivent pouvoir être interprétés avec beaucoup de souplesse afin de les appliquer en prenant en compte le contexte local.

Objectif II / Reconversion des carrières désaffectées

Le projet de SDER formalise clairement la possibilité de réaménagement des carrières désaffectées pour répondre à d'autres besoins socio-économiques (activité économique ou de loisirs, agriculture, etc.) tout en préservant certaines anciennes carrières riches en biodiversité. La Ville de Tournai possède plusieurs carrières désaffectées ou en voie de l'être. Elle souscrit donc à cet objectif.

Objectif II / Compétitivité, attractivité et dynamiques transrégionales

La compétitivité des territoires frontaliers n'est plus envisagée à travers le prisme du différentiel foncier qui les limitait à un rôle statique. Elle est approchée, à juste titre, sous l'angle des externalités métropolitaines (marché de consommation, marché de l'emploi) dont les citoyens et les entreprises localisés dans les territoires frontaliers peuvent tirer parti. Dans cette perspective, la frontière est appréhendée non plus comme une barrière à l'échange, mais comme une ressource à exploiter.

Objectif II / Soutenir le redéploiement industriel de la Wallonie

Le projet de SDER substitue la notion d'utilisation rationnelle du sol à la notion d'utilisation parcimonieuse du sol. Derrière le changement de vocabulaire transparaît la volonté non plus seulement de promouvoir l'économie dans la consommation d'espace, mais surtout de localiser les bonnes fonctions aux bons endroits. Dans cette perspective, et face à une tendance ces dernières décennies à délocaliser les activités tertiaires vers les parcs d'activité économique, le projet de SDER précise clairement qu'il y a lieu d'implanter les fonctions tertiaires dans le tissu urbain et préférentiellement dans les pôles plutôt que dans les parcs d'activité économique. Il s'agit d'une orientation plus affirmée en termes de localisation fonctionnelle susceptible de renverser les tendances observées jusqu'à présent.

Objectif III.1 /renforcer l'accessibilité régionale et internationale de la Wallonie / investir dans les liaisons fluviales

Le projet de SDER s'inscrit dans une vision soutenant par rapport au projet Seine-Nord Europe. La Ville de Tournai apprécie ce positionnement.

En revanche, la Ville de Tournai marque des réserves ou des interrogations sur d'autres points du projet de SDER à savoir :

A. LA STRUCTURE TERRITORIALE

Pertinence de la carte de structure territoriale par rapport aux enjeux locaux

La structure territoriale proposée par le projet de SDER renvoie à un emboîtement d'échelles géographiques, chacune porteuse d'enjeux pour la Ville de Tournai. Pour les saisir, il faut distinguer les contours des échelles dont objet.

De fait, le projet de SDER procède à une organisation du territoire wallon sur base de trois éléments structurants :

1. Les polarités où se concentrent les équipements et les fonctions jouant un rôle d'entraînement sur leurs territoires alentour. Ces polarités sont hiérarchisées en pôles secondaires, principaux et majeurs (sans oublier le statut spécifique de capitale régionale conféré à Namur). Concrètement, cette hiérarchie urbaine s'appuie sur une approche multicritère qui intègre le poids relatif de différentes fonctions polarisatrices (emplois, scolaire, soins de santé, etc.). La méthode consiste à déterminer pour chaque fonction et chaque commune un score d'équipement rapporté à la taille de sa population (et à la moyenne de la région wallonne) pour déterminer son degré de rayonnement. La structure fonctionnelle du territoire wallon inférée de cette étude fait partie intégrante du diagnostic territorial de la Wallonie de 2011, préparatoire au projet de SDER.
2. Les aires, parties de territoire définies par une dynamique commune.
3. Les réseaux de transport.

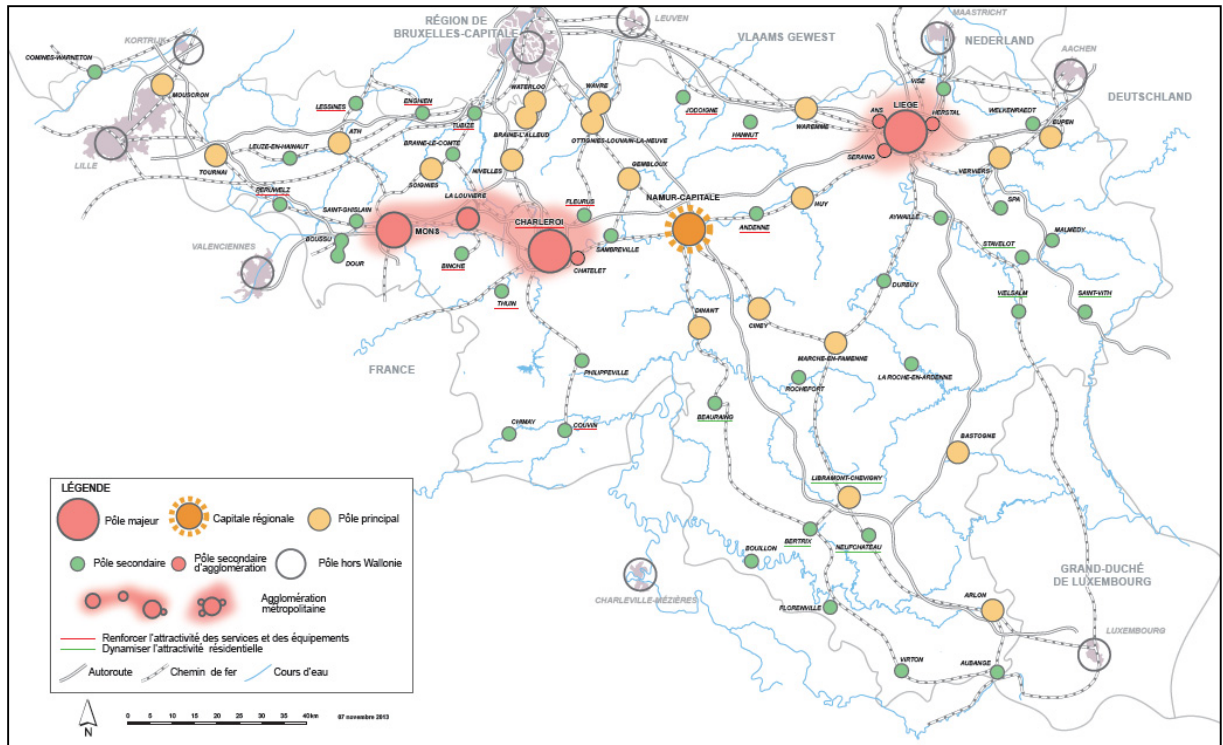
1. Les polarités (voir carte 1)

Le projet de SDER distingue :

- 1.1. **les pôles** caractérisés par un niveau d'équipement actuel ou potentiel dont le rayonnement dépasse l'échelle locale. 65 pôles sont identifiés. Ils sont à leur tour hiérarchisés en pôles secondaires, principaux, majeurs et capitale régionale. La distinction entre les niveaux des pôles se base sur le niveau de services et d'équipements et sur le rôle que jouent les différents pôles au sein de chaque bassin de vie. Un pôle secondaire offre des services et équipements de base, un pôle principal offre des services et des équipements plus structurants tels qu'un centre d'enseignement supérieur, des services décentralisés de l'administration régionale ou fédérale, des équipements sportifs spécialisés, une offre en soins adaptée, etc., un pôle majeur offre des services et équipements répondant à des besoins plus exceptionnels tels qu'un centre hospitalier, un centre de congrès, un hall d'exposition. Aux termes de cette hiérarchisation, **Tournai est classée comme pôle principal** à l'instar de Mouscron et Ath par exemple, tandis que Liège et l'agglomération Mons-Charleroi- la Louvière sont classées comme pôles majeurs.

1.2. **les pôles métropolitains** caractérisés par la concentration des administrations centrales, des universités, des centres de congrès, des gares TGV, des musées internationaux, des équipements, des manifestations d'ordre culturel, festif, sportif, touristique, un marché de l'emploi important, etc. De nouveau, Liège et l'agglomération Mons-La Louvière-Charleroi sont qualifiés de pôles métropolitains.

Carte 1: pôles de la structure territoriale – Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 55



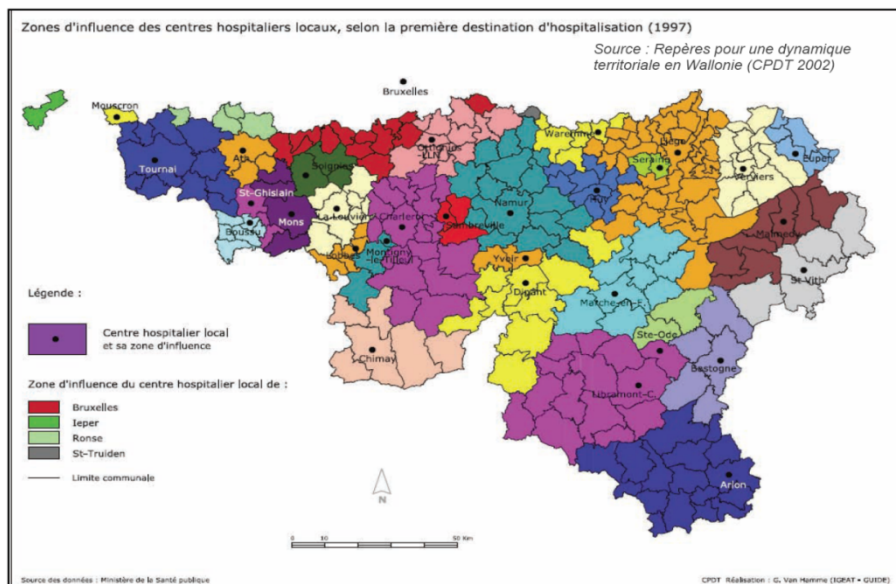
L'enjeu de cette hiérarchisation est la localisation préférentielle des infrastructures et des équipements structurants et une allocation de moyens plus importante en faveur des pôles majeurs. On comprend dès lors l'enjeu essentiel que confère ce positionnement à toute ville wallonne.

Dans cette perspective, la Ville de Tournai revendique avec force le statut de pôle majeur. En effet, si l'on se réfère aux critères ayant abouti à ce classement, à savoir le niveau d'équipements et le rôle joué dans le bassin de vie tels qu'identifiés dans le diagnostic territorial préparatoire au projet de SDER, on constate que Tournai est en droit de revendiquer un classement supérieur.

Ainsi, si l'on considère le niveau d'équipements et de services et/ou leurs aires d'influence respectives, Tournai possède :

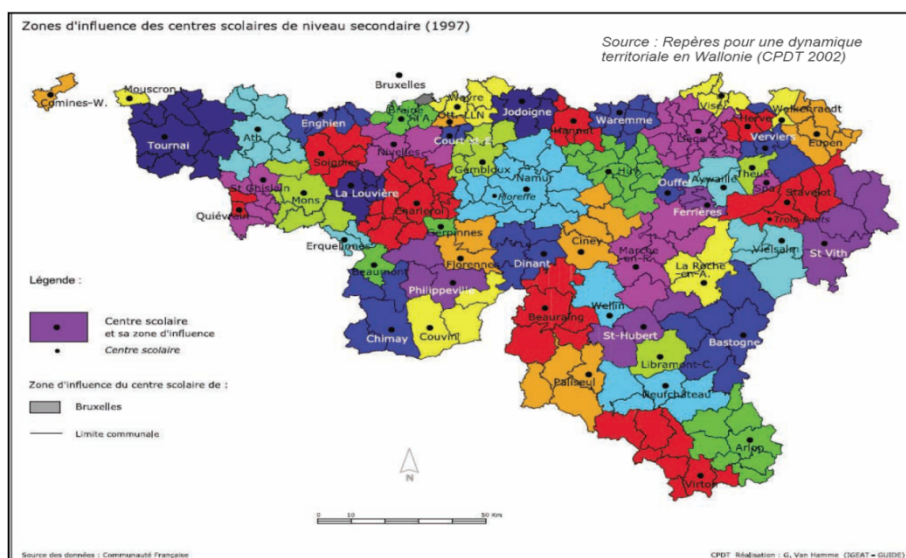
- un centre hospitalier d'envergure régionale, dont la zone d'influence est très étendue (voir carte 2)

Carte 2 : zone d'influence des centres hospitaliers locaux, selon la première destination d'hospitalisation – Source : repères pour une dynamique territoriale en Wallonie (CPDT, 2002)



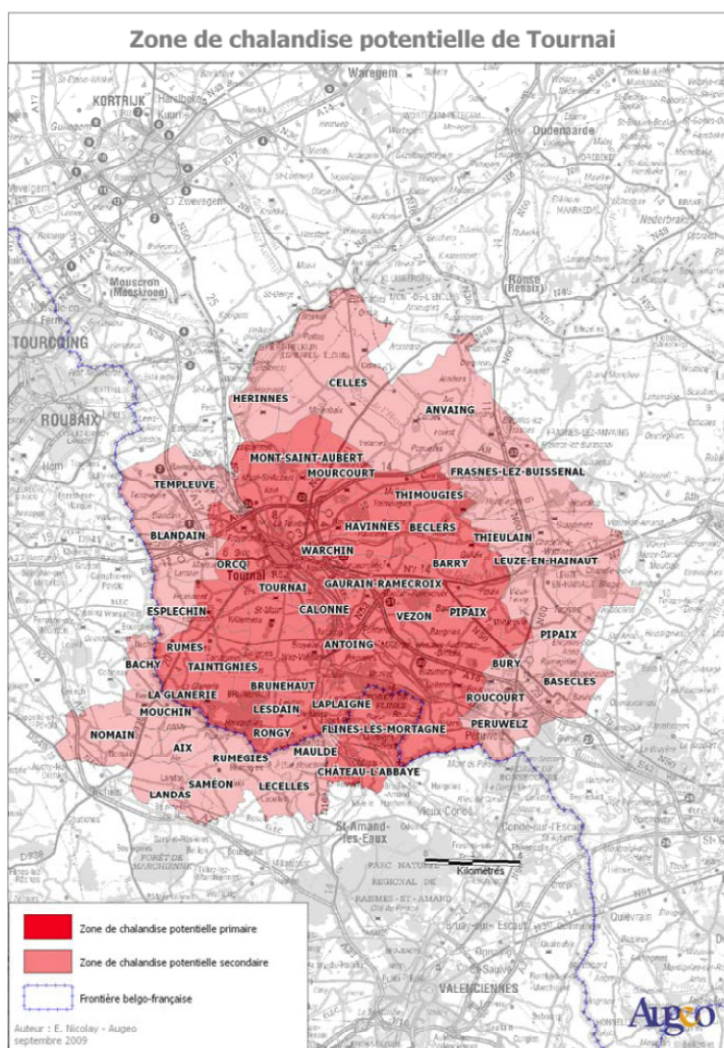
- un pôle d'enseignement supérieur (artistique, paramédical, formation qualifiante, etc.) important (7^{ème} place dans la hiérarchie urbaine wallonne pour l'enseignement supérieur avant Charleroi 20^{ème} et La Louvière 28^{ème} – source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d'influence, CPDT, notes de recherche n° 25) et dont le rayonnement dépasse même la frontière.
- un pôle d'enseignement secondaire également polarisant qui exerce son aire d'influence sur un large hinterland (voir carte 3).

Carte 3 : zone d'influence des centres scolaires de niveau secondaire – Source : Repères pour une dynamique territoriale en Wallonie (CPDT, 2002)



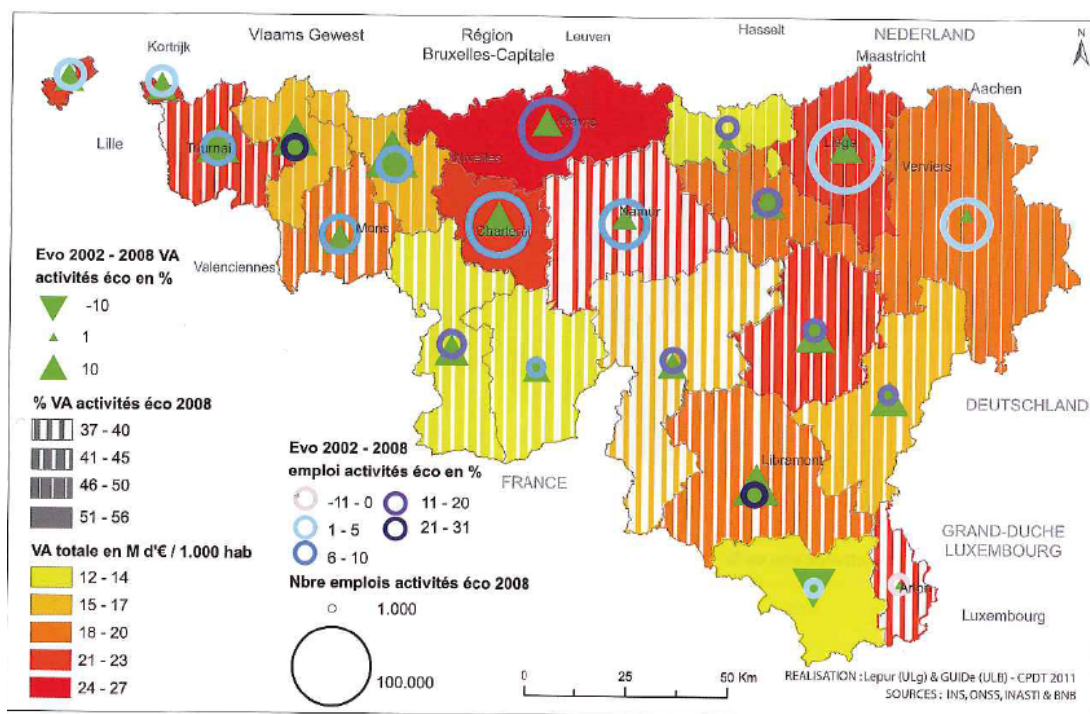
- une offre servicielle conséquente notamment en matière de santé (15^{ème} place dans la hiérarchie urbaine wallonne avant La Louvière 18^{ème}, Charleroi 29^{ème}, Mons 33^{ème}, etc. – source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d’influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Les chiffres d’emploi liés à ce secteur sont d’ailleurs de la même grandeur que ceux observés à Mons par exemple : plus 6.700 effectifs (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013). En ce qui concerne l’hébergement des personnes âgées, le taux de couverture (rapport entre le nombre de places en structures d’accueil et le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus) est de 26 % soit 9 % de plus qu’en Région wallonne (source : CAPRU 2011, calcul CREAT dans Tournai/stratégies supracommunales).
- une offre commerciale de $\pm 100.000 \text{ m}^2$ dont la zone de chalandise, très large (voir carte 4) avoisine les 100.000 habitants (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013). Ceci la place à la 16^{ème} place dans la hiérarchie wallonne loin devant Ath 33^{ème} et Mouscron 34^{ème} par exemple (source Lambotte J.M. et al., 2011, Hiérarchie urbaine et aires d’influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Cette zone augmentera encore plus avec le renforcement du centre commercial péricentral les Bastions (permis unique en cours pour 23.000 m² de surface commerciale complémentaire)

Carte 4 : zone de chalandise potentielle de Tournai - Source, schéma de cohérence commercial Augéo 2009.



- Sur le plan des activités économiques, l'arrondissement de Tournai présente également une situation positive à la fois des points de vue de la valeur ajoutée et de l'emploi (source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 85) relativement aux autres arrondissements wallons (voir carte 5)

Carte 5 : activités économiques - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 86



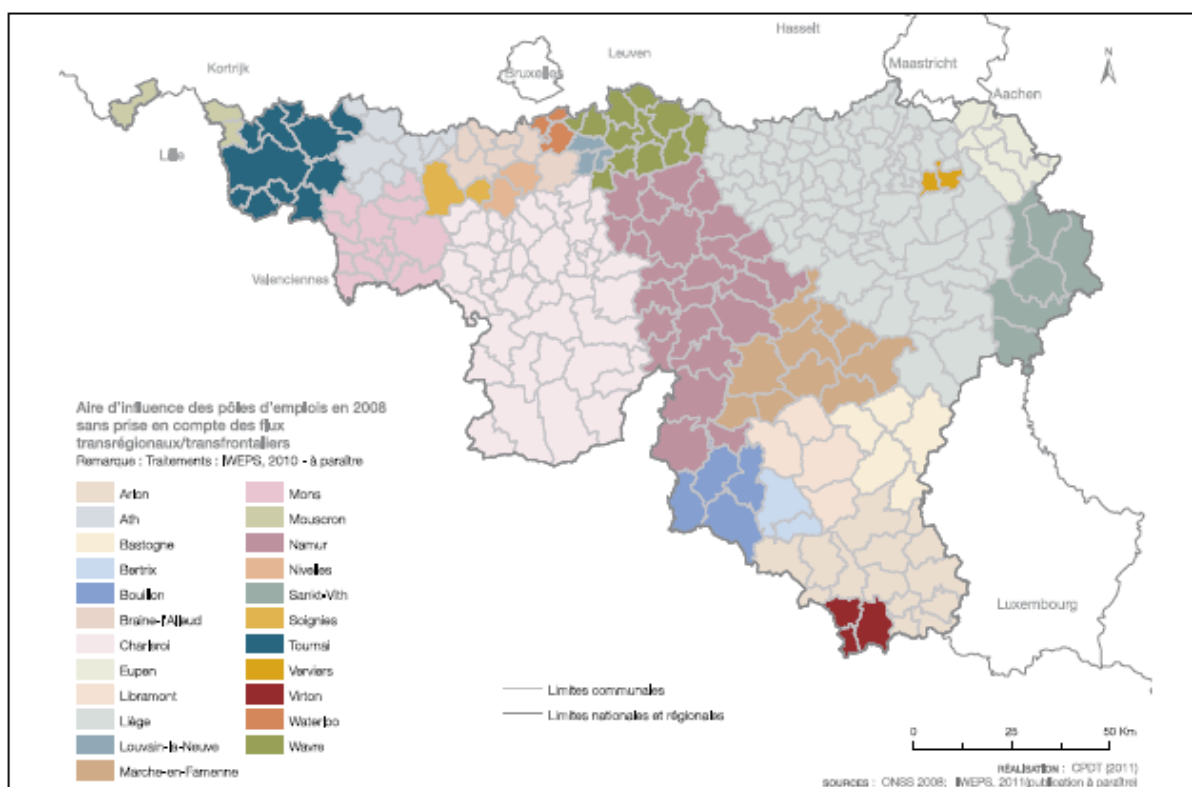
La volonté de la Ville est de renforcer ces résultats en favorisant l'économie de la connaissance, l'innovation, la recherche et le développement, et en mobilisant les nouvelles technologies. L'installation de l'Eurometropolitan e-campus, plateforme structurante dédiée aux métiers de l'internet visant à mettre en relation les acteurs de formation du territoire eurométropolitain (hautes écoles, universités,...) et la mise en place de la dynamique des smart cities entre autres en témoignent (stratégie SmarTournai : www.smartournai.be).

Tournai se démarque également par une offre culturelle riche et foisonnante. Le dynamisme associatif, le savoir-faire événementiel et la valorisation de son riche patrimoine génèrent une dynamique importante et originale lui permettant de rayonner sur la Wallonie picarde et d'occuper une place importante dans la dynamique culturelle de l'Eurométropole (exemples : festivals Next et Plôt «Pôle cirque entre Lille et Tournai»). La Maison de la Culture constitue d'ailleurs un centre culturel d'envergure régionale (la fréquentation de la Maison de la Culture a avoisiné les 300.000 personnes en 2013 – source : Maison de la Culture, statistiques annuelles de fréquentation).

En outre, la Ville de Tournai constitue la 2^{ème} ville patrimoniale wallonne après Liège. Elle possède deux monuments classés patrimoine mondial de l'Unesco (la cathédrale et le beffroi). Le projet de SDER la classe d'ailleurs comme pôle touristique majeur. La Ville considère d'ailleurs que le développement touristique constitue l'un de ses axes de développement majeur. Le Collège communal vient dans ce sens d'approuver un plan stratégique touristique 2014-2025.

Par ailleurs, Tournai constitue un bassin d'emploi important. Avec plus de 30.000 emplois salariés pour une population de +/- 70.000 habitants (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013), Tournai occupe le 15^{ème} rang dans la hiérarchie urbaine wallonne en termes d'offre d'emploi avant Mons, Charleroi, la Louvière (source Lambotte J.M. et al. 2011, Hiérarchie urbaine et aires d'influence, CPDT, notes de recherche n° 25). Avec un total d'environ 34.000 emplois (salariés + indépendants) pour une population active de 31.000 personnes (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013), Tournai s'impose comme un pôle d'emploi à l'échelle de la Wallonie picarde (voir carte 6).

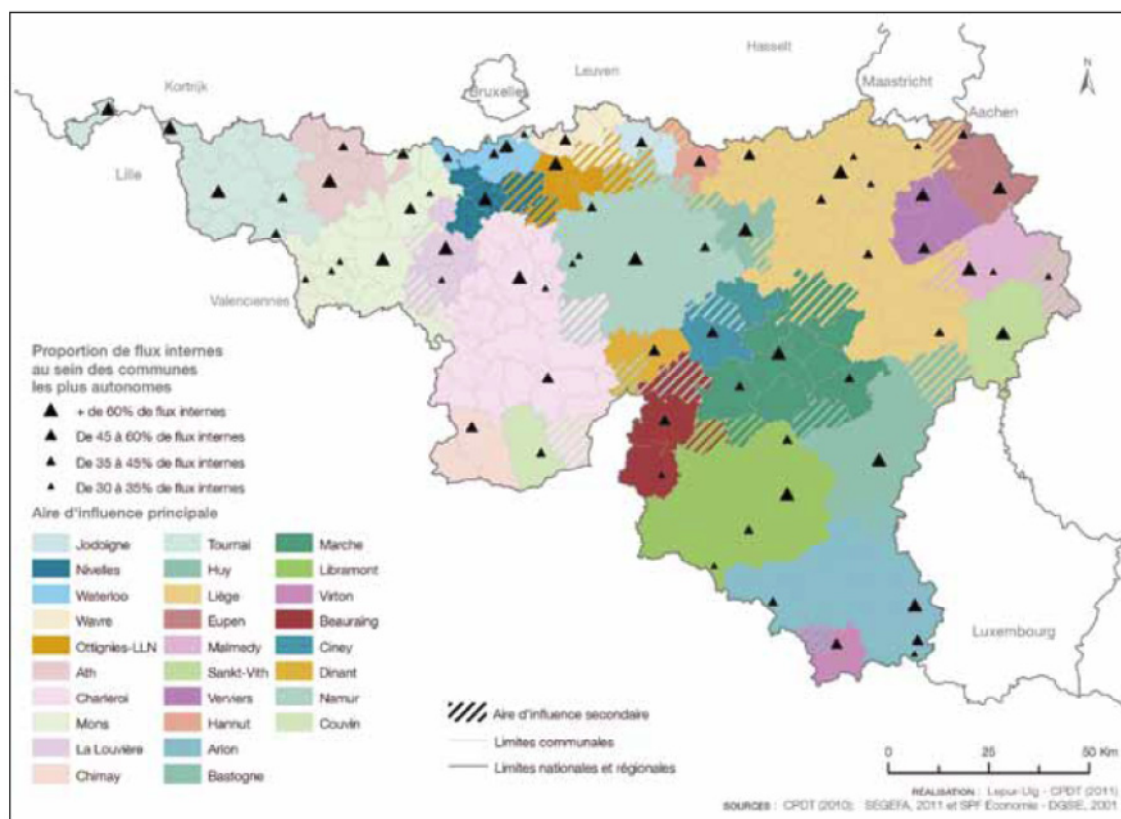
Carte 6 : découpage du territoire wallon en aires d'influence des pôles d'emplois sans prise en compte des flux transfrontaliers/transrégionaux - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 262.



Sur le plan démographique, Tournai a connu une progression importante : la population a augmenté de 2.000 unités en cinq ans (2006-2011) (source : CREAT, stratégies supracommunales, rapport septembre 2013). La croissance devrait se poursuivre pour approcher le seuil des 77.000 habitants en 2030. Cette progression traduit la forte attractivité exercée par le territoire tournaisien à l'échelle de son bassin de vie et à l'échelle transfrontalière.

L'aire d'influence importante de Tournai en tant que pôle urbain ressort dans la carte relative aux aires d'influence des pôles urbains dressée dans le diagnostic territorial préparatoire à la réactualisation du projet de SDER (voir carte 7).

Carte 7 : découpage du territoire wallon en aires d'influence des pôles urbains, sans prise en compte des flux transfrontaliers/transrégionaux – Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 269

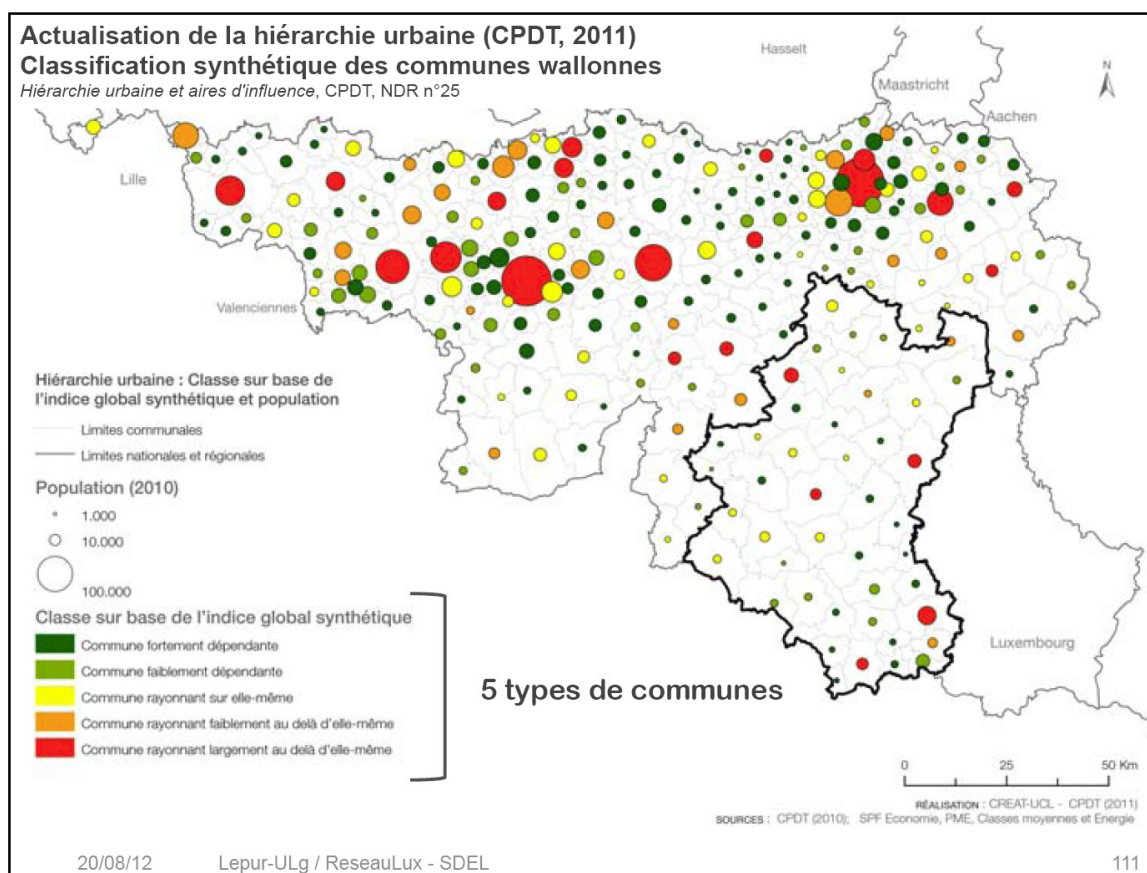


La classification du projet de SDER ne se détermine pas seulement sur base du niveau d'équipement actuel, mais également potentiel (page 52 paragraphe 3). Dans cette perspective, la Ville de Tournai s'est engagée par le biais de sa déclaration de politique communale à se doter d'une série d'équipements structurants majeurs (mise à gabarit de l'Escaut, développement d'un port à Vaulx, plates-formes logistiques, palais des congrès, rénovation de la Maison de la Culture, pôle muséal) et s'est placée de ce fait dans une vision prospective et qualitative forte en mesure de la hisser au rang de pôle métropolitain.

Globalement, Tournai bénéficie d'équipements structurants, d'une progression démographique, d'une offre culturelle et patrimoniale, d'une vitalité économique et d'un marché d'emploi importants, qui lui permettent de rayonner autour d'un large bassin de vie et qui correspondent, dès lors, aux critères retenus par le projet de SDER pour un classement en pôle majeur.

Ces atouts ne sont pas étrangers à son classement comme commune rayonnant largement au-delà d'elle-même, au même titre que Mons par exemple, dans la carte de la hiérarchie urbaine dressée par la CPDT en 2011 (voir carte 8).

Carte 8 : classification synthétique des communes - Source : Diagnostic Territorial de la Wallonie 2011 page 270.



Le commentaire fait dans le cadre du diagnostic territorial à ce sujet (page 271) est d'ailleurs éloquent :

«Les sept grandes villes wallonnes obtiennent, assez logiquement, de bons scores sur la plupart des fonctions. Néanmoins, Liège, Namur et Mons se présentent comme les villes les plus complètes et diversifiées. En revanche, Charleroi, Verviers, et la Louvière sous-performent, notamment du fait d'absence de siège d'université, d'un rôle administratif plus faible et du peu de nuitées touristiques. Tournai est dans une position intermédiaire.»

In fine, Tournai est la commune la plus étendue de Belgique (21.000 ha). Cette particularité génère des coûts de gestion conséquents, notamment en termes de voiries (800 km de voiries) et autres. Un statut de pôle majeur et une allocation de moyens adaptée en conséquence rencontrerait plus justement l'objectif d'équité territoriale souhaité par le SDER.

Un positionnement supérieur de Tournai est d'autant plus souhaité que le diagnostic territorial de la Wallonie (page 271) révèle que la superficie communale impacte (à la baisse) le résultat relatif aux indicateurs de rayonnement : «les grandes communes issues d'une fusion généreuse (Tournai, Charleroi...) présentent un moindre rayonnement relatif, tandis que celles issues d'une fusion plus limitée (Liège, Nivelles...) présentent des ratios plus élevés concernant l'emploi et divers services».

Si le diagnostic territorial préparatoire à l'actualisation du SDER considère, aux termes d'une analyse scientifique rigoureuse, que la Ville de Tournai constitue l'une des 7 grandes villes wallonnes, pourquoi classer Tournai comme pôle principal dans la hiérarchie urbaine proposée par le projet de SDER, alors que les autres grandes agglomérations identifiées ont été confortées dans un rôle de pôle majeur ?

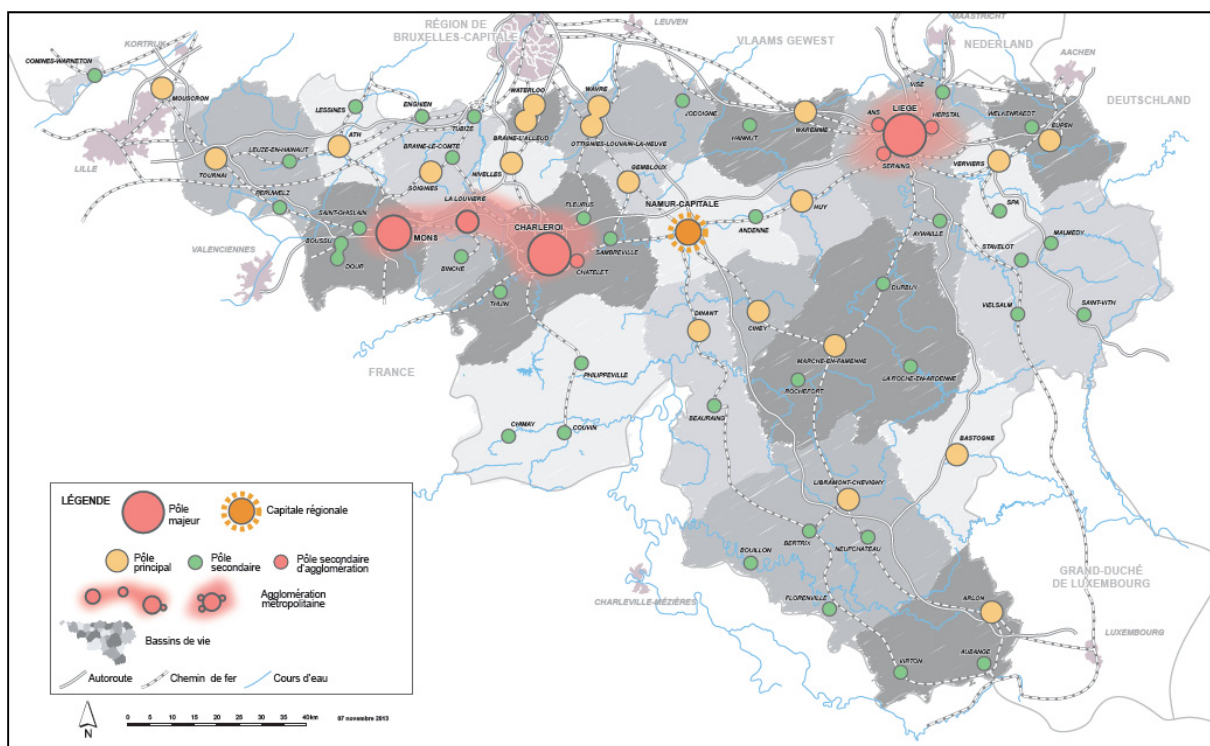
D'autres arguments relatifs à la structure territoriale plaident pour **le classement de Tournai en pôle majeur**. Ils concernent sa position dans les aires de supracommunalité et sur les réseaux abordée aux points suivants :

2. Les aires :

Le projet de SDER distingue :

2.1. Les bassins de vie correspondant aux territoires regroupant les services et équipements fréquentés régulièrement, voire quotidiennement, par les citoyens et concentrant ainsi la majorité de leurs déplacements. Trois bassins de vie sont proposés pour la Wallonie picarde et s'articulent autour des trois pôles principaux : Mouscron, Tournai, Ath. Une carte (carte 9) matérialise les contours des bassins de vie.

Carte 9 : bassins de vie de la structure territoriale wallonne sur base des flux de mobilité— Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 137



Le projet de SDER se veut également intégratif des différents projets de territoire existants et ouvert à toute nouvelle forme de communauté de territoire (un bassin de vie, une partie et ou plusieurs bassins de vie. Une autre carte (annexe 5 dans le projet de SDER) matérialise les contours des dynamiques territoriales existantes.

Si on peut apprécier la souplesse dont fait preuve le projet de SDER, cette ouverture suscite un certain nombre de remarques :

- les aires de développement supracommunal portées par les intercommunales ne sont pas suffisamment mises en valeur. Or, celles-ci portent sur de véritables projets de territoire. Le projet de territoire est l'expression d'un avenir souhaitable et des stratégies pour y parvenir. C'est à la fois un plan d'action qui répond aux enjeux du territoire et un processus collectif qui permet de le construire et de se l'approprier. Dans ce sens, la Ville de Tournai s'inscrit et porte un véritable projet de territoire, celui de la Wallonie picarde. Pour rencontrer son objectif de renforcement de la coopération supracommunale, le projet de SDER se doit de soutenir la dynamique induite par celle-ci. Pour cela, il doit positionner Tournai comme pôle majeur dans la structure territoriale wallonne.

Dans ce contexte, Tournai renforcera son rôle de capitale de la Wallonie Picarde et participera activement à son développement.

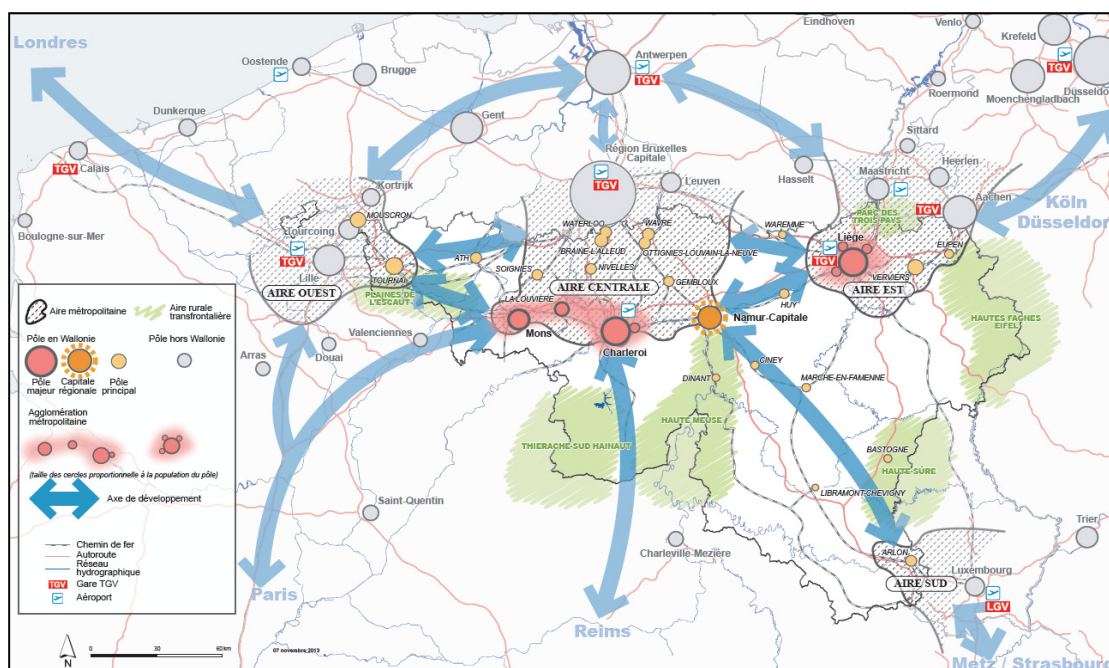
- la carte des bassins de vie révèle clairement que l'ampleur et l'étendue du bassin de vie tournaisien sont de loin plus importantes que celles de Mouscron ou d'Ath et tout aussi importantes (voire plus importantes) que celles de Mons, la Louvière ou Charleroi. Cela signifie que Tournai possède un niveau d'équipements structurants qui a un rayonnement conséquent sur un large hinterland. Or, Tournai est classée dans le projet de structure territoriale comme pôle principal au même titre que Mouscron et Ath, tandis que Mons, La Louvière et Charleroi sont qualifiés de pôles majeurs.

2.2. Les aires métropolitaines (voir carte 10)

Le projet de SDER identifie 4 aires métropolitaines

- l'aire centrale avec comme pôle métropolitain Bruxelles et comme polarité wallonne l'agglomération Mons-La Louvière-Charleroi;
- l'aire Est avec Liège comme pôle métropolitain;
- l'aire Sud avec Luxembourg comme pôle métropolitain et Arlon comme pôle wallon;
- **l'aire Ouest avec Lille comme pôle métropolitain et Tournai comme pôle wallon.**

Carte 10 : aires métropolitaines – axes de développement – aires rurales transfrontalières -
Source : projet de Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), 2013, page 67



Ce point appelle les remarques suivantes :

La dynamique eurométropolitaine est générée essentiellement par le triangle Lille métropole – Kortrijk – Tournai. Tournai ne doit pas être le «maillon faible» du triangle. Elle doit jouer à fond le rôle d’amplificateur en Wallonie picarde de la dynamique eurométropolitaine. Dans ce sens, le SDER ne la positionne pas à la bonne place dans la hiérarchie des pôles, en la situant au niveau de pôle principal.

«Les pôles majeurs sont amenés à jouer un rôle important au sein des aires métropolitaines dans lesquelles ils se situent (page 52)» : c’est le cas pour Tournai.

Le SDER ne prend pas non plus en compte l’existence d’un statut juridique européen spécifique aux territoires transfrontaliers, les groupements européens de coopération territoriale (GECT). Ces spécificité et avancée, sur le plan européen, constituent une importante potentialité quant à la structuration et au développement territorial qui devraient non seulement être pris en compte par le SDER, mais aussi être encouragés (d’où le repositionnement de Tournai en pôle majeur).

Egalement, dans le cadre de la future programmation des fonds européens 2014-2020, la Ville de Tournai a été reconnue comme pôle urbain transfrontalier à travers une étude préalable réalisée par le professeur de l’Université de Mons, Giuseppe Pagano et remise au Gouvernement wallon. Ainsi, la dynamique européenne tend à renforcer les échanges transfrontaliers dont Tournai fait partie intégrante.

Par ailleurs, le projet de SDER précise que les principales portes d’accès internationales à la Wallonie sont situées dans les aires métropolitaines. Il s’agit notamment de la gare TGV de Lille et de l’aéroport de Lesquin. De par sa proximité géographique et organisée (liaison fluviale Seine-Nord Europe - liaison ferroviaire Tournai-Lille qualifiée d’express par le SDER) par rapport à Lille, Tournai possède un potentiel d’ouverture avéré à l’international, qu’il y a lieu de valoriser.

En effet, si Tournai était reconnue comme pôle majeur dans le SDER, elle bénéficierait d’équipements de haut niveau, de réseaux de mobilité structurants et de moyens wallons, qui lui permettraient de jouer un rôle de développement important dans la Wallonie, mais il est évident que ce positionnement renforcerait également sa position comme partenaire à part entière dans l’Eurométropole.

En cela, la Ville de Tournai se rallie à l’avis de l’intercommunale IEG :

«Le projet de SDER ne fait apparaître aucun pôle majeur dans l’aire ouest. Comment les ambitions décrites au chapitre des Aires métropolitaines et celui des coopérations métropolitaines pourraient-elles être crédibles aux yeux de nos partenaires voisins si ces territoires wallons sont considérés comme aussi peu structurants dans la hiérarchie des pôles ? Dénier ainsi la dimension de «Pôle majeur» à Arlon et Tournai revient à considérer davantage le rôle polarisant des métropoles extérieures que les potentialités d’attractivité des pôles wallons au sein des aires métropolitaines. La WALLONIE doit-elle se contenter des bénéfices implicites et gérer les effets pervers qui résultent des effets frontières ? Micro-territoire au cœur de l’Europe, n’est-il pas indispensable que la Wallonie affirme sa volonté de développer des pôles structurants de premier niveau au sein des aires sud et ouest afin de se positionner de manière volontariste dans le cadre de la politique des régions de l’Union européenne ? Le SDER se doit d’exprimer clairement les ambitions wallonnes sur ces territoires de frange.»

2.3. Les aires rurales transfrontalières (voir carte 10)

Les aires rurales transfrontalières regroupent les communes concernées par une coopération avec les partenaires des régions voisines. Tournai n'est pas concernée par les 6 aires rurales transfrontalières identifiées par le projet de SDER. Il y est précisé cependant que l'aire des plaines de l'Escaut se situe à proximité immédiate de l'aire métropolitaine ouest. La Ville de Tournai est consciente des potentialités liées à ces aires. Elle a donc introduit en collaboration avec l'intercommunale IDETA un dossier d'adhésion aux parcs naturels des plaines de l'Escaut et du Pays des collines. Tournai compte bien valoriser sa fonction de liaison et de maillage entre ces parcs sur le plan économique, paysager et culturel.

Sur le plan de la stratégie Lille-Kortrijk-Tournai 2014-2020 de l'Eurométropole (publication novembre 2013), le projet de trame verte et bleue constitue un axe majeur de développement territorial dont les objectifs positionnent favorablement Tournai au travers d'actions de réseautage durable et d'efficience énergétique (adhésion de la Ville de Tournai à la Convention des maires).

2.4. Les axes de développement (voir carte 10)

Le projet de SDER identifie cinq axes de développement suprarégional. Ces axes sont susceptibles d'offrir des opportunités de développement pour la Wallonie par les échanges de biens et de services qu'ils favorisent. Tournai est concernée par :

- **L'axe Lille-Bruxelles-Liège**
- **L'axe Liège-Namur-Charleroi-Lille**

3. Les réseaux de transport.

Le projet de SDER identifie sept liaisons ferroviaires structurantes dont :

- La liaison Bruxelles-Tournai (qui relie également les aires métropolitaines centrales et Ouest).
- La liaison Ouest-Est reliant Lille à Liège via la dorsale wallonne (Tournai-Mons-La Louvière-Charleroi-Namur).

Tournai constitue donc une tête de réseau importante en matière d'accessibilité ferroviaire structurante.

Conclusion sur la structure territoriale

La Ville de Tournai joue un rôle majeur dans son bassin de vie en raison de son attractivité sur le marché de l'emploi, de son niveau d'équipement et de services, de son offre culturelle et patrimoniale riches, de son dynamisme économique, etc. Son importante progression démographique traduit son rayonnement.

Le potentiel de croissance et de polarisation de Tournai ne manquera pas de se renforcer, au travers de la stratégie de développement territorial poursuivie par la majorité politique actuelle via des projets porteurs et structurants identifiés dans la déclaration de politique communale.

Par ailleurs, le projet de SDER identifie la Ville de Tournai comme le pôle wallon de référence dans l'aire métropolitaine Est, ce qui renvoie à son statut particulier dans l'Eurométropole Lille métropole – Kortrijk – Tournai, validé par un statut juridique européen spécifique aux territoires transfrontaliers, les GECT.

En outre, Tournai est concernée par deux liaisons ferroviaires qualifiées de structurantes dans le projet de SDER : la liaison Bruxelles-Tournai (qui relie également les aires métropolitaines centrales et Ouest) et la liaison Ouest-Est reliant Lille à Liège via la dorsale wallonne (Tournai-Mons-La Louvière-Charleroi-Namur).

In fine, le projet de SDER situe la ville de Tournai sur deux axes de développement suprarégional majeurs l'axe Lille-Bruxelles-Liège et l'axe Liège-Namur-Charleroi-Lille.

La conjonction de ces éléments amène la ville de Tournai à revendiquer haut et fort et objectivement le statut de pôle majeur dans la structure territoriale de la Wallonie établie par le projet de SDER.

La structure territoriale wallonne ainsi revue et corrigée sera l'occasion de tendre vers un meilleur équilibre de la structure territoriale wallonne et une meilleure péréquation financière entre les villes importantes et pourvoyeuses d'équipements et de services polarisants.

B. OBJECTIFS, MESURES ET AUTRES

Objectif I.2/ répartir les nouveaux logements à l'échelle de chaque bassin de vie

Bien qu'il ait été précisé lors d'une réunion d'information que la répartition de nouveaux logements ne doit être réfléchie à l'échelle d'un bassin de vie que quand elle sous-tend une procédure de révision du plan de secteur, une confusion subsiste dans la formulation proposée par le projet de SDER à ce propos (page 15). Il y a lieu de lever cette ambiguïté en reformulant avec plus de précision le paragraphe concerné.

Objectif II.2 créer un environnement favorable aux activités économiques en offrant des espaces d'accueil diversifiés / valoriser les sites directement connectés aux réseaux ferrés et fluvial

Le projet de SDER préconise que les terrains «mouillés» c'est-à-dire situés au bord des voies navigables ou les terrains situés au bord des lignes de chemin de fer même non raccordées mais potentiellement connectables au réseau ferroviaire, soient affectés à des activités industrielles.

Si dans l'absolu, l'objectif est louable, il ne prend pas en compte les autres spécificités du contexte local et plus particulièrement le cas des zones d'activité économique industrielle enclavées dans un tissu urbain.

En effet, la Ville de Tournai possède des zones industrielles centrales (zone dite du Port fluvial à hauteur du quai Casterman et des Vicinaux) établies à partir de plans particuliers d'aménagement très anciens, qui ont été rattrapées et enclavées depuis lors par l'urbanisation. Certes, ces espaces présentent dans certains cas un potentiel multimodal intéressant, mais ce critère ne doit pas être exclusif dans la décision de maintien coûte que coûte de ces sites. La reconstruction de la ville sur la ville et l'amélioration de son image prônées par le SDER passent aussi par un travail de couture urbaine. Or, ces sites constituent des ruptures manifestes et jurent dans le paysage urbain. Ils génèrent des conflits d'usage et empêchent un aménagement continu, harmonieux du tissu urbain et des liaisons douces qui en constituent l'armature. La reconversion de ces sites à usage d'habitat (dans le sens juridique du terme : résidence, équipements d'intérêt public, commerces de quartier, micro-zone d'activité économique compatible avec l'habitat, etc.) doit pouvoir être envisagée.

Mesure U.5/politique foncière/acquisition de terrains/ valoriser et améliorer le foncier/Charges d'urbanisme

Pour concentrer l'urbanisation au sein des pôles urbains et ruraux et éviter le mitage du territoire, le SDER préconise de mettre en place une **politique foncière** visant à lutter contre la rétention foncière et la hausse des prix. Cette politique est indispensable. En effet, en son absence, une limitation des disponibilités foncières potentielles risque d'augmenter les prix du foncier et de compromettre l'objectif d'agglomération souhaité. La commune s'interroge toutefois sur les moyens financiers nécessaires à une telle politique. Les pistes avancées : rénovation, revitalisation urbaine, charges d'urbanisme et politique fiscale sont connues et pas suffisamment optimisées.

Ainsi par exemple, le projet de SDER met l'accent sur les charges d'urbanisme comme outil de politique foncière. Ce faisant, il ne fait qu'acter des dispositions légales existantes en la matière (charges d'urbanisme classiques). Il est regrettable dans un contexte de crise économique et de transfert progressif de compétences du fédéral vers les communes, que le projet de SDER ne soit pas plus innovant en la matière.

En effet, il aurait été souhaitable que ce dernier donne aux communes, dans le cadre d'un canevas contrôlé et tout en respectant les marges de rentabilité exigées par les investisseurs privés, la possibilité d'imposer des charges d'urbanisme financières dans le cadre de permis d'urbanisme par exemple visant à créer plusieurs logements ou un nombre significatif de m² commercial. Il s'agit de donner aux communes une latitude dans l'affectation des moyens récoltés afin de répondre aux besoins identifiés sur l'ensemble de la commune.

Mesure R.3 / Paysages / la gestion paysagère au cœur des projets/ évolution des paysages et éolien

Le projet de SDER considère que les infrastructures éoliennes doivent pouvoir s'inscrire dans la plupart des paysages, avec une attention particulière toutefois pour les paysages remarquables afin de ne pas les dénaturer. Dans ce sens, le service public de Wallonie (DGO4) est chargé de délimiter les périmètres de ces paysages remarquables et d'identifier les éléments bâtis et non bâtis permettant de les qualifier de remarquables.

La Ville de Tournai réitère son avis sur la question de l'éolien. Elle considère que les paysages ne doivent pas être sanctuarisés et qu'ils doivent évoluer en réponse aux transformations économiques, sociales et environnementales contemporaines. Toutefois, elle estime que cette vision doit être affinée, car elle fait fi du caractère exceptionnel de certains paysages. En effet, au même titre que le bâti, le paysage rural n'est pas uniforme, il est multiple et varié. Certains paysages sont plus riches et intéressants que d'autres. Par conséquent, la localisation des installations liées à l'éolien ou à tout autre équipement d'intérêt collectif doit être, dès lors, pondérée par une série de critères dont le caractère qualitatif du paysage doit faire partie intégrante.

Cependant, la Ville de Tournai s'interroge sur l'incohérence apparente qu'il y a à initier un travail d'identification des paysages remarquables d'une part, et la promulgation du cadre éolien sans en attendre les conclusions, d'autre part. À tout le moins, la Ville souhaite que les critères d'identification des paysages remarquables soient rendus publics afin que les communes puissent réagir en amont aux choix méthodologiques effectués.

Les ZACC

La Ville de Tournai possède un potentiel important de réserves foncières, inscrites en zone d'aménagement communal concerté dans le plan de secteur, pour lesquelles elle a effectué un travail approfondi de hiérarchisation et de priorisation dans le cadre de l'élaboration de son schéma de structure communal. Ce travail est donc en cohérence avec les objectifs d'urbanisation, de densification prioritaire dans les territoires centraux en milieu urbain et rural prônés par le SDER. Les futurs territoires centraux et périmètres U du SDER doivent prendre en considération les conclusions de cette réflexion communale sur les ZACC(s) (transmise en annexe.)

Mesure RI / préservation des meilleures terres / Cartographie des bonnes terres agricoles

Le projet de SDER stipule que la localisation des nouvelles zones destinées à l'urbanisation et à l'implantation en zone agricole des activités qui y sont admises doivent veiller à préserver les sols de meilleure qualité. Cet objectif pourrait être précisé à travers une cartographie des bonnes terres agricoles à l'échelle de la Région wallonne, permettant ainsi la sauvegarde de la qualité nourricière des terres dont question et le cas échéant, d'arbitrer de manière équitable l'utilisation fonctionnelle des espaces ruraux."

6. Tournai. Ecole communale Paris. Mise à disposition d'un local au profit d'une société anonyme à finalité sociale. Convention. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Pour rappel, nous avons autorisé, en séance du 29 mars 2012, la société anonyme à finalité sociale COGITO à occuper à titre précaire jusqu'au 30 juin 2012, moyennant le paiement d'un forfait de 6,00 €/heure, un local de l'école communale Paris afin de pouvoir y organiser un accompagnement scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Nous avons également décidé de prolonger la mise à disposition de ce local pour l'année scolaire 2012-2013 selon les mêmes modalités. Auquel cas, la rédaction d'une convention de mise à disposition était prévue.

La convention n'a pas été établie étant donné que la société anonyme à finalité sociale COGITO a continué à occuper le local mis à disposition durant l'année scolaire 2012-2013, sans que l'Administration communale n'en ait été informée officiellement. Ceci étant, un état de recouvrement a été établi à l'égard de ladite société pour l'occupation du local.

Par sa correspondance du 10 septembre 2013, la société en question a sollicité de l'Administration communale la prolongation de la mise à disposition de ce local pour l'année scolaire 2013-2014.

En séance du 8 novembre 2013, nous avons marqué notre accord, sous réserve de votre décision, sur la demande de prolongation d'occupation de local moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 6,00 €/heure conformément aux tarifs arrêtés en séance du 18 décembre 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2014, la redevance est passée à 6,10 €/heure conformément aux tarifs que vous avez établis en séance du 9 décembre 2013.

Nous vous invitons dès lors à arrêter les termes de la convention au profit de ladite société portant sur la mise à disposition du local situé au premier étage de l'école communale Paris, sise à Tournai, rue du Sondart, 12."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 29 mars 2012, le Collège communal a décidé :

- 1) d'autoriser la société anonyme à finalité sociale «COGITO» à occuper jusqu'au 30 juin 2012 un local de l'Ecole communale Paris moyennant les modalités suivantes :
 - à titre précaire
 - l'occupation prendra fin de plein droit sans préavis ni indemnité le 30 juin 2012
 - pour l'organisation d'un accompagnement scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire
 - l'occupation aura lieu tous les mercredis après-midi et samedis matin (4 heures à chaque fois)
 - le paiement de 6,00 €/heure
 - cette occupation s'effectuera sous l'entière responsabilité de la société anonyme à finalité sociale «COGITO». L'Administration communale décline toute responsabilité en cas de dommages matériels et/ou corporels causés à quiconque dans le cadre de l'occupation
 - l'occupant se chargera de l'ouverture et de la fermeture des portes du bâtiment et prendra toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus et procédera au réarmement de l'alarme
 - l'occupant s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la mise à disposition, les polices d'assurance suivantes :
 - * une assurance couvrant sa responsabilité pour tous les dommages causés dans le cadre de l'activité exercée dans les lieux mis à disposition (responsabilité civile organisateur).
 - * assurance «Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes» couvrant les risques non supportés par la Ville¹ (notamment ses meubles et le recours des voisins)
 - tous dégâts au bâtiment et/ou au contenu pendant l'occupation seront à charge de l'occupant
 - l'accès du local mis à disposition sera strictement limité aux personnes concernées par l'accompagnement scolaire (étudiants, professeurs)
- 2) de charger le Service Patrimoine d'effectuer les démarches afin d'attribuer un code d'accès à la société anonyme à finalité sociale «COGITO»
- 3) de prolonger la mise à disposition d'un local à la société anonyme à finalité sociale «COGITO» pour l'année scolaire 2012-2013 aux mêmes conditions. Auquel cas, une convention de mise à disposition sera rédigée par le Service Patrimoine et présentée à l'examen du Conseil communal;

¹ La Ville a souscrit une police d'assurance «Incendie» avec une clause d'abandon de recours.

Considérant que, durant l'année scolaire 2012-2013, la société anonyme à finalité sociale «COGITO» a continué à occuper le local mis à disposition sans que l'Administration communale n'en ait été informée officiellement;

Considérant qu'en l'absence de convention de mise à disposition pour l'année scolaire 2012-2013, un état de recouvrement a été établi à l'égard de ladite société pour l'occupation du local, soit 252 heures à 6,00 €/heure;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance du 10 septembre 2013, M. François SIMON, Directeur Cogito Secondaire, a sollicité de l'Administration communale la prolongation de la mise à disposition du local de l'Ecole communale Paris pour l'année scolaire 2013-2014;

Considérant l'avis favorable émis par M. POLLET, Directeur de l'établissement scolaire communal;

Considérant que les termes de la convention de mise à disposition ont été approuvés par le Collège communal en séance du 8 novembre 2013;

Considérant que la société anonyme à finalité sociale «COGITO» a informé, par e-mail daté du 16 janvier 2014, l'Administration communale de son accord sur le projet de convention dont question ci-dessus;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier sur cette mise à disposition;

Vu les articles L1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver la convention portant sur la mise à disposition d'un local situé au premier étage de l'Ecole communale Paris au profit de la société anonyme à finalité sociale COGITO, dont les termes suivent :

" Entre la VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de décentralisation par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution de la délibération du Conseil communal en date du 24 février 2014, ci-après dénommée "la Ville",

ET

La société anonyme à finalité sociale COGITO, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, chaussée d'Alseberg, 1013, numéro d'entreprise 476.425.002, dont les statuts ont été publiés aux annexes au Moniteur belge le 7 novembre 2008 et modifiés pour la dernière fois le 2 septembre 2013 sous le numéro 13134276.

Ici représentée par M. Drieu GODEFRIDI, administrateur délégué, domicilié à 1330 Rixensart, avenue Kennedy, 8, ci-après dénommée "l'occupant",

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : objet

La Ville met à disposition de l'occupant, qui l'accepte, un local (correspondant au local n° 42 situé au premier étage) situé dans l'enceinte de l'Ecole communale Paris, sise à Tournai, rue du Sondart, 12, parfaitement connu du preneur.

Le local mis à disposition est défini en accord avec Monsieur le Directeur de l'établissement scolaire communal.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce local.

Article 2 : accès – clefs

L'occupant est autorisé à utiliser les couloirs du bâtiment uniquement pour accéder au local mis à disposition.

Il reconnaît avoir reçu une clef du bâtiment, une clef du local ainsi que le code de l'alarme de l'école.

Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'occupant en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

L'occupant s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment, à brancher l'alarme quand il est le dernier à sortir du bâtiment et à refermer à clef le bâtiment en dehors des heures d'ouverture de l'école et le local dès qu'il quitte celui-ci.

Article 3 : Durée

La convention de mise à disposition est accordée pour une année scolaire. Elle prend fin de plein droit sans préavis ni indemnité au 30 juin 2014.

En cas d'accord du Collège communal, la présente convention pourra toutefois être reconduite, aux mêmes conditions, pour des périodes successives d'une année scolaire, pour autant que l'occupant en formule la demande, par écrit, pour le 30 juin de chaque année au plus tard.

Article 4 : Redevance – Frais énergétiques

Pour l'année 2013, la mise à disposition est consentie moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 6,00 €/heure conformément aux tarifs arrêtés par le Conseil communal lors de sa séance du 18 décembre 2012.

A partir du 1^{er} janvier 2014, la redevance sera adaptée en fonction des tarifs arrêtés par le Conseil communal.

L'occupant occupera le local mis à disposition :

- le mercredi : de 14 à 18 heures
- le samedi : de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

L'occupant évitera tout gaspillage (fermeture complète du robinet du lavabo après utilisation, diminution du chauffage et extinction des interrupteurs avant de quitter le bâtiment...).

Un état de recouvrement sera adressé trimestriellement à l'occupant, à l'exception du mois de septembre qui sera inclus dans le trimestre civil suivant.

Pour ce faire, l'occupant s'engage à communiquer à la Ville (Service Patrimoine), pour le 10 de chaque mois, le planning d'occupation du mois précédent.

Article 5 : Destination

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre à l'occupant d'organiser un accompagnement scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Pendant toute la durée de la convention, l'occupant est tenu de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du local (par exemple : organisation de fêtes,...) n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'occupant s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Article 6 : Locations – Cession de droit

Toute "sous-location" du local et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

Article 7 : Aménagements – Transformations

Pendant toute la durée de la convention, l'occupant ne peut ni aménager, ni améliorer le bien mis à sa disposition sans le consentement du Collège communal.

En cas d'accord, les travaux ainsi réalisés resteront, à l'expiration de la présente convention, la propriété de la Ville sans que l'occupant puisse réclamer de ce chef quelque indemnité que ce soit.

Article 8 : Propreté – Occupation en bon père de famille

L'occupant s'engage à occuper le local et à utiliser le matériel en bon père de famille et à les tenir en parfait état de propreté.

A la fin de chaque période d'occupation, l'occupant sera tenu d'emporter son matériel et ses objets (y compris ses déchets) ainsi que de ranger et, le cas échéant, de nettoyer le local.

L'occupant signalera immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés au local et au matériel mis à sa disposition.

L'occupant doit permettre l'accès aux locaux à la Ville à toute demande afin de s'assurer de l'utilisation correcte du local et du matériel et du parfait état de propreté.

Articles 9 : Entretien – Réparations

L'entretien général des lieux occupés, tant extérieur qu'intérieur, est à charge de la Ville (à l'exception du nettoyage du local après chaque occupation).

Elle s'engage à l'exécuter, dans la mesure du possible, de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'occupant.

Article 10 : Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'occupant occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'occupant, à ses membres et préposés, aux étudiants ou à des tiers.

L'occupant déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 11 : Assurances

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause "abandon de recours".

Le preneur s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance-loi couvrant son personnel.

- assurance responsabilité civile couvrant les accidents qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation.

A toute demande de la Ville, le preneur justifiera du paiement régulier des primes.

Article 12 : Occupations exceptionnelles par la Ville

La Ville pourra refuser l'occupation du local à certaines dates pour des motifs d'utilité publique (par exemple, organisation d'élections ou d'activités scolaires) ou en cas de force majeure.

La Ville s'engage à en informer dès que possible l'occupant.

Article 13 : Droits des voisins

L'occupant s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans le local mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'occupant s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 14 : Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bien mis à disposition.

L'occupant s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 15 : Bonbonnes de gaz – Interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

Article 16 : Résiliation – Dissolution de la société anonyme à finalité sociale

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'occupant à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.
- en cas de dissolution de la société anonyme à finalité sociale
- au cas où l'occupant n'organiserait plus d'accompagnement scolaire aux élèves de l'enseignement secondaire.

Article 17 : Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'occupant sera seul responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 18 : Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'occupant qui supportera seul tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 19 : Litige

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à TOURNAI en triple exemplaire, le....., chacune des parties ayant reçu le sien.».

7. Département des aînés. Formation informatique des seniors. Convention de mise à disposition d'ordinateurs par l'Ee-campus à la Ville de Tournai. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le département des aînés de l'Administration communale de Tournai organise des modules de formations en informatique à destination des seniors. Ces formations sont dispensées par l'Institut provincial de formation.

Le prochain module de formations débutera le 10 mars 2014 pour se terminer le 20 juin 2014 dans les locaux de l'Eurometropolitan e-campus, rue du Progrès, 13 à 7503 Froyennes.

Dans le cadre de ces formations, l'Eurometropolitan e-campus met gracieusement 15 ordinateurs portables à disposition de la Ville de Tournai.

Il convient donc de conclure une convention avec l'Eurometropolitan e-campus concernant cette mise à disposition.

Il appartient à votre Assemblée de marquer son accord sur ce projet de convention."

Le **Président** de séance précise d'emblée que la convention porte sur 15 ordinateurs (et non 10). Les numéros de série de ces ordinateurs figurent d'ailleurs dans la convention.

Pour le Conseiller communal ECOLO, **G.DENONNE**, c'est une bonne initiative. Il nuance cependant son point de vue : le choix de NEGUNDO pose problème à certaines personnes, car il est éloigné et sans transport en commun. Il existe d'autres formations de ce type. Ne serait-t-il pas possible de faire un partenariat ?"

Madame l'Echevine PS, **L.LIENARD**, rappelle les conditions dans lesquelles cette activité est organisée : "Elle résulte d'un partenariat entre la Ville, la Province et l'E-campus. Ce dernier propose les locaux et le mobilier gratuitement. Ce campus consacré aux métiers de l'internet est desservi par les transports en commun. Les cours ont de plus en plus de succès. On en est à la troisième session. On a commencé avec une centaine de participants. Ils sont à présent 250".

Pour la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEBVRE**, ces points de vue ne sont pas contradictoires. Certaines personnes regrettent, selon elle, que ces formations n'aient pas lieu en ville pour des raisons de mobilité. D'autre part, des associations proposent aussi des formations en ville et qui connaissent beaucoup de succès. Il y a une demande importante.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Département des aînés de l'Administration communale de Tournai organise des modules de formations en informatique à destination des seniors;

Considérant que ces formations sont dispensées par l'Institut provincial de formation;

Considérant que le prochain module de formations débutera le 10 mars 2014 pour se terminer le 20 juin 2014 dans les locaux de l'Eurometropolitan e-campus, rue du progrès, 13 à 7503 Froyennes;

Considérant que dans le cadre de ces formations, l'Eurometropolitan e-campus met gracieusement 15 ordinateurs portables à disposition de la Ville de Tournai;

Considérant qu'il convient donc de conclure une convention avec l'Eurometropolitan e-campus concernant cette mise à disposition;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention de mise à disposition d'ordinateurs de l'Eurometropolitan e-campus à la Ville de Tournai dans le cadre de la formation en informatique des seniors dont les termes suivent :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition de matériel informatique à la Ville de Tournai en vue de couvrir une partie de ses besoins pour l'organisation de la formation à l'utilisation des outils informatiques et à l'internet destinée aux seniors.

Article 2 – MODALITES

L'ASBL Eurometropolitan e-campus met gracieusement 15 ordinateurs portables du modèle HP ELITE BOOK 8560 (d'une valeur de 990,93 € TVA comprise) à disposition de la Ville de Tournai.

Ceux-ci sont référencés comme suit :

1. 4CZ1290G00
2. 4CZ136094Z
3. 4CZ136094T
4. 4CZ1290FX9
5. 4CZ1290G1J
6. 4CZ1360951
7. 4CZ1290FWL
8. 4CZ1290FTZ
9. 4CZ1360949
10. 4CZ1290FVX
11. 4CZ1290FYD

12. 4CZ136093N
13. 4CZ1290FVB
14. 4CZ136093K
15. 4CZ1290G3N

La Ville de Tournai s'engage à les restituer en bon état de fonctionnement à la fin de la session.

Article 3 – DUREE

La présente convention est conclue à dater du 1^{er} mars 2014 et prendra fin le 30 juin 2014. Elle pourra être renouvelée sur base de modalités à convenir entre les parties.

Article 4 – DOMMAGES – RESPONSABILITE

La Ville de Tournai s'engage à supporter les frais encourus pour les dommages qui pourraient survenir lors de l'utilisation fautive du matériel ou pour tout vol qu'elle pourrait constater, pour autant que l'origine de ce vol ou du dommage ne trouve pas son origine dans une négligence de l'e-campus.

La Ville de Tournai s'engage à en informer immédiatement l'e-campus.

8. Ramegnies-Chin, rue d'Allain, rue Hurette et rue de Froyennes. Suppression et remplacement par des solutions alternatives de trois passages à niveau.
Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une demande de permis d'urbanisme a été introduite par la **SA INFRABEL** dont les bureaux se trouvent à 1060 Bruxelles, place Marcel Broodthaers, 2b, en vue de **REALISER LA SUPPRESSION ET LE REMPLACEMENT PAR DES SOLUTIONS ALTERNATIVES DES 3 PASSAGES A NIVEAU (PN)** suivants :

- Ligne 75A PN 27, catégorie 2, situé à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes;

Le projet comprend la suppression, le démontage et la clôture de ces 3 passages à niveau et en substitution à ces 3 passages à niveau :

- la création d'un passage supérieur au-dessus des voies à la rue d'Allain, à la place du PN27; ce passage supérieur sera constitué de 2 bandes de circulation de 2,70m de large et de 2 pistes cyclables de 1,50 m de large (PN27).
- la création d'une nouvelle voirie agricole (longueur 800 m) qui part de la rue d'Allain et longe le chemin de fer en direction de Tournai afin de permettre l'accès aux parcelles agricoles au sud du PN31.
- la création d'un sentier cyclo-piéton (longueur 60 m) de liaison entre les quais du point d'arrêt de Froyennes et de la rue Roger Lejeune (PN4).
- l'aménagement d'une zone de demi-tour au sud de la rue de Froyennes (PN4);

Cette demande a fait l'objet d'une enquête publique du 26 avril au 13 mai 2013, laquelle a donné lieu à de nombreuses remarques.

La SA ELIA (gestionnaire du réseau de transport d'électricité), les Services de Police, de mobilité et les Services techniques communaux ont remis un avis favorable, sous conditions.

Lors d'une réunion avec Madame l'Echevine de l'Urbanisme et les Services communaux, le représentant d'INFRABEL a expliqué les études de risques réalisées par INFRABEL pour en arriver à ces suppressions.

Par courrier du 18 juillet 2013, TUC RAIL (bureau d'ingénierie et de project management spécialisé en technologie ferroviaire) a apporté des commentaires suite aux remarques des riverains durant l'enquête publique.

Nous vous proposons de :

1/ prendre connaissance du procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

«L'an deux mille treize

Le treize du mois de mai

Je soussignée, Marie Christine MARGHEM, Echevine déléguée par le Collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 26 avril 2013 au sujet de la demande de permis d'urbanisme de la Société INFRABEL, dont les bureaux se trouvent à 1060 Bruxelles, place Marcel Broodthaers, 2, en vue de réaliser :

La suppression et le remplacement par des solutions alternatives des 3 passages à niveau (PN) suivants :

- Ligne 75A PN 27, catégorie, 2 située à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes.

Le projet comprend la suppression, le démontage et la clôture de ces 3 passages à niveau et en substitution à ces 3 passages à niveau :

- La création d'un passage supérieur au-dessus des voies à la rue d'Allain, à la place du PN27; ce passage supérieur sera constitué de 2 bandes de circulation de 2,70 m de large et de 2 pistes cyclables de 1,50 m de large (PN27).
- la création d'une nouvelle voirie agricole (longueur 800 m) qui part de la rue d'Allain et longe le chemin de fer en direction de Tournai afin de permettre l'accès aux parcelles agricoles au sud du PN31.
- La création d'un sentier cyclo-piéton (longueur 60 m) de liaison entre les quais du point d'arrêt de Froyennes et de la rue Roger Lejeune (PN4).
- L'aménagement d'une zone de demi-tour au sud de la rue de Froyennes (PN4).

Me suis rendue à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué où se sont présentés

- M. A.BOITE, Echevin de la mobilité
 - M. D.DE GRAEVE, conseiller en mobilité
 - M. C.MEERMAN, de TUC RAIL-INFRABEL
 - M. J-P.MEULEMAN, chaussée de Lannoy, 180E à 7503 Froyennes
 - Mme P.SANTY représentante du comité Sécurité-Hurette-Fourcroix et l'Institut Saint-André, hameau de Fourcroix, 47D à 7522 Blandain
 - M. M.VANDECAVEYE, agriculteur, place Louise de Bettignies, 1 à 7503 Froyennes
 - M. M.GLORIEUX, rue de Froyennes, 51 à 7520 Ramegnies-Chin
 - M. et Mme A.ZAMBETTI, rue d'Allain, 14 à 7520 Ramegnies-Chin
 - Mme TANCHON, Bosquet de l'Well, 3 à 7503 Froyennes
 - M. G.RASSENEUR, rue Hurette, 15 à 7520 Ramegnies-Chin
 - M. E. VANDECAVEYE, rue Saint-Eleuthère, 20 à Tournai
- Mme SANTY remet 90 lettres du Comité Sécurité Hurette-Fourcroix et 358 de parents, professeurs et éducateurs de l'Institut Saint-André, dans lesquelles ils émettent leurs remarques et oppositions quant à la suppression du PN4 et la création d'un passage supérieur au PN27, à savoir:

En ce qui concerne le PN27 :

- Problèmes liés à la vitesse des véhicules. Il faudrait installer des chicanes ou casse-vitesse
- Sécurité des cyclistes
- Augmentation des rejets des eaux de ruissellement de la voirie vers le rieu
- Il faudrait améliorer l'état général de la rue d'Allain
- Problèmes de circulation durant les travaux

En ce qui concerne la suppression du PN4 :

- Opposition à la fermeture du passage. Cette fermeture va engendrer des détours importants (4 km) pour certains riverains
- Le passage sous voies existant est tout à fait inadapté à la circulation des cyclistes et des personnes à mobilité réduite (PMR), absence d'éclairage, de surveillance, d'entretien
- La zone de rebroussement (zone de demi-tour) semble insuffisante et inadaptée
- Clôture insuffisante
- Augmentation de la circulation sur la RN50

Le représentant d'INFRABEL signale qu'en ce qui concerne tant la sécurité que les aires de rebroussement, le projet a été étudié préalablement avec les Services Incendie, de Police et de mobilité.

Certaines personnes s'interrogent sur l'utilité de ces travaux et remettent en cause la dangerosité de ces passages à niveau.

Madame l'Echevine souhaite obtenir les études de risques réalisées par INFRABEL pour en arriver à ces suppressions.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdits courriers ainsi qu'une dizaine de lettres individuelles d'autres riverains opposés au projet.

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.»

2/ de marquer votre accord sur la suppression et le remplacement par des solutions alternatives des 3 passages à niveau (PN) suivants :

- Ligne 75A PN 27, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes.

Selon plans annexés et aux conditions suivantes :

- sous réserve des droits civils des tiers
- respecter l'avis des Services techniques communaux du 3 juin 2013 et leur avis complémentaire du 19 septembre 2013
- respecter l'avis du Service mobilité du 21 mai 2013 et son avis complémentaire du 20 septembre 2013
- respecter l'avis des Services de Police du 8 mai 2013
- respecter l'avis d'ELIA du 21 mai 2013
- tous les travaux ainsi que la mise en place des chantiers devront être réalisés en étroite collaboration tant avec les Services communaux qu'avec les Services de Police et Incendie
- les coordonnées d'une personne de contact avec un numéro de téléphone devront être communiquées par INFRABEL/TUC RAIL, afin de pouvoir être contactée à tout moment tant par l'Administration communale que par les riverains lors d'éventuels problèmes liés aux travaux."

Pour le cdH, Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** fait la déclaration suivante :

" Passage à niveau de la rue Hurette PN27

Nous sommes d'accord sur le projet de pont mais à certaines conditions :

1. prévoir des bandes de circulation suffisamment larges pour le croisement des convois agricoles très fréquents à cet endroit, sans pour autant que cette voie ne permette des vitesses excessives
2. sécurisation des voies : éclairage, limitation du tonnage pour éviter que les camions ne soient tentés de rejoindre le zoning d'Orcq par cette rue
3. prévoir des aménagements pour les usagers faibles comme les cyclistes (pistes cyclables surélevées, bon éclairage, entrée dans la circulation à la sortie du pont). En effet, de nombreux étudiants rejoignent l'école Saint-André toute proche à vélo (60 à 70 par beau temps).
4. adapter l'égouttage du pont et s'assurer que le rieu de l'Evêque puisse absorber l'eau en cas de fortes pluies
5. respecter l'environnement proche de ce futur pont, en particulier préserver des arbres centenaires à proximité

Passage à niveau derrière Saint-Luc, PN4

Pour ce passage-là, nous sommes contre la suppression du passage à niveau :

1. en effet, ce passage à niveau ne paraît pas plus dangereux qu'un autre
Par contre, nous trouvons qu'il serait plus judicieux de le sécuriser en installant des barrières doubles et de réorganiser les accès pour les étudiants de Saint-Luc afin de solutionner le passage indiscipliné des étudiants. Il faudrait également prévoir la sécurisation du tunnel et son accès aux cyclistes.
2. quant à l'argument que des voitures passent par des chemins détournés au lieu de suivre la RN50, une réflexion autour de l'aménagement des voiries est souhaitable, à la fois pour les rendre moins faciles d'accès (limitation de vitesse, contrôle...) et pour éviter de telles pratiques
3. de plus, nous pensons que la fermeture de ce passage à niveau isolera une partie des habitants de leur village et empêchera des travailleurs indépendants de circuler. Sans compter que la zone de retournement au sud de la rue de Froyennes risque d'être trop étroite et de servir de zone de parking pour les riverains.

Passage à niveau rue d'Allain

Pas de remarque."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Nous avons examiné avec beaucoup d'attention ce dossier. On y trouve de nombreuses récriminations de riverains et d'usagers de ces petites rues de village ainsi que la réponse donnée par TUC RAIL aux remarques de riverains. Il semble que la sécurité ait été la principale raison de la suppression du passage à niveau 4, qui a fait l'objet de tant de critiques. Jusqu'à 13 trains par heure dit TUC RAIL ! Espérons que le plan de transport de la SNCB ne réduira pas ce nombre de trains au point de rendre cet investissement inutile ! Néanmoins, nous savons que la proximité de l'Institut Saint-Luc est un élément important à prendre en considération en matière de sécurité. Nous sommes satisfaits d'apprendre que les clôtures de 180 cm seront prolongées pour dissuader définitivement la traversée des voies. Le sentier et le tunnel sous voies seront rénovés : c'est indispensable également. Nous soulignons également les exigences du Service mobilité : améliorer le parcours des cyclistes et piétons rue d'Allain, cheminement vers l'école Saint-André ainsi que la pente du tunnel

sous voie notamment pour les personnes à mobilité réduite. Si tous les éléments de sécurité sont rencontrés, nous acceptons ce projet."

Madame l'Echevine MR, **MC.MARGHEM**, répond à ces interventions :

" Je vais répondre aux deux interventions en commençant par un rappel historique. Ce dossier, en effet, a été instruit en son temps par l'Echevin de la mobilité de l'époque, M. LECLERCQ. Quand M.BOITE et moi-même avons repris ce dossier en héritage, il était déjà extrêmement avancé. Infrabel disposait également, outre l'étude de risque qui a motivé l'ensemble des propositions que nous avons aujourd'hui sur notre table, d'une liste de 537 points sur l'ensemble du territoire belge qui vont faire l'objet d'adaptations ou de fermetures identiques en raison précisément et exclusivement de problèmes de sécurité. Nous avons interrogé l'ingénieur qui a l'habitude de présenter ce type de dossier. Nous lui avons dit que nous n'avions jamais connu à Froyennes d'accident grave à cet endroit (PN4), alors que deux voies ferrées se côtoient et se divisent à un moment donné, ce qui crée, pour celui qui traverse, un danger important, un train pouvant en cacher un autre.

Dans la réponse qui nous a été donnée, il a d'abord été fait référence à la commune de Jurbise où un passage à niveau a été fermé alors que la Bourgmestre indiquait qu'il n'y avait jamais eu d'accident grave. Et pourtant quelque temps après, un accident grave est survenu. Ceci pose bien entendu la question de la responsabilité en matière de sécurité dans le chef d'Infrabel dont l'objectif est de sécuriser au maximum l'ensemble des 537 points en question, dont le passage à niveau 4 repris dans les 10 premières priorités de la SNCB.

Il y a eu une enquête publique. Elle s'est déroulée du 26 avril au 13 mai 2013. Elle a été clôturée à l'Hôtel de Ville en présence de nombreux riverains et de l'Echevin de la Mobilité. Les riverains s'étaient constitués en comité. Leur représentant était présent. Ils ont fait valoir toutes leurs observations. Pour le passage à niveau 27, ils ont pointé, eux, les problèmes liés à la vitesse des véhicules et ont demandé que l'on installe des chicanes ou des casse-vitesse. Ils ont insisté pour que la sécurité des cyclistes puisse être rencontrée. Ils ont dit que les aménagements allaient augmenter le rejet des eaux de ruissellement de la voirie vers le rieu et qu'il faudrait améliorer l'état général de la rue d'Allain. Ils ont pointé également le problème de la circulation durant les travaux. L'ensemble de ces remarques avait été enregistré et examiné par l'ingénieur lors de réunions préalables de riverains que nous avons organisées avant de lancer l'enquête publique. J'ajouterai à ces remarques celle des arbres centenaires qui longent cette voie. Il conviendrait de s'en soucier également.

Pour le chantier, il a été demandé qu'une personne responsable puisse être contactée à tout moment par l'Administration communale et par les riverains. Tous ces travaux ainsi que la mise en place des chantiers devront être réalisés en étroite collaboration avec les Services communaux, les Services de Police et d'Incendie, sous réserve de la réglementation à respecter. En ce qui concerne le passage à niveau 4, il y a une opposition très ferme à la fermeture de ce passage. Cela pourrait engendrer en effet des détours pour les riverains de 1,5 km à 4 km. Ce problème a été pointé par les riverains que nous avons vus avant l'enquête publique. Il a été répété durant l'enquête publique. Il n'y a pas eu moyen, surtout au regard du degré d'avancement du dossier sous la précédente législature, de faire plier Infrabel pour des raisons de sécurité mises en évidence sur base d'une étude de risque que l'on m'a montrée, mais qui n'était pas disponible lors de la réunion de riverains préalable à l'enquête publique. Il va falloir constituer autour du carrefour de Froyennes un mur de grilles suffisamment haut et long pour décourager ceux qui passent à pied pour traverser les voies. L'installation de ces barrières devra dissuader les étudiants et d'autres passants de traverser les voies. Les riverains ont également indiqué que le passage sous voies existant est tout à fait inadapté à la circulation des cyclistes, des personnes à mobilité réduite, qu'il n'y a pas d'éclairage, ni de surveillance, ni d'entretien. Cette remarque a été intégrée par Infrabel et fera l'objet d'aménagements circonstanciés. De même en ce qui concerne la zone de rebroussement : elle semblait insuffisante et inadaptée. Ces remarques ont également été intégrées par Infrabel,

par rapport à des convois ou des véhicules plus lourds. Cela générera des effets de report de circulation sur d'autres voiries, notamment sur la route nationale 50, ce qui va devoir faire l'objet d'une étude approfondie en termes de mobilité.

Le représentant d'Infrabel a signalé que le projet avait été étudié avec les Services Incendie, Police et Mobilité. Il se réalisera bel et bien. Il changera les habitudes et nous ferons en sorte, grâce à un numéro d'appel qui sera ouvert dès le début, que la population puisse vivre le chantier avec un minimum de sérénité."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X.DECALUWE**, demande pourquoi ce dossier est soumis au Conseil communal alors qu'il semble déjà bouclé.

Madame l'Echevine **MC.MARGHEM** lui précise que le Conseil communal doit se prononcer dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme introduite par Infrabel.

Les trois Conseillers communaux du cdH s'abstiennent sur ce point.

Ils sont opposés à la suppression du passage à niveau derrière Saint-Luc et s'étonnent que le Conseil communal soit saisi du dossier à ce stade très avancé.

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les nouvelles dispositions du CWATUPE (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie) tel que modifié par le Décret-programme de Relance économique et de Simplification administrative (RESA) TER;

Vu notamment les dispositions spécifiques reprises aux articles 129 à 129 quater, dès lors que la voirie est communale;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par la SA INFRABEL, dont les bureaux se trouvent à 1060 Bruxelles, place Marcel Broodthaers, 2b, en vue de REALISER LA SUPPRESSION ET LE REMPLACEMENT PAR DES SOLUTIONS ALTERNATIVES DES 3 PASSAGES A NIVEAU (PN) suivants :

- Ligne 75A PN 27, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes;

Attendu que le projet comprend la suppression, le démontage et la clôture de ces 3 passages à niveau et en substitution à ces 3 passages à niveau :

- la création d'un passage supérieur au-dessus des voies à la rue d'Allain, à la place du PN27; ce passage supérieur sera constitué de 2 bandes de circulation de 2,70 m de large et de 2 pistes cyclables de 1,50 m de large (PN27).
- la création d'une nouvelle voirie agricole (longueur 800 m) qui part de la rue d'Allain et longe le chemin de fer en direction de Tournai, afin de permettre l'accès aux parcelles agricoles au sud du PN31.
- la création d'un sentier cyclo-piéton (longueur 60 m) de liaison entre les quais du point d'arrêt de Froyennes et de la rue Roger Lejeune (PN4).
- l'aménagement d'une zone de demi-tour au sud de la rue de Froyennes (PN4);

Vu les avis favorables sous conditions :

- de la SA ELIA (gestionnaire du réseau de transport d'électricité) du 21 mai 2013
- des Services de Police du 8 mai 2013
- du Service de mobilité du 21 mai 2013 et du 20 septembre 2013
- des Services techniques communaux du 3 juin 2013 et du 19 septembre 2013;

Vu les formalités d'enquête publique effectuées du 26 avril au 13 mai 2013;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête et les nombreuses remarques émises;

Vu la réunion avec Madame l'Echevine de l'Urbanisme, les Services communaux et le représentant d'INFRABEL afin d'explicitier les études de risques réalisées pour en arriver à ces suppressions;

Vu les commentaires apportés par TUC RAIL (bureau d'ingénierie et de project management spécialisé en technologie ferroviaire) suite aux remarques des riverains durant l'enquête publique et son courrier du 18 juillet 2013;

Vu l'accident de juillet 2013 impliquant une voiture et un train au droit du PN 27 situé à Tournai (Ramegnies-chin), rue d'Allain;

PREND CONNAISSANCE :

du procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

« L'an deux mille treize

Le treize du mois de mai

Je soussignée, Marie Christine MARGHEM, Echevine déléguée par le Collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 26 avril 2013 au sujet de la demande de permis d'urbanisme de la Société INFRABEL, dont les bureaux se trouvent à 1060 Bruxelles, place Marcel Broodthaers, 2, en vue de réaliser :

La suppression et le remplacement par des solutions alternatives des 3 passages à niveau (PN) suivants:

- Ligne 75A PN 27, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes.

Le projet comprend la suppression, le démontage et la clôture de ces 3 passages à niveau et en substitution à ces 3 passages à niveau :

- La création d'un passage supérieur au-dessus des voies à la rue d'Allain, à la place du PN27; ce passage supérieur sera constitué de 2 bandes de circulation de 2,70 m de large et de 2 pistes cyclables de 1,50 m de large (PN27).
- la création d'une nouvelle voirie agricole (longueur 800 m) qui part de la rue d'Allain et longe le chemin de fer en direction de Tournai afin de permettre l'accès aux parcelles agricoles au sud du PN31.
- La création d'un sentier cyclo-piéton (longueur 60 m) de liaison entre les quais du point d'arrêt de Froyennes et de la rue Roger Lejeune (PN4).
- L'aménagement d'une zone de demi-tour au sud de la rue de Froyennes (PN4).

Me suis rendue à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- M. A.BOITE, Echevin de la mobilité
- M. D.DE GRAEVE, conseiller en mobilité
- M. C.MEERMAN, de TUC RAIL-INFRABEL
- M. J-P.MEULEMAN, chaussée de Lannoy, 180E à 7503 Froyennes

- Mme P.SANTY représentante du comité Sécurité-Hurette-Fourcroix et l'Institut Saint-André, hameau de Fourcroix, 47D à 7522 Blandain
- M. M.VANDECAVEYE, agriculteur, place Louise de Bettignies, 1 à 7503 Froyennes
- M. M.GLORIEUX, rue de Froyennes, 51 à 7520 Ramegnies-Chin
- M. et Mme A.ZAMBETTI, rue d'Allain, 14 à 7520 Ramegnies-Chin
- Mme TANCHON, Bosquet de l'Well, 3 à 7503 Froyennes
- M. G.RASSENEUR, rue Hurette, 15 à 7520 Ramegnies-Chin
- M. E.VANDECAVEYE, rue Saint-Eleuthère, 20 à Tournai

Mme SANTY remet 90 lettres du Comité Sécurité Hurette-Fourcroix et 358 de parents, professeurs et éducateurs de l'Institut Saint-André, dans lesquelles ils émettent leurs remarques et oppositions quant à la suppression du PN4 et la création d'un passage supérieur au PN27, à savoir:

En ce qui concerne le PN27 :

- Problèmes liés à la vitesse des véhicules. Il faudrait installer des chicanes ou casse-vitesse
- Sécurité des cyclistes
- Augmentation des rejets des eaux de ruissellement de la voirie vers le rieu
- Il faudrait améliorer l'état général de la rue d'Allain
- Problèmes de circulation durant les travaux

En ce qui concerne la suppression du PN4 :

- Opposition à la fermeture du passage. Cette fermeture va engendrer des détours importants (4 km) pour certains riverains
- Le passage sous voies existant est tout à fait inadapté à la circulation des cyclistes et des personnes à mobilité réduite (PMR), absence d'éclairage, de surveillance, d'entretien
- La zone de rebroussement (zone de demi-tour) semble insuffisante et inadaptée
- Clôture insuffisante
- Augmentation de la circulation sur la RN50

Le représentant d'INFRABEL signale qu'en ce qui concerne tant la sécurité que les aires de rebroussement, le projet a été étudié préalablement avec les Services Incendie, de Police et de Mobilité.

Certaines personnes s'interrogent sur l'utilité de ces travaux et remettent en cause la dangerosité de ces passages à niveau.

Madame l'Echevine souhaite obtenir les études de risques réalisées par INFRABEL pour en arriver à ces suppressions.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdits courriers ainsi qu'une dizaine de lettres individuelles d'autres riverains opposés au projet.

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.»;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

de marquer son accord sur la suppression et le remplacement par des solutions alternatives des 3 passages à niveau (PN) suivants :

- Ligne 75A PN 27, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin) rue d'Allain
- Ligne 75A PN 31, PN privé de catégorie 3, située à Tournai (Ramegnies-Chin) sur un chemin agricole partant de la rue Hurette
- Ligne 94 PN 4, catégorie 2, située à Tournai (Ramegnies-Chin limite Froyennes) rue de Froyennes.

Selon plans annexés et aux conditions suivantes :

- sous réserve des droits civils des tiers;
- respecter l'avis des Services techniques communaux du 3 juin 2013 et leur avis complémentaire du 19 septembre 2013
- respecter l'avis du Service mobilité du 21 mai 2013 et son avis complémentaire du 20 septembre 2013
- respecter l'avis des Services de Police du 8 mai 2013
- respecter l'avis d'ELIA du 21 mai 2013
- tous les travaux ainsi que la mise en place des chantiers devront être réalisés en étroite collaboration tant avec les Services communaux qu'avec les Services de Police et Incendie;
- les coordonnées d'une personne de contact avec un numéro de téléphone devront être communiquées par INFRABEL/TUC RAIL, afin de pouvoir être contactée à tout moment tant par l'Administration communale que par les riverains lors d'éventuels problèmes liés aux travaux.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, C.MICHEZ, Mme M-C.LEFEBVRE, MM. G.LECLERCQ, R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT, J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. L-D.CASTERMAN, L.COUSAERT, Mme C.LADAVID, MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Mme MC.MARGHEM, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.WILLOCQ, H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE

Monsieur le Conseiller communal **C.MICHEZ** sort de séance.

9. Objectif Convergence. Revitalisation intégrée du cœur de ville. Rénovation d'un ensemble de façades (1^{ère} phase). Marché pour compte. Décompte final. Travaux supplémentaires. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 21 mai 2012, vous avez décidé de passer un marché pour compte de travaux ayant pour objet la bonne finition des travaux de rénovation de façades à la rue Gallait – Phase 1 (Objectif Convergence) estimé à ± 21.000,00 € TVA comprise et passer ce marché par procédure négociée.

En séance du 14 août 2013, nous avons désigné l'entreprise adjudicataire de ces travaux au montant de son offre régulière s'élevant à 23.390,68 € hors TVA, soit 28.302,72 € TVA comprise.

En cours d'exécution, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires pour un montant de 13.793,32 € hors TVA et révisions.

Ces travaux supplémentaires reconnus nécessaires consistent principalement en :

- de la peinture sur bois et panneaux ligneux (préservation du bois des châssis) suite à la reprise des travaux après une longue période depuis l'établissement des travaux non finalisés par l'entreprise défaillante, mise en évidence de la dégradation trop rapide des peintures effectuées sur les menuiseries;
- la livraison et la pose d'une nouvelle porte d'entrée, le réglage de la porte d'entrée étant impossible à réaliser techniquement après une si longue période sans mise en conformité et les charnières tordues nécessitant le remplacement du cadre complet.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver ces travaux supplémentaires reconnus nécessaires.

Des subsides, à hauteur de 90 %, seront sollicités."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa décision du 21 mai 2012 de passer un marché pour compte de travaux ayant pour objet la bonne finition des travaux de rénovation de façades à la rue Gallait – Phase 1 (Objectif Convergence) estimé à ± 21.000,00 € TVA comprise et de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que le Collège communal, en séance du 14 août 2013, a désigné l'entreprise adjudicataire de ces travaux au montant de son offre régulière s'élevant à 23.390,68 € hors TVA, soit 28.302,72 € TVA comprise;

Considérant qu'en cours d'exécution, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires pour un montant de 13.793,32 € hors TVA et révisions;

Considérant que ces travaux supplémentaires reconnus nécessaires consistent principalement en :

- de la peinture sur bois et panneaux ligneux (préservation du bois châssis) suite à la reprise des travaux après une longue période depuis l'établissement des travaux non finalisés par l'entreprise défaillante, mise en évidence de la dégradation trop rapide des peintures effectuées sur les menuiseries
- la livraison et la pose d'un nouvelle porte d'entrée, le réglage de la porte d'entrée étant impossible à réaliser techniquement après une si longue période sans mise en conformité et les charnières tordues nécessitant le remplacement du cadre complet;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE :

les travaux supplémentaires reconnus nécessaires repris dans le décompte final des travaux de rénovation d'un ensemble de façades (1^{ère} phase) dans le cadre de l'Objectif Convergence, revitalisation intégrée du cœur de ville, au montant de 13.793,32 € hors TVA et révisions;

DECIDE :

de solliciter les subsides sur ces travaux supplémentaires reconnus nécessaires.

Monsieur le Conseiller communal **C.MICHEZ** rentre en séance.

10. Musée des Beaux-Arts. Travaux d'extension. Marché de services. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La note d'intention établie par le conservateur du Musée, M. DE RYCKE, en collaboration avec la direction du Patrimoine culturel de la Communauté française en date du 10 février 2014, stipule ce qui suit :

" Le seul musée conçu par Victor Horta (1908-1928)

Le Musée des Beaux-arts de Tournai est un ensemble patrimonial exceptionnel, à la fois par son architecture et par l'importance de ses collections artistiques.

Seul musée jamais conçu en tant que tel par l'architecte Victor Horta (1907-1928), le bâtiment, de plan fort original en forme de «tortue», offre un exemple intéressant de transition entre l'art nouveau et le modernisme d'inspiration «Art déco». Par sa précocité chronologique (inauguré en 1928, ses premiers projets remontent toutefois à 1907), il constitue sans doute l'un des tout premiers prototypes de musée «moderne» à l'échelon international.

Sa belle façade monumentale en pierre calcaire de Tournai reprend notamment les fameux motifs à enroulement végétal, qui firent à la fois la renommée de l'architecte et du mouvement «Art nouveau» qu'il inspira. L'articulation dynamique et la forte lisibilité de ses espaces intérieurs sont également remarquables, offrant de multiples perspectives sans cesse renouvelées, tant en direction de l'atrium central abritant les sculptures que vers les différentes salles d'exposition latérales et périphériques présentant les peintures, ce qui constitue son caractère unique. Enfin, la couverture intégrale du bâtiment par des verrières lui assure une luminosité exceptionnelle.

La cinquième collection de peinture en Belgique (plus de 3.000 œuvres au total).

La collection de peintures, de dessins et de sculptures embrasse la période ancienne et moderne (XV^{ème}-XIX^{ème}), avec quelques ajouts contemporains; elle est essentiellement composée de la fameuse collection du grand mécène Henri Van Cutsem († 1904) ainsi que d'anciens fonds locaux et est généralement reconnue par les spécialistes comme l'une des cinq collections de peinture les plus importantes de Belgique.

Son extraordinaire ensemble de peinture impressionniste française doit également être considéré comme le plus riche du pays, avec quelques chefs-d'œuvre de renommée mondiale, tels les deux Manet, Argenteuil et Chez le Père Lathuille, seules œuvres de cet artiste figurant en Belgique, auxquelles s'ajoutent encore des créations exceptionnelles de Seurat, Monet, Van Gogh, Toulouse-Lautrec et Fantin-Latour.

Une très importante collection de peintures et, surtout, de dessins belges du XIX^{ème} siècle, largement inconnus et inédits, la complète utilement et offre un panorama complet des tendances romantiques, réalistes, symbolistes et impressionnistes les mieux représentées dans notre pays à cette époque (Gallait, De Braekeleer, Khnopff, Ensor).

Mais l'art ancien ne démerite pas non plus, avec un remarquable ensemble représentatif de la peinture des anciens Pays-Bas depuis le XV^{ème} jusqu'au XVII^{ème} siècle, comprenant des

œuvres autographes d'artistes de premier plan, comme Roger de le Pasture, Jean Gossart, Pierre Bruegel, Rubens, Jordaens et Van Dyck.

La vocation principale du musée est de se situer comme institution régionale, nationale et internationale majeure au regard de cette double attractivité, architecturale et picturale «moderne». C'est elle qui forme la spécificité et la complémentarité unique de l'institution, non seulement par rapport au paysage muséal belge qui lui est apparenté, mais encore et surtout par rapport aux nombreuses institutions de référence présentes dans la région transfrontalière de l'Eurométropole «Lille-Courtrai-Tournai», au sein de laquelle elle s'inscrit géographiquement.

Le regroupement exclusif envisagé de la collection «Van Cutsem» au sein de l'écrin architectural d'origine conçu expressément pour l'abriter devrait permettre de renforcer l'harmonisation visuelle de ce dernier et lui restituer virtuellement sa finalité originale – dans l'imaginaire de Victor Horta – d'être une forme d'œuvre d'art «totale», sorte d'architecture «rêvée» (le contenu répondant parfaitement au contenant), que les Allemands traduisent par l'expression propre de «Gesamtkunstwerke».

Ce regroupement de l'art «moderne» (peinture et sculpture de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle) dans le bâtiment Horta actuel, pour autant que les conditions de conservation en termes d'hygrométrie, de température et de luminosité y soient assurées, permettrait de rendre le musée existant à sa vocation historique et symbolique première : exposer la collection Van Cutsem dans un espace architectural considéré comme contemporain de l'époque de sa création.

Toujours conformément à sa destination d'origine, la grande salle dite «Gallait» abritant les deux tableaux de très grandes dimensions de cet artiste d'origine tournaisienne sera idéalement maintenue et élargie à la présentation d'œuvres de la première moitié du XIX^{ème} siècle, formant de cette façon une introduction générale à la transition moderne incarnée par le legs Van Cutsem.

L'atrium retrouvera également sa vocation première, amplifiée, d'être un espace consacré à la sculpture.

Quant à la «tête» de la tortue et les deux petites rondes qui la précèdent, leur configuration particulière en termes de faible hauteur et d'éclairage réduit les destinent naturellement, tout comme à l'origine, à la présentation de dessins ou plans d'architecture. Cependant, l'existence, aux côtés de cette collection de peinture et de dessins «incontournable» pour le XIX^{ème} siècle, formant le cœur des collections, d'un remarquable ensemble pictural «ancien», comprenant quelques œuvres majeures de la peinture des anciens Pays-Bas (Campin, de le Pasture, Bosch, Gossart, Bruegel, Rubens, Van Dyck, Jordaens, Snijders, Van Kessel, Van Goyen, Wilhem Kalf) ajoute encore une vocation «généraliste» à la première destination, naturellement prioritaire. Il serait donc souhaitable de la présenter dans un espace séparé du bâtiment Horta – sa future extension – afin de ne pas entraver la configuration idéale de ce dernier, précédemment décrite.

Il serait par ailleurs souhaitable que la future extension du musée puisse intégrer un certain nombre d'œuvres contemporaines naturellement destinées à y être exposées.

La nature essentiellement «figurative» des œuvres ainsi contenues dans les collections permanentes anciennes et modernes actuelles du musée détermine la philosophie générale du parcours d'exposition qu'il serait souhaitable de mettre en place autour de la notion de «sens», leurs représentations variées à répartir dans différentes catégories thématiques étant à la fois le reflet du monde extérieur, de la société et de la culture des époques où elles furent créées.

S'agissant du futur aménagement du complexe muséal (bâtiment Horta + extension) des Beaux-arts à Tournai, un problème essentiel à résoudre a trait à la visibilité de celui-ci, totalement enclavé et masqué de nos jours, dont Horta lui-même déplorait déjà dans ses mémoires qu'il fut situé «en un endroit perdu» et donc en quelque sorte caché. A ce titre, la proximité des remparts historiques de la ville (porte Saint-Martin) et du boulevard

périphérique (de Lalaing) tout proche peut représenter une opportunité en vue de créer un repère visible du plus grand nombre (lieu de transit automobile important).

En revanche, l'aménagement intérieur du musée, fondamental tant sur un plan scénographique que pédagogique, devra s'ouvrir aux publics les plus larges et diversifiés possibles, incluant touristes étrangers (contraintes signalétiques multilingues), familles, personnes à mobilité réduite ou malvoyantes ainsi que visiteurs individuels ou groupés. Différents niveaux de lecture seront donc à prévoir.

Il est important de réserver des zones de repos au sein des surfaces d'exposition. Il faut enfin réfléchir à la question du «circuit» de visite et donc de l'articulation entre la visite du bâtiment Horta actuel et celle de la future extension, la gestion harmonieuse des flux de visiteurs déterminant également les modalités alternatives d'entrée et de sortie du musée, l'une et l'autre pouvant éventuellement se faire dans des bâtiments distincts (par exemple entrée par le musée actuel et sortie par la nouvelle annexe ou inversement).

Conformément à l'esprit d'origine du bâtiment souhaité par Victor Horta, le nouvel aménagement et la future extension tenteront de répondre à l'idée d'une «œuvre d'art totale», au sein de laquelle enveloppe extérieure et disposition intérieure se répondent harmonieusement dans une adéquation originale entre la forme et la fonction.

I. Les surfaces d'exposition

Des 3.000 pièces environ que compte aujourd'hui la collection du musée, à peine un dixième de celles-ci peuvent actuellement être exposées faute d'espace et en tenant compte d'un impératif esthétique, qui veut que l'accrochage des peintures, dessins et sculptures soit suffisamment léger afin de ne pas nuire à la beauté du cadre architectural qui est, dans ce cas spécifique, indispensable.

Une difficulté a trait à l'accrochage des œuvres, qui doit étudier la possibilité d'utiliser à la fois les cimaises murales (exclusivement dévolues à l'exposition – sur trois niveaux de hauteur – dans le bâtiment d'origine, mais limitant ainsi la capacité totale d'œuvres exposées) et des cimaises mobiles.

Le parcours d'exposition veillera également à mettre en exergue de façon singulière un certain nombre d'œuvres « phares » («highlights») des collections (les deux Manet, Seurat, Gallait, etc.).

A. Les expositions permanentes

Le musée des Beaux-arts de Tournai a été construit comme un musée «contemporain» accueillant des œuvres contemporaines (la collection Van Cutsem). Ainsi, le parti souhaité est de réintégrer les œuvres de cette période (ensemble du XIX^{ème} siècle) dans le musée actuel, afin de garantir une homogénéité et une cohérence de présentation de ces collections. Ce regroupement ne pourra se faire que dans la mesure où les conditions de conservation peuvent être respectées dans cet espace. Les collections d'art ancien seront donc reléguées dans l'extension du musée.

1. Collection Van Cutsem

La présentation de cette collection se déclinerait en trois parties et serait installée dans le bâtiment existant :

- Collection Van Cutsem : sculptures et peintures en regroupements thématiques
- Collection Van Cutsem : dessins (roulement dans la présentation pour sortir les œuvres des réserves)
- Dessins et plans de Victor Horta, les spécificités du musée.

2. Collection d'œuvres anciennes

Seule une sélection qualitative (100 à 150 œuvres) serait présentée en regroupements thématiques (grands thèmes de l'humanité : Allégories / Portrait / Paysages / Nature morte / Foi et dévotion...).

La présentation d'une sélection qualitative nécessitera la mise en œuvre d'une campagne de restauration spécifique à cet accrochage.

→ **Espaces expositions permanentes :**

- **Salles permanentes actuelles : environ 2.000 m²**
- **Salles permanentes supplémentaires : environ 1.000 m².**

B. Les Expositions temporaires

Le Musée des Beaux-arts de Tournai a la volonté de se classer au rang d'un musée de catégorie A. Pour ce faire, il sera indispensable de mettre en place une politique d'expositions temporaires comprenant la création d'une exposition d'envergure par an et la mise en place d'une deuxième exposition, soit simplement accueillie et produite par ailleurs, soit créée par le musée mais de plus petite envergure. Ce schéma nécessite la construction d'un espace d'expositions temporaires modulable pour accueillir des expositions sur une surface allant de 400 à 800 m².

→ **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**

- **Définir une politique triennale d'exposition qui comprenne au minimum la création annuelle d'une exposition et l'accueil d'une exposition ainsi que la production, sous forme papier ou numérique, de catalogues, avec résumés multilingues et dossiers pédagogiques correspondants.**

1. Une exposition temporaire d'envergure

Les expositions, que nous souhaitons mettre en place, se définiraient autour de deux axes principaux :

- **Un lien fort avec les collections :** le choix de la thématique porterait sur une ou plusieurs œuvres de la collection, pour aller plus loin sur le thème choisi.
- **Une confrontation entre les œuvres de la collection et une période précise :** par exemple, intégrer des œuvres contemporaines pour créer un dialogue avec les collections du musée.

Ces expositions seraient documentées et à dimension clairement scientifique, établies sur une surface de 800 m². Elles seraient accompagnées d'un catalogue (150 à 200 pages).

2. Une exposition temporaire mineure

Le but de ces expositions serait moins scientifique, autrement dit plus abordable par un public plus large; elles seraient établies sur une surface plus restreinte (300 à 500 m²) et accompagnées d'un catalogue plus réduit (50 pages environ).

Tant dans le cas de l'exposition majeure que dans celui de l'exposition mineure, il s'agira de maintenir, conformément au décret, la double vocation scientifique et pédagogique du projet.

→ **Espaces expositions temporaires :**

**- salle expositions temporaires supplémentaire (cloisons modulables) :
environ 800 m²**

II. Fonctionnement

A. Les moyens matériels

Dans l'état actuel de ses infrastructures, le Musée des Beaux-arts de Tournai n'est pas à même de remplir ses différentes missions dans les domaines scientifique, esthétique, de la préservation et du loisir, comme outil «global» de culture. Le bâtiment existant, qui se limite au fond aujourd'hui à un «grand espace d'exposition ouvert», sorte de vaste galerie communicante sans espaces fonctionnels nettement séparés, ne permet pas notamment d'installer des services qui sont indispensables et trouvent place dans tous les musées modernes :

- des réserves suffisamment spacieuses, équipées et climatisées
- une salle d'expositions temporaires
- un centre de documentation et une bibliothèque (avec cabinet de consultation pour les dessins)
- une salle de conférence (avec équipement multimédia)
- un atelier de restauration
- des locaux techniques d'entretien
- des locaux d'administration (bureaux)
- un restaurant ou une cafétéria
- un lieu d'accueil convenable avec une boutique-librairie.

La sauvegarde des collections est par ailleurs actuellement mise en péril, tant au niveau des conditions d'isolation du bâtiment qu'à celui de leur sécurité.

Souhaitées par Victor Horta afin de dispenser un maximum de lumière à l'intérieur des salles du musée, les superbes verrières Art Nouveau qui couvrent la totalité de la surface en toiture produisent, à certains moments du jour ou de l'année, un excès de luminosité, qui nuit à la perception et à la protection de certaines œuvres ou au simple confort de vision dans lequel elles doivent être contemplées.

Par ailleurs, elles provoquent un échauffement excessif des espaces intérieurs, à la manière d'un effet de serre. Cet échauffement est à la fois dommageable pour les œuvres, qui ne peuvent de ce fait être exposées à température et à taux d'humidité constants, ainsi que pour les visiteurs, dont le confort de visite est perturbé par l'élévation de température.

Il y aura donc lieu de remédier à ce double inconvénient par l'installation d'une climatisation globale du bâtiment et par une intervention spécifique sur les verrières afin de réduire leur taux d'intensité lumineuse au moyen d'un filtrage.

Enfin, le manque d'isolation thermique et lumineuse des verrières se double encore d'un problème d'étanchéité locale des toitures, dont le zingage doit être entièrement rénové.

Dans le domaine de la sécurité, il y a lieu également de revoir entièrement le système de protection des œuvres, tant au niveau de leur isolement individuel (mise à distance du spectateur, placement occasionnel de vitrines) que de leur surveillance visuelle (caméras). La sécurité générale du bâtiment doit être également entièrement réexaminée et renforcée.

La mise en valeur des œuvres exposées pourrait encore être améliorée par l'installation d'un éclairage d'appoint artificiel devant permettre des modulations d'éclairage ponctuel (ambiance) en soutien de l'éclairage diffus dispensé par les verrières. Un éclairage artificiel spécifique est de toute façon indispensable pour pouvoir exposer les dessins, très fragiles, dans de bonnes conditions.

Il est souhaitable que la présentation esthétique des œuvres comme telle soit également valorisée par l'installation occasionnelle de vitrines (incorporées ou non dans les murs) destinées à isoler certaines œuvres particulièrement importantes, précieuses ou vulnérables, ou par l'aménagement de cloisons permettant de subdiviser l'espace des salles, en vue de créer un circuit d'exposition, l'exposition actuelle des tableaux étant exclusivement réservée aux cimaises.

1. Conditions d'exposition à respecter (luminosité, hygrométrie et température)

- Luminosité : peinture 150 lux maximum
- Dessin 50 lux maximum
- Teneur UV en microwatts par lumen : maximum 75 $\mu\text{W}/\text{lumen}$)
- Hygrométrie : entre 45 et 55 % idéalement
- Température : entre 18 et 20 degrés idéalement

La stabilité hygrométrique est primordiale.

Les conditions dans le musée actuel ne sont absolument pas respectées, ce qui pose de réels problèmes de conservation. Le musée doit donc être rénové dans sa partie existante et devra bien sûr respecter les normes pour la partie extension, tout cela dans le but de répondre aux exigences de classification en catégorie A.

2. Les locaux techniques à intégrer

- Cafétéria pour le personnel
- Sanitaires pour le personnel (ca 16 personnes)
- Local de repos pour les gardiens
- Local retour vidéo/sécurité
- Atelier technique (mobiliier exposition, etc.)
- Atelier restauration
- Atelier de préparation (emballage, gestion in/out des œuvres)
- Local d'entretien
- Salle de réunion (20 personnes en U)
- 4-5 bureaux (conservation,...)

→ Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :

- **Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.**

- Réserves :

Les réserves doivent permettre une circulation facile des œuvres et des personnes, la ventilation et l'hygrothermie ainsi que les taux de luminosité doivent être contrôlés et réglables. Cette partie doit être intégrée à la nouvelle construction, elle doit comprendre un quai de déchargement sécurisé à double ouverture pour les mouvements d'œuvres, des grilles de stockage (les grilles actuelles peuvent être réintégrées, mais il faudra prévoir des grilles supplémentaires et des espaces pour les sculptures). La superficie nécessaire estimée des réserves est d'environ 500 m². Il faudra prévoir une hauteur de plafond suffisante, calibrée sur la mesure des œuvres de la plus grande dimension au sein des collections. Le système d'entreposage est à définir, sous forme de «compactus» ou de grilles. Un «cabinet de dessins» est à prévoir également, indépendamment de l'entreposage des peintures et des sculptures

- **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**
- **Développer la cohérence de la collection et en assurer sa pérennité**
 - **Disposer les collections dans des locaux d'exposition ou de conservation répondant aux normes définies par l'ICOM et dispenser les accréditations d'accès aux réserves**

3. Les services d'accueil au public

- Accueil (à articuler avec la notion de circuit de visite : entrée/sortie topographiquement regroupées ou distinctes)
- Vestiaires (éventuellement en sous-sol)
- Sanitaires (éventuellement en sous-sol)
- Atelier pédagogique
- Centre de documentation polyvalent (bibliothèque/archives muséales)
- Boutique (prévoir un accès unique à la boutique par l'extérieur, sans possibilité d'entrer dans le musée – Prévoir la boutique en fin de parcours muséal)
- Cafétéria panoramique disposant d'une terrasse (prévoir un accès unique à la cafétéria par l'extérieur sans possibilité d'entrer dans le musée et un accès du musée vers la cafétéria pour ceux qui ont payé l'entrée)
- Salle de conférence (150 places) : elle doit se situer dans la même zone que la cafétéria, avec une accessibilité similaire
- Salle vidéo projection (intégrée ou non à la salle de conférence)

→ **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**

- **Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.**
- Le concept d'auberge musée / Atelier d'artiste (en résidence)

Le Musée des Beaux-Arts de la Ville de Tournai souhaiterait se doter d'un atelier d'artiste pour mettre en place une politique d'accueil d'artiste en résidence. Ainsi le musée recevrait un artiste par an qui travaillerait sur une thématique spécifique. Il y aurait ensuite une restitution de son travail sous forme d'exposition ou simplement d'accrochage. Ce projet pourrait se réaliser en partenariat avec l'auberge de jeunesse toute proche du musée. L'atelier devrait idéalement être intégré à l'auberge de jeunesse, mais totalement indépendant du musée.

B. Les moyens humains

1. + 16,5 postes (soit 12 postes supplémentaires)

Il est évident que ce type de structure nécessite des moyens humains importants pour un fonctionnement optimal. Un minimum de 12 postes est nécessaire pour l'ouverture d'une telle structure, tant pour répondre aux normes de la catégorie A que, surtout, pour permettre un bon fonctionnement.

Nombre de postes ETP	Fonction
1	Direction / Conservation
0.5	Attaché de conservation
1	Administration / Comptabilité / Secrétariat
2.5	Accueil
0.5	Documentation (centre de documentation des œuvres / bibliothèque)
1 + Vacataires (animateurs)	Pédagogie (atelier enfants + salle Van der Weyden 150 m²/ programmation enfants / scolaires)
1	Poste régisseur : emballage / accès aux réserves facile
1	Poste de restaurateur : restauration et encadrement
1	Poste mécénat et relation presse / communication avec un minipôle infographie et impression
6	Gardiens
1	Boutique du musée

→ **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**

- **Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.**
- **Produire au moins deux ouvrages par an sous format papier ou numérique ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires de l'institution** (mini-pôle infographie et impression).
- **Etablir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique** [Pédagogie (atelier enfants / programmation enfants / scolaires)]
- **Disposer d'une politique de communication multilingue et utilisant de façon optimale l'ensemble des moyens d'information** (Poste communication)
- **Disposer d'un centre de documentation accessible au public au minimum 3 jours par semaine** [Documentation (centre de documentation des œuvres / bibliothèque)].

III. Eléments budgétaires

A. Coût des travaux

Réhabilitation bâtiment Horta

- Salles publiques : $2.190,89 \text{ m}^2 \times 1.890,00 \text{ €} = 4.140.782,00 \text{ €}$

- Sous sol : $991,01 \text{ m}^2 \times 1.250,00 \text{ €} = 1.238.763,00 \text{ €}$

Soit : 5.379.545,00 €

Construction Extension

- Exposition : $1.800 \text{ m}^2 \times 1.890,00 \text{ €} = 3.402.000,00 \text{ €}$

- Services : $1.200 \text{ m}^2 \times 1.250,00 \text{ €} = 1.500.000,00 \text{ €}$

Coût annexes : 1.000.000,00 €

Soit un total de 11.281.545,00 €

B. Budget de fonctionnement

Budget global 2010 (approximatif)

DEPENSES		RECETTES	
Masse salariale	180.805,80 €	Ville de Tournai	405.805,80 €
Eau/Gaz/ Electricité	40.000,00 €	Subsides Communauté française	25.000,00 €
Téléphonie	2.000,00 €	Sponsor et mécènes	40.000,00 €
Travaux divers	2.000,00 €	Entrées expo temporaire (6.500) $4.000 \times 6,00 \text{ €}$ $1.500 \times 4,00 \text{ €}$ $1.000 \times 2,00 \text{ €}$	32.000,00 €
Frais exposition	100.000,00 €	Entrées exposition permanente (10.000) $4.000 \times 3,00 \text{ €}$ $2.500 \times 2,00 \text{ €}$ $3.000 \times 1,00 \text{ €}$ 500 gratuites	20.000,00 €
Frais extraordinaires	150.000,00 €		
Frais de déplacement			
Fourniture bureaux			
Acquisition	35.000,00 €		
Restauration	12.000,00 €		
Soirées	1.000,00 €		
Total	522.805,80 €		522.805,80 €

Budget global 2015 (prévisionnel)

DEPENSES		RECETTES	
Masse salariale	540.000,00 €	Ville de Tournai	500.000,00 €
Eau / Gaz / Electricité	80.000,00 €	Subsides Communauté française	290.000,00 €
Téléphonie	6.000,00 €	Sponsor et mécènes	50.000,00 €
Travaux divers	4.000,00 €	Entrées exposition temporaire (10.000) 5.000 x 8,00 € 3.000 x 4,00 € 2.000 x 2,00 €	56.000,00 €
Frais d'exposition	150.000,00 €	Entrées exposition permanente (20.000) 8.000 x 6,00 € 5.000 x 3,00 € 6.000 x 1,00 € 1.000 gratuites	69.000,00 €
Frais extraordinaires	100.000,00 €	Location de salles	15.000,00 €
Frais de déplacement		Prêt d'œuvre	5.000,00 €
Fourniture bureaux	X 3		
Acquisition	50.000,00 €		
Restauration	50.000,00 €		
Soirées	5.000,00 €		
Total	985.000,00 €		985.000,00 €

Il s'agit à ce stade d'une simple note d'intention qui fera l'objet d'une validation ultérieure.

Dans ce cadre, nous vous proposons d'approuver les mode et conditions de passation du marché relatif à la désignation d'une équipe d'auteur de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour la rénovation et l'extension du bâtiment existant conçu par Victor HORTA."

D'emblée, le **Président** de séance apporte la précision suivante :

"Le dossier contient une note. Je voudrais en préciser le statut. A ce stade, cette note est soumise aux Conseillers par simple volonté de transparence. C'est une note unilatérale de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle n'a pas fait l'objet d'une délibération du Collège. Nous reviendrons ultérieurement devant le Conseil communal pour un débat de fond. Aujourd'hui, nous ne nous prononçons pas à son sujet. Nous n'en prenons même pas acte. Elle nous est donnée pour information. Par contre, nous devons nous prononcer sur le marché de services."

Pour ECOLO, Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** fait l'intervention suivante :

"C'est un projet important, de grande envergure pour notre Ville. Nous l'avons déjà soutenu lorsqu'il est passé au Conseil sous l'ancienne majorité. Cette note peut donner un attrait bien plus important pour ce musée. Mais elle pose des questions par rapport aux propositions budgétaires qui sont faites, dans le contexte budgétaire difficile que connaît notre Ville.

Pourrons-nous supporter le coût de fonctionnement de ce nouveau projet ?"

Madame la Conseillère communale du cdH, **H.CLEMENT-COUPLET**, intervient à son tour :

"Nous sommes favorables à la rénovation et à l'extension du Musée des Beaux-Arts. Mais on sait qu'un tel projet va coûter énormément et il ne doit en aucun cas réduire les moyens octroyés aux services de base à la population et à l'aide sociale à Tournai. Deux questions subsistent après avoir lu tout le dossier :

- 1) Quel est le niveau de subvention garanti à l'heure actuelle ?
- 2) Quel est le niveau de subvention maximum raisonnablement espéré si d'éventuels financements complémentaires existent ? Nous pensons qu'il faut rester prudent. Car d'autres projets comme la Maison de la Culture sont également à l'étude. Il ne faut donc pas surévaluer nos possibilités budgétaires. Nous restons prudents par rapport au budget de ce projet."

Le **Président** de séance précise à nouveau que le Conseil communal ne doit pas se prononcer sur le contenu de la note qui n'a pas de statut politique. Il n'est dès lors pas possible de répondre actuellement aux questions du cdH. Il s'agit pour le moment d'approuver les mode et conditions du marché de services.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, paragraphe 2, 3° de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant la note d'intention établie par le conservateur du Musée en collaboration avec la direction du Patrimoine culturel de la Communauté française en date du 10 février 2014, stipulant ce qui suit :

" Le seul musée conçu par Victor Horta (1908-1928)

Le Musée des Beaux-arts de Tournai est un ensemble patrimonial exceptionnel, à la fois par son architecture et par l'importance de ses collections artistiques.

Seul musée jamais conçu en tant que tel par l'architecte Victor Horta (1907-1928), le bâtiment, de plan fort original en forme de «tortue», offre un exemple intéressant de transition entre l'art nouveau et le modernisme d'inspiration «Art déco». Par sa précocité chronologique (inauguré en 1928, ses premiers projets remontent toutefois à 1907), il constitue sans doute l'un des tout premiers prototypes de musée «moderne» à l'échelon international.

Sa belle façade monumentale en pierre calcaire de Tournai reprend notamment les fameux motifs à enroulement végétal, qui firent à la fois la renommée de l'architecte et du mouvement «Art nouveau» qu'il inspira. L'articulation dynamique et la forte lisibilité de ses espaces intérieurs sont également remarquables, offrant de multiples perspectives sans cesse renouvelées, tant en direction de l'atrium central abritant les sculptures que vers les différentes salles d'exposition latérales et périphériques présentant les peintures, ce qui constitue son caractère unique. Enfin, la couverture intégrale du bâtiment par des verrières lui assure une luminosité exceptionnelle.

La cinquième collection de peinture en Belgique (plus de 3.000 œuvres au total).

La collection de peintures, de dessins et de sculptures embrasse la période ancienne et moderne (XV^{ème}-XIX^{ème}), avec quelques ajouts contemporains; elle est essentiellement composée de la fameuse collection du grand mécène Henri Van Cutsem († 1904) ainsi que d'anciens fonds locaux et est généralement reconnue par les spécialistes comme l'une des cinq collections de peinture les plus importantes de Belgique.

Son extraordinaire ensemble de peinture impressionniste française doit également être considéré comme le plus riche du pays, avec quelques chefs-d'œuvre de renommée mondiale, tels les deux Manet, Argenteuil et Chez le Père Lathuille, seules œuvres de cet artiste figurant en Belgique, auxquels s'ajoutent encore des créations exceptionnelles de Seurat, Monet, Van Gogh, Toulouse-Lautrec et Fantin-Latour.

Une très importante collection de peintures et, surtout, de dessins belges du XIX^{ème} siècle, largement inconnus et inédits, la complète utilement et offre un panorama complet des tendances romantiques, réalistes, symbolistes et impressionnistes les mieux représentées dans notre pays à cette époque (Gallait, De Braekeleer, Khnopff, Ensor).

Mais l'art ancien ne démerite pas non plus, avec un remarquable ensemble représentatif de la peinture des anciens Pays-Bas depuis le XV^{ème} jusqu'au XVII^{ème} siècle, comprenant des œuvres autographes d'artistes de premier plan, comme Roger de le Pasture, Jean Gossart, Pierre Bruegel, Rubens, Jordaens et Van Dyck.

La vocation principale du musée est de se situer comme institution régionale, nationale et internationale majeure au regard de cette double attractivité, architecturale et picturale «moderne». C'est elle qui forme la spécificité et la complémentarité unique de l'institution, non seulement par rapport au paysage muséal belge qui lui est apparenté, mais encore et surtout par rapport aux nombreuses institutions de référence présentes dans la région transfrontalière de l'Eurométropole «Lille-Courtrai-Tournai», au sein de laquelle elle s'inscrit géographiquement.

Le regroupement exclusif envisagé de la collection «Van Cutsem» au sein de l'écrin architectural d'origine conçu expressément pour l'abriter devrait permettre de renforcer l'harmonisation visuelle de ce dernier et lui restituer virtuellement sa finalité originale – dans l'imaginaire de Victor Horta – d'être une forme d'œuvre d'art «totale», sorte d'architecture «rêvée» (le contenu répondant parfaitement au contenant), que les Allemands traduisent par l'expression propre de «Gesamtkunstwerke».

Ce regroupement de l'art «moderne» (peinture et sculpture de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle) dans le bâtiment Horta actuel, pour autant que les conditions de conservation en termes d'hygrométrie, de température et de luminosité y soient assurées, permettrait de rendre le musée existant à sa vocation historique et symbolique première : exposer la collection Van Cutsem dans un espace architectural considéré comme contemporain de l'époque de sa création.

Toujours conformément à sa destination d'origine, la grande salle dite «Gallait» abritant les deux tableaux de très grandes dimensions de cet artiste d'origine tournaissienne sera idéalement maintenue et élargie à la présentation d'œuvres de la première moitié du XIX^{ème} siècle, formant de cette façon une introduction générale à la transition moderne incarnée par le legs Van Cutsem.

L'atrium retrouvera également sa vocation première, amplifiée, d'être un espace consacré à la sculpture.

Quant à la «tête» de la tortue et les deux petites rotondes qui la précèdent, leur configuration particulière en termes de faible hauteur et d'éclairage réduit les destinent naturellement, tout comme à l'origine, à la présentation de dessins ou plans d'architecture.

Cependant, l'existence, aux côtés de cette collection de peinture et de dessins «incontournable» pour le XIX^{ème} siècle, formant le cœur des collections, d'un remarquable ensemble pictural «ancien», comprenant quelques œuvres majeures de la peinture des anciens Pays-Bas (Campin, de le Pasture, Bosch, Gossart, Bruegel, Rubens, Van Dyck, Jordaens, Snijders, Van Kessel, Van Goyen, Wilhem Kalf) ajoute encore une vocation «généraliste» à la première destination, naturellement prioritaire. Il serait donc souhaitable de la présenter dans un espace séparé du bâtiment Horta – sa future extension – afin de ne pas entraver la configuration idéale de ce dernier, précédemment décrite.

Il serait par ailleurs souhaitable que la future extension du musée puisse intégrer un certain nombre d'œuvres contemporaines naturellement destinées à y être exposées.

La nature essentiellement «figurative» des œuvres ainsi contenues dans les collections permanentes anciennes et modernes actuelles du musée détermine la philosophie générale du parcours d'exposition qu'il serait souhaitable de mettre en place autour de la notion de «sens», leurs représentations variées à répartir dans différentes catégories thématiques étant à la fois le reflet du monde extérieur, de la société et de la culture des époques où elles furent créées.

S'agissant du futur aménagement du complexe muséal (bâtiment Horta + extension) des Beaux-arts à Tournai, un problème essentiel à résoudre a trait à la visibilité de celui-ci, totalement enclavé et masqué de nos jours, dont Horta lui-même déplorait déjà dans ses mémoires qu'il fut situé «en un endroit perdu» et donc en quelque sorte caché. A ce titre, la proximité des remparts historiques de la ville (porte Saint-Martin) et du boulevard périphérique (Lalaing) tout proche peut représenter une opportunité en vue de créer un repère visible du plus grand nombre (lieu de transit automobile important).

En revanche, l'aménagement intérieur du musée, fondamental tant sur un plan scénographique que pédagogique, devra s'ouvrir aux publics les plus larges et diversifiés possibles, incluant touristes étrangers (contraintes signalétiques multilingues), familles, personnes à mobilité réduite ou malvoyantes ainsi que visiteurs individuels ou groupés. Différents niveaux de lecture seront donc à prévoir.

Il est important de réserver des zones de repos au sein des surfaces d'exposition. Il faut enfin réfléchir à la question du «circuit» de visite et donc de l'articulation entre la visite du bâtiment Horta actuel et celle de la future extension, la gestion harmonieuse des flux de visiteurs déterminant également les modalités alternatives d'entrée et de sortie du musée, l'une et l'autre pouvant éventuellement se faire dans des bâtiments distincts (par exemple entrée par le musée actuel et sortie par la nouvelle annexe ou inversement).

Conformément à l'esprit d'origine du bâtiment souhaité par Victor Horta, le nouvel aménagement et la future extension tenteront de répondre à l'idée d'une «œuvre d'art totale»,

au sein de laquelle enveloppe extérieure et disposition intérieure se répondent harmonieusement dans une adéquation originale entre la forme et la fonction.

I. Les surfaces d'exposition

Des 3.000 pièces environ que compte aujourd'hui la collection du musée, à peine un dixième de celles-ci peuvent actuellement être exposées faute d'espace et en tenant compte d'un impératif esthétique, qui veut que l'accrochage des peintures, dessins et sculptures soit suffisamment léger afin de ne pas nuire à la beauté du cadre architectural qui est, dans ce cas spécifique, indispensable.

Une difficulté a trait à l'accrochage des œuvres, qui doit étudier la possibilité d'utiliser à la fois les cimaises murales (exclusivement dévolues à l'exposition – sur trois niveaux de hauteur – dans le bâtiment d'origine, mais limitant ainsi la capacité totale d'œuvres exposées) et des cimaises mobiles.

Le parcours d'exposition veillera également à mettre en exergue de façon singulière un certain nombre d'œuvres «phares» («highlights») des collections (les deux Manet, Seurat, Gallait, etc.).

A. Les Expositions permanentes

Le musée des Beaux-arts de Tournai a été construit comme un musée «contemporain» accueillant des œuvres contemporaines (la collection Van Cutsem). Ainsi, le parti souhaité est de réintégrer les œuvres de cette période (ensemble du XIX^{ème} siècle) dans le musée actuel, afin de garantir une homogénéité et une cohérence de présentation de ces collections. Ce regroupement ne pourra se faire que dans la mesure où les conditions de conservation peuvent être respectées dans cet espace. Les collections d'art ancien seront donc reléguées dans l'extension du musée.

1. Collection van Cutsem

La présentation de cette collection se déclinerait en trois parties et serait installée dans le bâtiment existant :

- Collection Van Cutsem : sculptures et peintures en regroupements thématiques
- Collection Van Cutsem : dessins (roulement dans la présentation pour sortir les œuvres des réserves)
- Dessins et plans de Victor Horta, les spécificités du musée.

2. Collection d'œuvres anciennes

Seule une sélection qualitative (100 à 150 œuvres) serait présentée en regroupements thématiques (grands thèmes de l'humanité : Allégories / Portrait / Paysages / Nature morte / Foi et dévotion...).

La présentation d'une sélection qualitative nécessitera la mise en œuvre d'une campagne de restauration spécifique à cet accrochage.

→ **Espaces expositions permanentes :**

- **Salles permanentes actuelles : environ 2.000 m²**
- **Salles permanentes supplémentaires : environ 1.000 m².**

B. Les Expositions temporaires

Le Musée des Beaux-arts de Tournai a la volonté de se classer au rang d'un musée de catégorie A. Pour ce faire, il sera indispensable de mettre en place une politique d'expositions temporaires comprenant la création d'une exposition d'envergure par an et la mise en place d'une deuxième exposition, soit simplement accueillie et produite par ailleurs, soit créée par le musée mais de plus petite envergure. Ce schéma nécessite la construction d'un espace d'expositions temporaires modulable pour accueillir des expositions sur une surface allant de 400 à 800 m².

→ **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**

- **Définir une politique triennale d'exposition qui comprenne au minimum la création annuelle d'une exposition et l'accueil d'une exposition ainsi que la production, sous forme papier ou numérique, de catalogues, avec résumés multilingues et dossiers pédagogiques correspondants.**

1. Une exposition temporaire d'envergure

Les expositions que nous souhaitons mettre en place se définiraient autour de deux axes principaux :

- **Un lien fort avec les collections** : le choix de la thématique porterait sur une ou plusieurs œuvres de la collection, pour aller plus loin sur le thème choisi.
- **Une confrontation entre les œuvres de la collection et une période précise** : par exemple, intégrer des œuvres contemporaines pour créer un dialogue avec les collections du musée.

Ces expositions seraient documentées et à dimension clairement scientifique, établies sur une surface de 800 m². Elles seraient accompagnées d'un catalogue (150 à 200 pages).

2. Une exposition temporaire mineure

Le but de ces expositions serait moins scientifique, autrement dit plus abordable par un public plus large; elles seraient établies sur une surface plus restreinte (300 à 500 m²) et accompagnées d'un catalogue plus réduit (50 pages environ).

Tant dans le cas de l'exposition majeure que dans celui de l'exposition mineure, il s'agira de maintenir, conformément au décret, la double vocation scientifique et pédagogique du projet.

→ **Espaces expositions temporaires :**

- **salle expositions temporaires supplémentaire (cloisons modulables) : environ 800 m²**

II. Fonctionnement

A. Les moyens matériels

Dans l'état actuel de ses infrastructures, le Musée des Beaux-arts de Tournai n'est pas à même de remplir ses différentes missions dans les domaines scientifique, esthétique, de la préservation et du loisir, comme outil «global» de culture.

Le bâtiment existant, qui se limite au fond aujourd'hui à un «grand espace d'exposition ouvert», sorte de vaste galerie communicante sans espace fonctionnel nettement séparé, ne permet pas notamment d'installer des services qui sont indispensables et trouvent place dans tous les musées modernes :

- des réserves suffisamment spacieuses, équipées et climatisées
- une salle d'expositions temporaires
- un centre de documentation et une bibliothèque (avec cabinet de consultation pour les dessins)
- une salle de conférence (avec équipement multimédia)
- un atelier de restauration
- des locaux techniques d'entretien
- des locaux d'administration (bureaux)
- un restaurant ou une cafétéria
- un lieu d'accueil convenable avec une boutique-librairie.

La sauvegarde des collections est par ailleurs actuellement mise en péril, tant au niveau des conditions d'isolation du bâtiment qu'à celui de leur sécurité.

Souhaitées par Victor Horta afin de dispenser un maximum de lumière à l'intérieur des salles du musée, les superbes verrières Art Nouveau qui couvrent la totalité de la surface en toiture produisent, à certains moments du jour ou de l'année, un excès de luminosité, qui nuit à la perception et à la protection de certaines œuvres ou au simple confort de vision dans lequel elles doivent être contemplées.

Par ailleurs, elles provoquent un échauffement excessif des espaces intérieurs, à la manière d'un effet de serre. Cet échauffement est à la fois dommageable pour les œuvres, qui ne peuvent de ce fait être exposées à température et à taux d'humidité constants, ainsi que pour les visiteurs, dont le confort de visite est perturbé par l'élévation de température.

Il y aura donc lieu de remédier à ce double inconvénient par l'installation d'une climatisation globale du bâtiment et par une intervention spécifique sur les verrières afin de réduire leur taux d'intensité lumineuse au moyen d'un filtrage.

Enfin, le manque d'isolation thermique et lumineuse des verrières se double encore d'un problème d'étanchéité locale des toitures, dont le zingage doit être entièrement rénové.

Dans le domaine de la sécurité, il y a lieu également de revoir entièrement le système de protection des œuvres, tant au niveau de leur isolement individuel (mise à distance du spectateur, placement occasionnel de vitrines) que de leur surveillance visuelle (caméras). La sécurité générale du bâtiment doit être également entièrement réexaminée et renforcée.

La mise en valeur des œuvres exposées pourrait encore être améliorée par l'installation d'un éclairage d'appoint artificiel devant permettre des modulations d'éclairage ponctuel (ambiance) en soutien de l'éclairage diffus dispensé par les verrières. Un éclairage artificiel spécifique est de toute façon indispensable pour pouvoir exposer les dessins, très fragiles, dans de bonnes conditions.

Il est souhaitable que la présentation esthétique des œuvres comme telle soit également valorisée par l'installation occasionnelle de vitrines (incorporées ou non dans les murs) destinées à isoler certaines œuvres particulièrement importantes, précieuses ou vulnérables, ou par l'aménagement de cloisons permettant de subdiviser l'espace des salles, en vue de créer un circuit d'exposition, l'exposition actuelle des tableaux étant exclusivement réservée aux cimaises.

1. Conditions d'exposition à respecter (luminosité, hygrométrie et température)

- Luminosité : peinture 150 lux maximum
- Dessin 50 lux maximum
- Teneur UV en microwatts par lumen : maximum 75 $\mu\text{W/lumen}$
- Hygrométrie : entre 45 et 55 % idéalement
- Température : entre 18 et 20 degrés idéalement

La stabilité hygrométrique est primordiale.

Les conditions dans le musée actuel ne sont absolument pas respectées, ce qui pose de réels problèmes de conservation. Le musée doit donc être rénové dans sa partie existante et devra bien sûr respecter les normes pour la partie extension, tout cela dans le but de répondre aux exigences de classification en catégorie A.

2. Les locaux techniques à intégrer

- Cafétéria pour le personnel
- Sanitaires pour le personnel (ca 16 personnes)
- Local de repos pour les gardiens
- Local retour vidéo/sécurité
- Atelier technique (meublé d'exposition, etc.)
- Atelier restauration
- Atelier de préparation (emballage, gestion in/out des œuvres)
- Local d'entretien
- Salle de réunion (20 personnes en U)
- 4-5 bureaux (conservation,...)

→ Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :

- **Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.**

- Réserves :

Les réserves doivent permettre une circulation facile des œuvres et des personnes, la ventilation et l'hygrothermie ainsi que les taux de luminosité doivent être contrôlés et réglables. Cette partie doit être intégrée à la nouvelle construction, elle doit comprendre un quai de déchargement sécurisé à double ouverture pour les mouvements d'œuvres, des grilles de stockage (les grilles actuelles peuvent être réintégrées, mais il faudra prévoir des grilles supplémentaires et des espaces pour les sculptures). La superficie nécessaire estimée des réserves est d'environ 500 m². Il faudra prévoir une hauteur de plafond suffisante, calibrée sur la mesure des œuvres de la plus grande dimension au sein des collections. Le système d'entreposage est à définir, sous forme de «compactus» ou de grilles. Un «cabinet de dessins» est à prévoir également, indépendamment de l'entreposage des peintures et des sculptures

- **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**
- **Développer la cohérence de la collection et en assurer sa pérennité**
 - **Disposer les collections dans des locaux d'exposition ou de conservation répondant aux normes définies par l'ICOM et dispenser les accréditations d'accès aux réserves**

3. Les services d'accueil au public

- Accueil (à articuler avec la notion de circuit de visite : entrée/sortie topographiquement regroupées ou distinctes)
- Vestiaires (éventuellement en sous-sol)
- Sanitaires (éventuellement en sous-sol)
- Atelier pédagogique
- Centre de documentation polyvalent (bibliothèque/archives muséales)
- Boutique (prévoir un accès unique à la boutique par l'extérieur, sans possibilité d'entrer dans le musée – Prévoir la boutique en fin de parcours muséal)
- Cafétéria panoramique disposant d'une terrasse (prévoir un accès unique à la cafétéria par l'extérieur sans possibilité d'entrer dans le musée et un accès du musée vers la cafétéria pour ceux qui ont payé l'entrée)
- Salle de conférence (150 places) : elle doit se situer dans la même zone que la cafétéria, avec une accessibilité similaire
- Salle vidéo-projection (intégrée ou non à la salle de conférence)

- **Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :**
- **Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.**

- Le concept d'auberge musée / Atelier d'artiste (en résidence)

Le Musée des Beaux-arts de la ville de Tournai souhaiterait se doter d'un atelier d'artiste pour mettre en place une politique d'accueil d'artiste en résidence. Ainsi le musée recevrait un artiste par an qui travaillerait sur une thématique spécifique. Il y aurait ensuite une restitution de son travail sous forme d'exposition ou simplement d'accrochage. Ce projet pourrait se réaliser en partenariat avec l'auberge de jeunesse toute proche du musée. L'atelier devrait idéalement être intégré à l'auberge de jeunesse, mais totalement indépendant du Musée.

B. Les moyens humains

1. + 16,5 postes (soit 12 postes supplémentaires)

Il est évident que ce type de structure nécessite des moyens humains importants pour un fonctionnement optimal. Un minimum de 12 postes est nécessaire pour l'ouverture d'une telle structure, tant pour répondre aux normes de la catégorie A que, surtout, pour permettre un bon fonctionnement.

Nombre de postes ETP	Fonction
1	Direction / Conservation
0,5	Attaché de conservation
1	Administration / Comptabilité / Secrétariat
2,5	Accueil
0,5	Documentation (centre de documentation des œuvres / bibliothèque)
1 + Vacataires (animateurs)	Pédagogie (atelier enfants + salle Van der Weyden 150 m ² / programmation enfants / scolaires)
1	Poste régisseur : emballage / accès aux réserves facile
1	Poste de restaurateur : restauration et encadrement
1	Poste mécénat et relation presse / communication avec un mini-pôle infographie et impression
6	Gardiens
1	Boutique du musée

→ Pour répondre aux exigences de la classification du musée en catégorie A :

- Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil au public ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail.
- Produire au moins deux ouvrages par an sous format papier ou numérique ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires de l'institution (mini-pôle infographie et impression).
- Etablir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique [Pédagogie (atelier enfants / programmation enfants / scolaires)]
- Disposer d'une politique de communication multilingue et utilisant de façon optimale l'ensemble des moyens d'information (Poste communication)
- Disposer d'un centre de documentation accessible au public au minimum 3 jours par semaine Documentation [centre de documentation des œuvres / bibliothèque].

III. Eléments budgétaires

A. Coût des travaux

Réhabilitation bâtiment Horta

- Salle publique : $2.190,89 \text{ m}^2 \times 1.890,00 \text{ €} = 4.140.782,00 \text{ €}$

- Sous-sol : $991,01 \text{ m}^2 \times 1.250,00 \text{ €} = 1.238.763,00 \text{ €}$

Soit : 5.379.545,00 €

Construction Extension

- Exposition : $1.800 \text{ m}^2 \times 1.890,00 \text{ €} = 3.402.000,00 \text{ €}$

- Services : $1.200 \text{ m}^2 \times 1.250,00 \text{ €} = 1.500.000,00 \text{ €}$

Coût annexes 1.000.000,00 €

Soit un total de 11.281.545,00 €

B. Budget de fonctionnement

Budget global 2010 (approximatif)

DEPENSES		RECETTES	
Masse salariale	180.805,80 €	Ville de Tournai	405.805,80 €
Eau / Gaz / Electricité	40.000,00 €	Subsides Communauté française	25.000,00 €
Téléphonie	2.000,00 €	Sponsor et mécènes	40.000,00 €
Travaux divers	2.000,00 €	Entrées expositions temporaire (6.500) 4.000 x 6,00 € 1.500 x 4,00 € 1.000 x 2,00 €	32.000,00 €
Frais exposition	100.000,00 €	Entrées exposition permanente (10.000) 4.000 x 3,00 € 2.500 x 2,00 € 3.000 x 1,00 € 500 gratuites	20.000,00 €
Frais extraordinaires	150.000,00 €		
Frais de déplacement			
Fourniture bureaux			
Acquisition	35.000,00 €		
Restauration	12.000,00 €		
Soirées	1.000,00 €		
Total	522.805,80 €		522.805,80 €

Budget global 2015 (prévisionnel)

DEPENSES		RECETTES	
Masse salariale	540.000,00 €	Ville de Tournai	500.000,00 €
Eau / Gaz / Electricité	80.000,00 €	Subsides Communauté française	290.000,00 €
Téléphonie	6.000,00 €	Sponsor et mécènes	50.000,00 €
Travaux divers	4.000,00 €	Entrées exposition temporaire (10.000) 5.000 x 8,00 € 3.000 x 4,00 € 2.000 x 2,00 €	56.000,00 €
Frais d'exposition	150.000,00 €	Entrées exposition permanente (20.000) 8.000 x 6,00 € 5.000 x 3,00 € 6.000 x 1,00 € 1.000 gratuites	69.000,00 €
Frais extraordinaires	100.000,00 €	Location de salles	15.000,00 €
Frais de déplacement		Prêt d'œuvre	5.000,00 €
Fourniture bureaux	X 3		
Acquisition	50.000,00 €		
Restauration	50.000,00 €		
Soirées	5.000,00 €		
Total	985.000,00 €		985.000,00 € ";

Considérant qu'il s'agit à ce stade d'une simple note d'intention qui fera l'objet d'une validation ultérieure;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteur de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour la rénovation et l'extension du Musée des Beaux-Arts.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée avec publicité européenne conformément à l'article 26, paragraphe 2, 3° de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : d'arrêter les critères de sélection comme suit :

III.2.1) Situation personnelle des opérateurs économiques, et, le cas échéant, exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Par le seul fait de déposer une offre, le soumissionnaire atteste ne pas se trouver dans l'une des situations d'exclusion décrites à l'article 61 § 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera, néanmoins, avant d'attribuer le marché, la situation du soumissionnaire qui a déposé l'offre économiquement la plus avantageuse, soit directement en consultant les bases de données du Fédéral ou l'application *Digiflow*, soit, quand cette vérification préalable ne peut s'effectuer, en demandant au soumissionnaire de lui communiquer les attestations requises par la réglementation.

III.2.2) Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Le candidat joindra à son dossier de candidature la preuve de la souscription à une assurance de responsabilité professionnelle auprès d'un organisme assureur présentant toutes les garanties de faisabilité.

Ce document doit être fourni pour tous les opérateurs économiques spécialisés dans les différents services relatifs à la mission avec lesquels le candidat envisage de travailler, qu'il s'agisse de partenaires de l'association momentanée ou de sous-traitants.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant)

III.2.3) Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Par l'application combinée des articles 68, 72 et 73 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le candidat devra fournir :

- [1] Une note expliquant ses motivations à présenter sa candidature en faisant valoir comment il entend mettre en œuvre son savoir-faire compte tenu de la programmation prévue pour le lieu, du contexte existant, des contraintes et enjeux (une page A4, maximum 4.000 signes espaces compris) [article 68 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011]
- [2] Une liste définissant le rôle de chaque partenaire dans l'équipe auteur de projet mise en place, avec la qualification professionnelle des différents membres (qu'il s'agisse de partenaires de l'association momentanée ou de sous-traitants), leurs compétences spécifiques ou formations complémentaires (une page A4) [article 72, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 15 juillet 2011].

- [3] Une note de maximum une page A4 où le candidat

expliquera comment il a composé cette équipe, pourquoi il envisage de travailler, le cas échéant, en association et/ou avec ces sous-traitants, en quoi ils ont une vision commune des enjeux du projet dont question ici, et en quoi ils se complètent (une page A4, maximum 4.000 signes espaces compris) [combinaison des articles 72, alinéa 1^{er}, 3^o et 10^o de l'arrêté royal du 15 juillet 2011].

- | | |
|--|---|
| <p>[4] La présentation détaillée de trois références pertinentes (construites ou non) au cours des trois dernières années. Ces trois références seront issues des productions tous membres de l'équipe confondus. La présentation se fera uniquement à l'aide des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un texte introductif motivant la pertinence de chaque référence (maximum 300 signes espaces compris/référence); - photos et/ou dessins, plans, croquis (maximum 4) permettant de juger la qualité des références présentées; - une note d'une demi-page (maximum 2.000 signes, espaces compris) présentant le parti architectural du projet, les solutions techniques originales, le rôle du candidat, le statut du projet (réalisé, en chantier, concours non remporté, etc.), le budget et les moyens humains mis en oeuvre; si la référence a été construite, l'indication des montants de l'estimation, de l'adjudication et du décompte final, éventuellement accompagnée d'une note justificative, ainsi qu'une attestation de bonne exécution émanant du maître de l'ouvrage. <p>[5] Uniquement pour le(s) bureau(x) d'architecture et le muséographe, la liste des projets en cours avec le planning prévisionnel.</p> <p>[6] Uniquement pour le(s) bureau(x) d'architecture et le muséographe, le cas échéant, la liste des prix reçus et/ou des publications dont son (leur) travail a fait l'objet.</p> <p>[7] Pour chaque opérateur économique, sous forme de simple liste, les principales missions pouvant constituer des références, construites ou non au cours des trois dernières années, avec leur date de réalisation, leur destinataire, le type de maîtrise d'œuvre (association momentanée, sous-traitance, collaboration extérieure, etc.) et leur montant. Ces références doivent être classées par type de bâtiment (logements, bureaux, bâtiments publics, bâtiments culturels, etc.) ou type d'ouvrage d'art, et préciser s'il s'agit d'une rénovation, d'une restauration ou d'une nouvelle construction, ainsi que le statut du projet (réalisé, en chantier, concours non remporté, etc.).</p> | <p>Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant) :</p> |
|--|---|

[8] Un CD-ROM ou autre support informatique contenant les PDF en qualité d'impression des documents décrits aux points [1] à [7] de cette section. L'ensemble de ces documents doit permettre au Maître de l'ouvrage de se rendre compte de la capacité de l'équipe à mener à bien le projet et de la nature de sa production.

Article 4 : de limiter à 5 maximum le nombre de candidats à sélectionner.

Article 5 : de transmettre la présente délibération aux fins de subvention auprès de la Communauté Française.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à l'autorité de Tutelle.

Article 7 : d'inscrire les crédits couvrant les honoraires du bureau d'architectes désigné en modification budgétaire 2014.

11. Crédit d'impulsion 2013. Aménagement cyclable et piéton à Tournai. Projet modifié. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le 19 avril 2013, nous avons décidé d'approuver le dossier projet relatif à l'aménagement cyclable et piéton, rue des Volontaires, avenue Bozière, carrefour Marvis, avenue Decraene, rue du Onzième Régiment d'Artillerie, rue Floc à Brebis, rue de la Madeleine et rue Saint-Martin à Tournai dans le cadre du crédit d'impulsion 2013 et marqué notre accord sur le principe de financement de ce projet.

Cette subvention correspond à un taux de 75 %, limité au montant de 250.000,00 €.

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à ces travaux.

Le devis estimatif des travaux s'élevait à 275.435,00 € hors TVA, soit 333.276,35 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires étaient prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2013.

Le 27 mai 2013, vous avez approuvé les mode et conditions de passation de ce marché.

Le 20 décembre 2013, nous avons décidé de renoncer à la procédure d'attribution de ce marché conformément à l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, tel que modifié par l'article 30 de la loi du 5 août 2011 [modification du statut du parking du Centre Public d'Action Sociale (CPAS)], et de prévoir le crédit nécessaire en modification budgétaire extraordinaire 2014 pour la réalisation d'un nouveau marché.

Le Bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à ces travaux en tenant compte de cette modification.

Les travaux comprennent notamment :

- La démolition et/ou le démontage de terre plein aménagé
- Les déblais localisés
- La réalisation de fondation en empierrement
- La réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- La réalisation de fondation en béton maigre pour terre-plein
- La fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné pour piste cyclable
- La fourniture et la pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- La fourniture et la pose d'éléments linéaires
- La réalisation d'un marquage au sol
- La réalisation d'un îlot directionnel
- La fourniture et la pose de coussins ralentisseurs de vitesse
- La mise à niveau d'éléments divers.

Le devis estimatif des travaux de ce projet modifié s'élève à 275.285,00 € hors TVA, soit 333.094,85 € TVA comprise.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Nous savons tous qu'il existe des accouchements difficiles, des portées très longues. Ce projet pourra être nominé dans cette catégorie. Petit historique : première décision du Collège le 9 juin 2011 : décision d'un projet important inscrivant Tournai dans le cadre des villes-pilotes de Wallonie cyclable. En octobre 2011, le bureau d'études estime qu'il ne peut être prêt pour présenter le projet au budget 2012. Le collège décide de représenter ce projet en crédit d'impulsion 2012, le dossier devant être déposé au Ministre avant le 1^{er} octobre 2012. A nouveau, le bureau d'études ne sera pas prêt pour cette date butoir. Heureusement, le Ministre est bon prince et accepte à nouveau la présentation de ce projet pour le crédit d'impulsion 2013. Le bureau d'études était "fin prêt" avant fin 2013 mais il a fallu renoncer au marché public à cause du parking de Choiseul. Pourtant, ce n'est qu'un élément d'un projet beaucoup plus vaste. Pourquoi avoir dû renoncer à ce marché public qui représente quand même 300.000,00 € à cause de ce seul élément ? Les cyclistes sont impatients de voir Tournai ville cyclable."

Madame la Conseillère communale du cdH, **H.CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

" Je vois qu'il est question d'aménager la rue des Volontaires. J'aurais voulu savoir s'il était possible de prolonger cet aménagement dans le futur et vers le pont Morel de la chaussée de Renaix. Quand on vient de Renaix vers Tournai, il n'y a plus rien au pied du pont Morel. C'est extrêmement dangereux car les vélos doivent se déporter sur la route. On pourrait espérer un aménagement au pied du pont Morel, côté chaussée de Renaix."

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** répond à ces interventions :

" Tout vient à point à qui sait attendre. Nous avons eu des problèmes techniques au niveau de Choiseul. La Commission cycliste est attentive à ces projets. Une proposition vous sera prochainement soumise concernant l'aménagement des ceintures des boulevards incluant l'accès par la chaussée de Renaix ou par la chaussée de Bruxelles. Tous ces projets se réaliseront bien entendu en fonction des moyens disponibles."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la décision du Collège communal du 19 avril 2013 approuvant le dossier projet relatif à l'aménagement cyclable et piéton, rue des Volontaires, avenue Bozière, carrefour Marvis, avenue Decraene, rue du Onzième Régiment d'Artillerie, rue Flocc à Brebis, rue de la Madeleine et rue Saint Martin à Tournai dans le cadre du crédit d'impulsion 2013 et marquant accord sur le principe de financement de ce projet;

Considérant que cette subvention correspond à un taux de 75 %, limité au montant de 250.000,00 €;

Considérant que le Bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à ces travaux;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élevait à 275.435,00 € hors TVA, soit 333.276,35 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires étaient prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2013;

Considérant sa décision du 27 mai 2013, approuvant les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que la décision du Collège communal du 20 décembre 2013 de renoncer à la procédure d'attribution de ce marché conformément à l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, tel que modifié par l'article 30 de la loi du 5 août 2011 [modification du statut du parking du Centre Public d'Action Sociale (CPAS)], et de prévoir le crédit nécessaire en modification budgétaire extraordinaire 2014 pour la réalisation d'un nouveau marché;

Considérant que le Bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à ces travaux en tenant compte de cette modification;

Considérant que les travaux comprennent notamment :

- La démolition et/ou le démontage de terre-plein aménagé
- Les déblais localisés
- La réalisation de fondation en empierrement
- La réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- La réalisation de fondation en béton maigre pour terre-plein
- La fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné pour piste cyclable
- La fourniture et la pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- La fourniture et la pose d'éléments linéaires
- La réalisation d'un marquage au sol
- La réalisation d'un îlot directionnel
- La fourniture et la pose de coussins ralentisseurs de vitesse
- La mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux de ce projet modifié s'élève à 275.285,00 € hors TVA, soit 333.094,85 € TVA comprise;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement cyclable et piéton, rue des Volontaires, avenue Bozière, carrefour Marvis, avenue Decraene, rue du Onzième Régiment d'Artillerie, rue Flocc à Brebis, rue de la Madeleine et rue Saint-Martin à Tournai dans le cadre du crédit d'impulsion 2013, estimés à 275.285,00 € hors TVA, soit 333.094,85 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :

- un certificat d'agrément en catégorie C - classe 3;
- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics;
- une attestation ONSS relative à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport au jour de l'ouverture des offres.

Article 5 : les crédits nécessaires seront prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à la Tutelle générale d'annulation.

12. Vérification endoscopique du réseau d'égouttage dans l'entité de Tournai 2014. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin de contrôler l'état des réseaux d'égouttage préalablement aux études de réhabilitation ou de remplacement de canalisations, il est nécessaire de procéder à l'endoscopie des conduites.

En effet, la visite réalisée par caméra autotractée permet d'établir un rapport détaillé des avaries aboutissant à des choix constructifs lorsque les cahiers des charges sont dressés.

Afin de permettre le passage du chariot audiovisuel, un curage préalable du réseau s'impose.

Les investigations de réseaux n'étant pas connues à ce jour, puisque sollicitées, au fur et à mesure de l'année qui s'écoule, par la Société publique de Gestion de l'Eau, organe co-financeur dans le cadre des travaux d'égouttage, il est apparu opportun d'établir un marché de travaux à commande.

Il sera donc demandé aux entreprises interrogées de s'engager sur des prix unitaires, les commandes partielles définiront quantités et délais d'exécution propre à chaque intervention en fonction des demandes formulées par l'Organisme d'épuration agréé (IPALLE) pour le compte de la SPGE, et ce dans le respect du budget global prévu à cet effet. Si les endoscopies sont prises en charge par la SPGE, les curages restent financièrement à charge de la Ville. Les frais relatifs aux endoscopies seront donc réclamés à la SPGE.

Nous vous proposons de passer ce marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage sur l'entité de Tournai à concurrence du montant du crédit disponible soit la somme de 50.000,00 € par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Des crédits sont inscrits sous l'article 877/733-60 du budget extraordinaire 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'afin de contrôler l'état des réseaux d'égouttage préalablement aux études de réhabilitation ou de remplacement de canalisations, il est nécessaire de procéder à l'endoscopie des conduites;

Attendu que la visite réalisée par caméra autotractée permet d'établir un rapport détaillé des avaries aboutissant à des choix constructifs lorsque les cahiers des charges sont dressés;

Considérant qu'afin de permettre le passage du chariot audiovisuel, un curage préalable du réseau s'impose;

Considérant qu'étant donné que les investigations de réseaux ne sont pas connues à ce jour puisque sollicitées, au fur et à mesure de l'année qui s'écoule, par la Société publique de Gestion de l'Eau, organe cofinanceur dans le cadre des travaux d'égouttage, il est apparu opportun d'établir un marché de travaux à commande;

Considérant qu'il sera donc demandé aux entreprises interrogées de s'engager sur des prix unitaires, les commandes partielles définiront quantités et délais d'exécution propres à chaque intervention en fonction des demandes formulées par l'Organisme d'épuration agréé (IPALLE) pour le compte de la SPGE, et ce dans le respect du budget global prévu à cet effet;

Considérant que si les endoscopies sont prises en charge par la SPGE, les curages restent financièrement à charge de la Ville;

Considérant que les frais relatifs aux endoscopies seront donc réclamés à la SPGE;

Considérant que ce marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage sur l'entité de Tournai sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 et ce à concurrence du montant du crédit disponible du crédit soit la somme de 50.000,00 €;

Considérant que les crédits sont inscrits sous l'article 877/733-60 du budget extraordinaire 2014;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage sur l'entité de Tournai et ce pour un montant à concurrence du crédit soit la somme de 50.000,00 €.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'annexe à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : des crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 877/733-60.

13. Service espaces verts. Réparation de la faucheuse. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La faucheuse du Service espaces verts est hors d'usage.

Les réparations à effectuer consistent essentiellement dans le remplacement d'axes et bagues des bras de la faucheuse, du tournage et remplacement des portes d'axes des vérins de carcasse et bras de sécurité ainsi que la réparation de fuites hydrauliques et canalisations d'huile pour un coût estimé de 7.000,00 € TVA comprise.

La faucheuse devrait être opérationnelle pour le mois d'avril afin que le Service espaces verts puisse effectuer le fauchage des fossés des voiries communales.

L'objectif prioritaire de l'entretien des bords de routes étant la sécurité des usagers, il convient de maintenir la visibilité de la chaussée, des équipements et de la signalisation, de garantir la lisibilité de la route, de permettre l'arrêt sur le bas-côté.

Ces travaux permettent également l'évacuation des eaux de pluie, l'implantation des équipements routiers et de panneaux, l'accès des riverains.

Il convient dès lors de passer un marché de services ayant pour objet la réparation de la faucheuse du Service espaces verts.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 5.785,12 € hors TVA soit 7.000,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 7.000,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 766/745-51.

Il appartient à votre Assemblée d'admettre cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la faucheuse du Service espaces verts est hors d'usage;

Considérant que les réparations à effectuer consistent essentiellement dans le remplacement d'axes et bagues des bras de la faucheuse, du tournage et du remplacement des portes d'axes des vérins de carcasse et bras de sécurité ainsi que la réparation de fuites hydrauliques et canalisations d'huile pour un coût estimé de 7.000,00 € TVA comprise;

Considérant que la faucheuse devrait être opérationnelle pour le mois d'avril 2014 afin que le Service espaces verts puisse effectuer le fauchage des fossés des voiries communales;

Considérant que l'objectif prioritaire de l'entretien des bords de routes est la sécurité des usagers et qu'il convient donc de maintenir la visibilité de la chaussée, des équipements et de la signalisation, de garantir la lisibilité de la route, de permettre l'arrêt sur le bas-côté;

Considérant que ces travaux permettent également l'évacuation des eaux de pluie, l'implantation des équipements routiers et de panneaux, l'accès des riverains;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la réparation de la faucheuse du Service espaces verts pour un montant estimé à 7.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (Disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 7.000,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 766/745-51.

Article 5 : admet la dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues.

14. Service voirie. Réparation de la grue Liebherr. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La grue Liebherr du Service voirie est hors d'usage.

Les réparations à effectuer consistent essentiellement dans le remplacement du tableau de commande, du capteur tour moteur et de deux batteries, ainsi qu'éventuellement de la carte électronique et du boîtier GLD s'il est constaté qu'ils sont à remplacer lors du démontage pour un coût estimé de 9.000,00 € TVA comprise.

Cette grue est la seule disponible au sein du Service travaux qui offre un tonnage de 15 T et un bras articulé en deux parties.

Elle est couramment utilisée pour la manutention de charges lourdes, notamment pour le curage de fossés de l'entité, pour le chargement des déchets végétaux et inertes, pour des terrassements divers et pour le chargement du sel de déneigement en période hivernale.

Il convient dès lors de passer un marché de services ayant pour objet la réparation de la grue Liebherr du Service voirie.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 7.438,02 € hors TVA soit 9.000,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 9.000,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 421/745-98.

Il appartient à votre Assemblée d'admettre cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la grue Liebherr du Service voirie est hors d'usage;

Considérant que les réparations à effectuer consistent essentiellement dans le remplacement du tableau de commande, du capteur tour moteur et de deux batteries, ainsi qu'éventuellement la carte électronique et le boîtier GLD s'il est constaté qu'ils sont à remplacer lors du démontage, pour un coût estimé de 9.000,00 € TVA comprise;

Considérant que cette grue est la seule disponible au sein du Services travaux qui offre un tonnage de 15 T et un bras articulé en deux parties;

Considérant qu'elle est couramment utilisée pour la manutention de charges lourdes, notamment pour le curage de fossés de l'entité, pour le chargement des déchets végétaux et inertes, pour des terrassements divers et pour le chargement du sel de déneigement en période hivernale;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la réparation de la grue Liebherr du Service voirie pour un montant estimé à 9.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 9.000,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 421/745-98.

Article 5 : admet la dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** sort de séance.

15. Service mobilité. Acquisition de vélos pliables. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai fait partie du plan "Commune Wallonie cyclable". L'un des volets de ce plan est la promotion de l'utilisation du vélo par les agents communaux et plus particulièrement par le Service mobilité.

Actuellement, les agents de ce service utilisent leur vélo personnel pour leurs déplacements en ville et lors de l'épreuve des brevets cyclistes dans les différentes écoles de l'entité (plus ou moins 25 classes par an).

Renseignements pris auprès du Service assurances de la Ville, il s'avère que l'usage des vélos personnels dans le cadre de déplacements professionnels ne peut être pris en compte par les assurances de la Ville en cas de vol ou de dégâts.

Il est donc nécessaire que les agents puissent disposer de vélos communaux adaptés à leurs différentes activités professionnelles.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs.

Un crédit global de 3.500,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2014.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale cdH, **H.CLEMENT-COUPLET**, félicite le Collège pour son choix : "la rolls du vélo pliable !" s'exclame-t-elle.

Poursuivant sur un ton ironique, Madame la Conseillère communale du cdH, **M.WILLOCQ**, regrette que le Collège n'ait pas songé à l'acquisition de vélos électriques, "pour arriver plus vite au sommet du Mont-Saint-Aubert".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai fait partie du plan "Commune Wallonie cyclable" et que l'un des volets de ce plan est la promotion de l'utilisation du vélo par les agents communaux et plus particulièrement par le Service mobilité;

Considérant qu'actuellement, les agents de ce service utilisent leur vélo personnel pour leurs déplacements en ville et lors de l'épreuve des brevets cyclistes dans les différentes écoles de l'entité (plus ou moins 25 classes par an);

Considérant que l'usage des vélos personnels dans le cadre de déplacements professionnels ne peut être pris en compte par les assurances de la Ville en cas de vol ou de dégâts;

Considérant qu'il est donc nécessaire que les agents puissent disposer de vélos communaux adaptés à leurs différentes activités professionnelles;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs;

Considérant qu'un crédit global de 3.500,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2014;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de vélos pliables destiné au Service mobilité, estimé à ± 3.500,00 € TVA comprise.
Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : un crédit global de 3.500,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2014.

Monsieur le Conseiller communal **L-D.CASTERMAN** sort de séance.

16. Ecole communale du Val d'Orcq. Acquisition de matériel électrique. Mode et conditions de passation du marché.

Le point est retiré. Le Collège souhaite examiner une proposition alternative.

Monsieur le Conseiller communal **D.SMETTE** sort de séance.

17. ASBL Inter Barry. Fourniture et pose de deux poêles à pellets dans la buvette. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Propriétés de la Ville, les infrastructures de l'ASBL Inter Barry sise rue Bonneau à Barry sont gérées par le club de football sur base d'une convention de gestion que vous avez approuvée en séance du 22 octobre 2012.

Dans la buvette, le système de chauffage par aérothermes alimentés au propane est obsolète depuis 2 ans et son utilisation est à proscrire au vu des dysfonctionnements et de la non-conformité des tuyauteries d'alimentation de propane.

Le Service interne de prévention et de protection (SIPP) avait déjà dressé un rapport le 4 décembre 2012 signalant l'insécurité de cette installation.

Eu égard au coût élevé d'une nouvelle installation au propane dans la salle de l'Inter Barry, il est jugé préférable d'installer deux poêles à pellets de 12 kW chacun.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 35.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7643/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que, propriété de la Ville, les infrastructures de l'ASBL Inter Barry sise rue Bonneau à Barry sont gérées par le club de football sur base d'une convention de gestion approuvée en séance du 22 octobre 2012;

Considérant que, dans la buvette du club de football Inter Barry, le système de chauffage par aérothermes alimentés au propane est obsolète depuis 2 ans et que son utilisation est à proscrire au vu des dysfonctionnements et de la non-conformité des tuyauteries d'alimentation de propane;

Considérant que le Service interne de prévention et de protection (SIPP) avait déjà dressé un rapport le 4 décembre 2012 signalant l'insécurité de cette installation;

Considérant qu'eu égard au coût élevé d'une nouvelle installation au propane dans la salle de l'Inter Barry, il est jugé préférable d'installer deux poêles à pellets de 12 kW chacun;

Considérant que l'estimation de ce marché s'élève à ± 7.450,00 € hors TVA soit ± 9.014,50 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et la pose de deux poêles à pellets destinés à la buvette de l'ASBL Inter Barry pour un montant estimé à ± 9.015,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 35.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7643/724-60.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** et Monsieur le Conseiller communal **L-D.CASTERMAN** rentrent en séance.

18. Musée d'Histoire militaire. Acquisition d'éléments et d'accessoires d'éclairage. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin d'embellir les salles d'exposition, halls et cage d'escalier du Musée d'Histoire militaire et dans la perspective du centenaire de la première guerre mondiale, des éléments et accessoires d'éclairage doivent être acquis.

Ce matériel sera mis en œuvre par le personnel communal.

Nous vous proposons dès lors de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'éléments et accessoires d'éclairage destinés au Musée d'Histoire militaire dont le coût est estimé à 22.637,00 € hors TVA, soit 27.390,77 € TVA comprise.

Ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 771/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Nous ne vous suivrons pas dans cette dépense. C'est un choix politique. 27.000,00 €, ce n'est pas rien. Nous avons vu que d'autres musées ont aussi des besoins, notamment le musée de Folklore. Nous savons aussi que la réflexion sur les musées bat son plein. Je sais que c'est un musée où il y a le moins de fréquentation. Même si nous sommes en 2014, nous ne savons pas dans quelle réflexion globale par rapport à 2014-2018 ce musée se situe. Nous pensons que c'est une très grosse dépense pour un musée dont nous ne connaissons pas l'avenir."

Monsieur l'Echevin de la Culture, **T.BOUZIANE**, rappelle que cette dépense concerne la rénovation de l'éclairage. Ce dernier doit être remplacé dans le cadre de la restauration du Musée, en prévision des commémorations de la guerre 1914-1918. Le dossier, dans son ensemble, a déjà été soumis au Conseil communal. Il propose que la Commission du Conseil soit réunie pour examiner l'ensemble du projet.

Les Conseillers ECOLO s'abstiennent sur ce point.

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'afin d'embellir les salles d'exposition, halls et cage d'escalier du Musée d'Histoire militaire et dans la perspective du centenaire de la première guerre mondiale, des éléments et accessoires d'éclairage doivent être acquis;

Considérant que ce matériel sera mis en œuvre par le personnel communal;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'éléments et accessoires d'éclairage destinés au Musée d'Histoire militaire dont le coût est estimé à 22.637,00 € hors TVA, soit 27.390, 77 € TVA comprise;

Considérant que ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire du 2014 sous l'article 771/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'éléments et d'accessoires d'éclairage destinés à l'embellissement des salles d'exposition du Musée d'Histoire militaire estimé à ± 22.637,00 € hors TVA soit 27.390,77 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 771/724-60.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, B.MAT, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, L.COUSAERT, M. A.MELLOUK, Mme MC.MARGHEM, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

19. Bibliothèque communale de Tournai. Restauration d'un manuscrit du XIII^{ème} siècle. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Bible avec gloses datant du XIII^{ème} siècle est l'un des plus anciens ouvrages que possède la Bibliothèque. La reliure est particulièrement dégradée et les cahiers se désolidarisent les uns des autres.

Il est donc nécessaire de procéder à la rénovation de ce manuscrit.

Le montant estimé de ce marché de services s'élève à ± 9.000,00 €, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 767/749-98.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G.DENONNE**, demande si cette œuvre sera exposée après restauration.

Monsieur l'Echevin de la Culture PS, **T.BOUZIANE**, rappelle que cette Bible fait partie du patrimoine de la Ville.
Elle a toujours été consultable et continuera à l'être à l'avenir.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de services ayant pour objet la restauration d'un manuscrit du XIII^{ème} siècle, la Bible avec gloses, appartenant à la Bibliothèque communale;

Considérant que le coût de ce marché est estimé à ± 9000,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la restauration d'un manuscrit du XIII^{ème} siècle, la Bible avec gloses, appartenant à la Bibliothèque communale de Tournai.

Article 2 : ce marché de services est estimé à ± 9.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 5 : un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 767/749-98.

20. Projet européen LICI. Etude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme INTERREG IVB, projet européen LICI (Lively Cities), projet de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), prévoit une étude pour la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte faisant l'objet d'un cofinancement par le F.E.D.E.R. (50 %) et la Wallonie (50 %).

La Ville de Tournai est l'un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre-Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet, et de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la ville de Lille (France), de la ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), des villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume-Uni).

La Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- place Verte, sur la rive droite de l'Escaut,
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut.

La réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains, les organismes publics ou privés qui y ont leur siège.

Un des volets de la réappropriation de la place Verte consiste en la mise à disposition de livres et de jeux à l'attention des communautés et des individus qui fréquentent cet espace public. A cette fin, il est nécessaire de prévoir sur cet espace un mobilier amovible permettant leur stockage et leur gestion au quotidien soit par les stewards de l'ASBL Tournai centre-ville, soit par les riverains eux-mêmes.

Il convient dès lors de passer un marché de services ayant pour objet l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 2.644,63 € hors TVA soit 3.200,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Seules les dépenses, tant pour l'étude que pour la réalisation de ce mobilier de stockage, réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le Fonds européen de Développement régional (F.E.D.E.R.) (50 %) et la Wallonie (50 %).

Les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 3.200,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 930/733-60. Le projet sera subventionné à 100 %.

Il appartient à votre Assemblée d'admettre cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le programme INTERREG IVB, projet européen LICI (Lively Cities), projet de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), prévoit une étude pour la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte faisant l'objet d'un cofinancement par le F.E.D.E.R (50 %) et la Wallonie (50 %);

Considérant que la Ville de Tournai est l'un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre-Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet, et de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la ville de Lille (France), de la ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), des villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume-Uni);

Considérant que la Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- place Verte, sur la rive droite de l'Escaut
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut;

Considérant que la réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains et les organismes publics ou privés qui y ont leur siège;

Considérant que l'un des volets de la réappropriation de la place Verte consiste en la mise à disposition de livres et de jeux à l'attention des communautés et des individus qui fréquentent cet espace public;

Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de prévoir sur cet espace un mobilier amovible permettant leur stockage et leur gestion au quotidien soit par les stewards de l'ASBL Tournai centre-ville, soit par les riverains eux-mêmes;

Considérant qu'il convient dès lors de passer un marché de services ayant pour objet l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 2.644,63 € hors TVA soit 3.200,00 € TVA comprise et qu'il ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que seules les dépenses, tant pour l'étude que pour la réalisation de ce mobilier de stockage, réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le F.E.D.E.R (50 %) et la Wallonie (50 %);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet l'étude pour la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte, étude inscrite dans le cadre du projet européen LICI pour un montant estimé à 3.200,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté, d'une part par la signature d'une convention par les parties et d'autre part sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : les crédits utiles pour couvrir la dépense ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2014. En vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un crédit de 3.200,00 € sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire sous l'article 930/733-60. Le projet sera subventionné à 100 %.

Article 5 : admet la dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues.

Monsieur le Conseiller communal **D.SMETTE** rentre en séance.

21. ASBL Maison des sports. Budget 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 25 novembre 1996, votre Assemblée a arrêté les termes de la convention passée entre la Ville de Tournai et l'ASBL Maison des Sports pour la concession d'exploitation du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai par l'ASBL Maison des sports et fixant les droits et obligations de chacune des deux parties.

A l'article 8 de cette convention, il est prévu que l'ASBL soumette son budget pour approbation au Conseil communal.

Le budget 2014 présente des dépenses et des recettes qui s'équilibrent comme suit :

Libellé	Dépenses
Bâtiment	45.300,00 €
Administration et bureautique	25.700,00 €
Organisationnel promotion	22.000,00 €
Personnel	10.400,00 €
Cafétéria	5.400,00 €
Total	108.800,00 €
Libellé	Recettes
Locations	83.000,00 €
Cafétéria	9.800,00 €
Sponsoring et subsides	4.500,00 €
Psychomotricité	2.500,00 €
Recettes diverses et exceptionnelles	1.500,00 €
Publicité	2.500,00 €
Produits financiers	3.000,00 €
Manifestations Conseil Sportif et Hall	2.000,00 €
Total	108.800,00 €

Il appartient à votre Assemblée d'approuver le budget 2014 de l'ASBL Maison des sports qui lui est soumis."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M-C.LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Nous acceptons ce budget car il a été voté à l'unanimité par l'assemblée générale. Nous supposons que l'assemblée a eu plus de renseignements que nous pour se prononcer sur ces chiffres. Il manque au moins une colonne sur le dernier compte déjà accepté 2012 ou 2013 ainsi que le dernier budget et quelques éléments permettant d'examiner la pertinence des actions menées afin que les recettes couvrent l'ensemble des dépenses. Ici, nous achetons un chat dans un sac. Nous voterons ce budget mais il s'agit d'un vote formel, à défaut d'éléments probants."

Monsieur l'Echevin des Sports, **T.BOUZIANE**, dit se tenir à la disposition de la Conseillère communale pour commenter ces chiffres. Il regrette par ailleurs que le représentant ECOLO

au conseil d'administration et à l'assemblée générale n'ait assisté qu'à une seule réunion de ces instances depuis le début de la législature.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 25 novembre 1996, ont été arrêtés les termes de la convention passée entre la Ville de Tournai et l'ASBL Maison des sports pour la concession d'exploitation du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai par l'ASBL Maison des sports et fixant les droits et obligations de chacune des deux parties;

Considérant qu'à l'article 8 de cette convention, il est prévu que l'ASBL soumette pour approbation son budget au Conseil communal;

Considérant que le budget 2014 présente des dépenses et des recettes qui s'équilibrent comme suit :

* dépenses : 108.800,00 €
* recettes : 108.800,00 €;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le budget de l'exercice 2014 de l'ASBL Maison des Sports qui lui est soumis et arrêté aux montants suivants :

* dépenses : 108.800,00 €
* recettes : 108.800,00 €

Libellé	Dépenses
Bâtiment	45.300,00 €
Administration et bureautique	25.700,00 €
Organisationnel promotion	22.000,00 €
Personnel	10.400,00 €
Cafétéria	5.400,00 €
Total	108.800,00 €
Libellé	Recettes
Locations	83.000,00 €
Cafétéria	9.800,00 €
Sponsoring et subsides	4.500,00 €
Psychomotricité	2.500,00 €
Recettes diverses et exceptionnelles	1.500,00 €
Publicité	2.500,00 €
Produits financiers	3.000,00 €
Manifestations conseil sportif et hall	2.000,00 €
Total	108.800,00 €

RECOMMANDE :

aux instances dirigeantes de l'ASBL Maison des Sports de présenter également le compte de l'exercice 2014 en équilibre.

22. Finances communales. Exercice 2014. Taxe directe de répartition sur les carrières. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite à l'Arrêt du Conseil d'Etat (n° 85.563 du 23 février 2000), la taxe indirecte sur les mines, minières et carrières est considérée comme un octroi, prohibé par la loi du 18 juillet 1860. C'est pourquoi le règlement-taxa est revu à chaque exercice.

Nous vous proposons d'approuver pour 2014 le règlement sur la taxe directe de répartition sur les carrières. Celui-ci nous permettra dès son approbation de lever cette année une taxe annuelle directe de répartition sur les carrières, dont la recette est estimée à 653.000,00 €."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1 et L1133-2;

Vu que les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999;

Considérant qu'il serait inéquitable d'imputer à l'ensemble des habitants le financement des lourdes dépenses qu'entraînent l'existence et l'exploitation, sur le territoire de la Ville, d'industries dont la structure se prête mal à l'application des taxes industrielles indiciaires;

Considérant que le charroi des ces entreprises est fort important et qu'il dégrade les trottoirs et les routes de l'entité;

Considérant que ces entreprises souillent les rues de la Ville, qui doit mettre en œuvre un dispositif de nettoyage adéquat;

Considérant qu'il est nécessaire, dès lors, d'instaurer à charge des entreprises une imposition spéciale qui englobe dans une certaine mesure les frais et obligations endossés par l'Autorité communale à leur décharge;

Vu le plan de gestion arrêté par le Conseil communal en date du 21 mars 2011;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver, pour l'exercice 2014, le règlement-taxa sur la taxe directe de répartition sur les

carrières dont les termes suivent :

Article 1^{er} : objet

Il est établi une taxe annuelle directe de répartition d'un montant total de 653.000,00 € à charge des entreprises de carrières exploitées sur le territoire de la commune, qu'elles aient ou non leur siège social ou administratif dans la commune.

Article 2 : période d'application

La taxe est établie pour l'exercice 2014.

Article 3 : redevable

La taxe est répartie entre les entreprises intéressées au prorata du tonnage de pierres extraites dans la commune au cours de l'année antérieure à l'exercice d'imposition.

Article 4 : mode de perception

La taxe est recouvrée par voie de rôle. Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 5 : mode de recensement

Le contribuable est tenu de remettre une déclaration faite sur un formulaire délivré par l'Administration communale.

Le formulaire certifié exact, daté et signé est rempli conformément aux indications qui y figurent.

Le contribuable, qui n'a pas reçu la déclaration, doit la réclamer au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

La déclaration doit être renvoyée ou remise au Service comptabilité/recettes dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur le formulaire.

Article 6 : procédure de taxation d'office

La non-déclaration ou une déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La taxe enrôlée d'office sera majorée de 50 %. Cette majoration sera également enrôlée.

Article 7 : dispositions générales

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999.

Les dispositions légales en vigueur s'appliquent à tout ce qui n'est pas prévu dans le présent règlement.

La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité supérieure.

23. Musées communaux. Contrat de reproduction photographique. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Service coordination des musées et le Conservateur du Musée des Beaux-Arts reçoivent régulièrement des demandes d'utilisation de reproductions d'images d'œuvres de la collection du musée.

Il convenait d'actualiser le contenu du contrat de reproduction qui n'avait pas été revu depuis des années et de prévoir sa traduction en anglais.

Ce modèle pourra, en outre, être adapté pour les demandes occasionnelles qui concernent les autres musées.

Précédemment, il s'agissait d'un contrat de location. Les images étaient envoyées sur CD, lequel devait ensuite être retourné au service de la coordination des musées. Désormais, les images seront envoyées informatiquement.

Dans le cadre d'une utilisation commerciale, il est suggéré que le montant soit fixé à 75,00 € (frais de reproduction majorés : 65,00 € précédemment). Ce montant est basé sur les prix pratiqués dans les autres musées (Royal Academy of Arts London, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique...).

Dans le cadre de partenariats ou d'utilisation scientifique, il est suggéré que l'autorisation de reproduction soit accordée à titre gratuit.

En séance du 24 janvier 2014, nous avons marqué notre accord de principe sur le nouveau formulaire de reproduction photographique ainsi que sur les conditions générales.

Nous vous proposons d'approuver les termes de ces deux documents ainsi que le montant des frais de reproduction."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Service coordination des musées et le Conservateur du musée des Beaux-Arts reçoivent régulièrement des demandes d'utilisation de reproductions d'images d'œuvres de la collection du musée;

Considérant qu'il convenait d'actualiser le contenu du contrat de reproduction qui n'avait pas été revu depuis des années et de prévoir sa traduction en anglais;

Considérant que ce modèle pourra en outre être adapté pour les demandes occasionnelles qui concernent les autres musées;

Considérant que précédemment, il s'agissait d'un contrat de location, que les images étaient envoyées sur CD, lequel devait ensuite être retourné au Service de la coordination des musées;

Considérant que, désormais, ces images seront envoyées informatiquement;

Considérant que, dans le cadre d'une utilisation commerciale, il est suggéré que le montant soit fixé à 75,00 € (frais de reproduction majorés : 65,00 € précédemment) et que ce montant est basé sur les prix pratiqués dans les autres musées (Royal Academy of Arts London, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique...);

Considérant que, dans le cadre de partenariats ou d'utilisation scientifique, il est suggéré que l'autorisation de reproduction soit accordée à titre gratuit;

Considérant qu'en séance du 24 janvier 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe sur le nouveau formulaire de reproduction photographique ainsi que sur les conditions générales;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le nouveau formulaire de reproduction photographique ainsi que les conditions générales pour la reproduction photographique des collections des Musées communaux, dont les termes suivent :

« VILLE DE TOURNAI - MUSEES COMMUNAUX FORMULAIRE DE DEMANDE DE REPRODUCTION PHOTOGRAPHIQUE

Merci de compléter, de signer et de renvoyer à :

“Administration communale, rue Saint-Martin, 52 – 7500 TOURNAI - BELGIQUE”

Autorisation demandée par	Nom			
	Fonction			
	Institution			
	Adresse			
	Téléphone		Fax	
	E-mail			
	Adresse de facturation			
Pour reproduire l'oeuvre suivante	Artiste			
	Titre de l'oeuvre			
	Technique			
	Année		Dimensions	

Pour l'usage unique suivant	Utilisation	<input type="checkbox"/> commerciale <input type="checkbox"/> scientifique <input type="checkbox"/> autre (décrire)		
	Publication	<input type="checkbox"/> journal <input type="checkbox"/> revue <input type="checkbox"/> livre <input type="checkbox"/> catalogue d'exposition <input type="checkbox"/> film, documentaire <input type="checkbox"/> autre (décrire)		
	Titre de la publication			
	Auteur			
	Editeur			
	Date de parution		Nombre de tirages	
	Titre de l'évènement/ exposition			
	Dates de l'évènement/ exposition			

CONDITIONS GENERALES POUR LA REPRODUCTION PHOTOGRAPHIQUE

1. Toute demande de reproduction doit être formulée par écrit et être adressée au Bourgmestre de la Ville de Tournai (rue Saint-Martin, 52 à 7500 TOURNAI). Elle sera soumise à l'avis du Conservateur du musée concerné et de l'Echevin ayant la Culture dans ses attributions. En cas d'avis favorable conjoint, l'autorisation de reproduction sera automatiquement délivrée; en cas d'avis divergents, la demande d'autorisation sera soumise au Collège communal pour décision.
2. Aucune reproduction ne pourra être effectuée avant le règlement des droits de reproduction.
3. L'autorisation n'est consentie que pour une seule utilisation.
4. Aucune reproduction ne peut être cédée à des tiers ou être utilisée à d'autres fins que celles spécifiées lors de la commande. Il est formellement interdit de copier les reproductions.
5. Chaque nouvelle utilisation doit être soumise à une nouvelle autorisation et entraîne le paiement de nouveaux droits.
6. Si l'œuvre à reproduire n'est pas encore tombée dans le domaine public, le demandeur produira, en annexe à sa demande, l'accord des héritiers concernant la reproduction. Le demandeur garantit la Ville de Tournai contre toute action en dommages et intérêts trouvant son origine dans la violation des droits d'auteur.
7. La reproduction de toute œuvre appartenant aux collections du Musée ... (à compléter), portera le libellé suivant (soit à proximité directe de la reproduction, soit au crédit photographique général) :
 «Artiste, *Titre de l'œuvre*, date.
 Technique, dimensions.
 Collection du Musée (à compléter) de la Ville de Tournai»

8. Pour l'utilisation sur internet : l'image doit par ailleurs être mise en basse résolution et porter la mention : «toute reproduction, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, faite sans le consentement des propriétaires de l'œuvre est illicite.»
9. Le matériel photographique ne sera envoyé au demandeur qu'après le paiement des droits. Le montant doit être versé au compte de l'Administration communale de et à 7500 Tournai, Belgique
Banque : Belfius Banque SA, Boulevard Pachéco, 44 – 1000 Bruxelles, Belgique
IBAN : BE41 0910 0040 5510
BIC : GKCCBEBB
10. Tarifs : les droits de reproduction, distincts des droits d'auteur, dus au Musée sont de 75,00 € par image pour une utilisation commerciale. La gratuité est accordée pour un usage scientifique ou dans le cadre de partenariats. Toute éventuelle demande d'exonération ou de réduction des droits devra être motivée et sera soumise au Conservateur du musée concerné pour avis et au Collège communal pour décision.
11. Tous les droits et frais de reproduction doivent être payés même en cas de non-utilisation de l'objet de la demande.
12. Le cas échéant, le demandeur s'engage à faire parvenir au musée trois exemplaires gratuits de la publication dans chaque langue de publication, dans le mois suivant sa sortie de presse.
13. Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties contractantes et est valable jusqu'à extinction des obligations réciproques.

Conditions relatives à l'autorisation de filmer/de photographier :

- La réalisation des prises de vue s'effectuera en présence du Conservateur ou de son délégué. Le cas échéant, les manipulations d'œuvre se feront sur place sous surveillance du Conservateur ou de son délégué et dans le strict respect de ses consignes.
- L'utilisation des prises de vues aux fins spécifiées lors de la commande ne pourra se faire que dans l'année suivant le tournage, et sera limitée à une seule édition.
- Le musée est propriétaire des œuvres et de leurs reproductions.
- Le demandeur s'engage à faire parvenir au musée trois exemplaires gratuits du film/des photos dans chaque langue de diffusion et sur le média utilisé pour sa diffusion (cd, dvd), au plus tard un mois après sa sortie du montage/du développement. Il autorise le musée à diffuser les photos/le film (ou la partie du film les concernant) auprès de ses visiteurs, dans un but strictement didactique.

Le demandeur/l'utilisateur déclare être d'accord avec les conditions d'utilisation des documents photographiques susmentionnées.

Date :

Signature du demandeur :

(Précédée de la mention 'lu et approuvé')».

24. Musée d'Histoire militaire. Dons de l'ASBL Tourisme et Culture. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par courrier daté du 7 décembre 2013, l'ASBL Tourisme et Culture a informé Monsieur le Conservateur du Musée d'Histoire militaire que son Conseil d'administration avait décidé, en séance du 22 novembre 2013, d'acquérir les pièces ci-dessous et d'en faire don au musée :

- un Brown Bess 1728 d'un montant de 3.300,00 €
- un mousqueton Albini 1873 d'un montant de 1.225,00 €
- un sabre 1742 d'un montant de 445,00 €.

Il vous appartient d'accepter ces dons."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le courrier du 7 décembre 2013 de l'ASBL Tourisme et Culture informant Monsieur le Conservateur du Musée d'Histoire militaire que son Conseil d'administration, en séance du 22 novembre 2013, avait décidé d'acquérir plusieurs armes et d'en faire don au Musée d'Histoire militaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'accepter les dons de l'ASBL Tourisme et Culture pour le Musée d'Histoire militaire, à savoir :

- un Brown Bess 1728 d'un montant de 3.300,00 €
- un mousqueton Albini 1873 d'un montant de 1.225,00 €
- un sabre 1742 d'un montant de 445,00 €.

25. Musée de folklore. Prêt. Ratification.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par courriel en date du 20 janvier 2014, Madame la Conservatrice du Musée de folklore nous a informés que, dans le cadre de la sortie d'une publication de l'Atlas subjectif du Hainaut, une exposition se tiendra à l'Espace Wallonie, rue du Marché aux Herbes à Bruxelles.

Pour cette exposition, le chef de division de l'Institut provincial Hainaut Culture Tourisme, référent Tourisme, rue des Clercs, 1 à 7000 Mons, a sollicité le prêt de 19 pièces du 12 février au 22 mars 2014.

Madame la Conservatrice du Musée de folklore a émis un avis favorable, à condition que les pièces soient sécurisées au niveau dégradation ou vol et que la mention "collections de la Maison tournaissienne – Musée de folklore de Tournai" figure au côté des pièces.

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance (clou à clou) d'une valeur totale de 496,00 € ont été mis à charge de l'emprunteur.

Un exemplaire de l'ouvrage publié à l'occasion de l'exposition sera déposé au Musée de folklore pour figurer dans la bibliothèque."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le courriel du 20 janvier 2014 de Madame la Conservatrice du musée de folklore informant que, dans le cadre de la sortie d'une publication de l'Atlas subjectif du Hainaut, une exposition se tiendrait à l'Espace Wallonie, rue du Marché aux Herbes à Bruxelles.

Considérant qu'à cette occasion, le chef de division de l'Institut provincial Hainaut Culture Tourisme, référent Tourisme, rue des Clercs, 1 à 7000 Mons, a sollicité le prêt, du 12 février au 22 mars 2014, de 19 pièces faisant partie des collections du Musée de folklore;

Considérant l'avis favorable de Madame la Conservatrice du Musée de folklore, à condition que les pièces soient sécurisées au niveau dégradation ou vol et que la mention "collections de la Maison tournaissienne – Musée de folklore de Tournai" figure au côté des pièces;

Considérant que les frais d'emballage, de transport et d'assurance (clou à clou) d'une valeur totale de 496,00 € ont été mis à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'un exemplaire de l'ouvrage publié à l'occasion de l'exposition sera déposé au Musée de folklore pour figurer dans la bibliothèque;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE :

l'autorisation du prêt, du 12 février au 22 mars 2014, des pièces répertoriées ci-dessous à l'Institut provincial Hainaut Culture Tourisme, rue des Clercs, 1 à 7000 Mons, dans le cadre de l'exposition qui se tient à l'Espace Wallonie, rue du Marché aux Herbes à Bruxelles, à l'occasion de l'édition de l'Atlas subjectif du Hainaut.

Dénomination	Valeur d'assurance
Cendrier en porcelaine	20,00 €
Coupelle en porcelaine	15,00 €
Cendrier en métal "Pottier"	25,00 €
Emballage biscuit rouge	3,00 €
Sachet papier ballons noirs Faignard	20,00 €
Sachet papier cafés "5 Clochers"	10,00 €
Pin's	20,00 €
Pot à moutarde en faïence "Vilain"	40,00 €
Tasse en porcelaine blanche	15,00 €
Boîte en métal bleu ballons noirs de Tournai Faignard	30,00 €
Boîte en métal ballons noirs de Tournai Quenoy	3,00 €
Boîte en métal bleu ballons noirs de Tournai véritables Antoine Bruxelles	30,00 €
Jeu de cartes cafés "5 Clochers"	10,00 €
Boîte d'allumettes "Sarma-Nopri"	15,00 €
Boîte en métal bêtises de Tournai Faignard	75,00 €
Boîte en métal ballons de Tournai Quensier	75,00 €
Boîte en métal ballons noirs extra fins	40,00 €
Boîte en métal ballons noirs de Tournai mis en boîte Herbaut	10,00 €
Boîte en métal bêtises de Tournai Devos	40,00 €
TOTAL	496,00 €

Monsieur le **Président** de séance donne successivement la parole aux Conseillers communaux qui souhaitent poser une question orale :

1. Les sapins de Noël dans les villages

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **A.PESIN**, donne lecture de sa question :

" Depuis de nombreuses années déjà, à l'occasion des fêtes de fin d'année, un sapin était implanté dans le centre des villages, garni d'une guirlande lumineuse qui, si elle n'était pas très décorative, donnait quand même un air de fête.

Plusieurs concitoyens m'ont fait remarquer que pour les fêtes de fin d'année 2013, pas ou peu de villages ont été gratifiés de cette décoration. Preuve encore que les villages sont souvent oubliés.

Est-il vrai que plusieurs dizaines de sapins, sans doute destinés pour ladite circonstance, sont restés allongés à même le sol dans un dépôt de la Ville et ont été détruits par la suite ?"

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** répond en ces termes :

" La réponse à votre question est oui, certains sapins n'ont pas été placés comme prévu au départ.

Il appert, après questionnement des services concernés, que vos informateurs ont malheureusement eu l'œil attentif.

Je dis malheureusement, car j'aurais évidemment préféré qu'il en soit autrement mais, après enquête, j'ai été surpris d'apprendre, tout comme vous je suppose, qu'une vingtaine de sapins d'une hauteur variable de 2 à 4,5 m n'avaient pas pu être placés pour les fêtes et n'avaient pu, non plus, être replantés pour l'année prochaine car ils avaient été achetés sans souche.

En voici l'explication : en séance du 8 novembre 2013, le Collège communal avait décidé de commander, comme chaque année, 270 sapins pour garnir la ville et les villages.

Malheureusement, l'ordonnateur responsable de cette réalisation a été absent pour maladie et le remplaçant a pris la relève au pied levé sans avoir connaissance de tout le programme prévu. Je le déplore.

Je dois néanmoins vous informer du fait qu'une opération de sensibilisation a été menée auprès du personnel afin de le responsabiliser une nouvelle fois, afin qu'en ces temps difficiles, toutes les dépenses inutiles soient évitées. Pour votre gouverne, celles-ci se sont élevées ici à 340,00 € hors TVA.

Néanmoins, je dois ajouter que, contrairement à vos allégations, les villages n'ont pas été oubliés lors du placement des décorations de Noël. En effet, une guirlande lumineuse a été placée dans tous les villages. Nous n'avons certes pas créé de "villages lumières", mais les moyens dont nous disposons ne nous permettent pas de folies; vous en conviendrez aisément. Quoi qu'il en soit, un sapin garni de quelques lampes n'égaie pas non plus tout le village.

Je profite également de l'occasion qui m'est donnée ici, pour mettre en exergue les initiatives heureuses de certains comités locaux qui garnissent leur place. Je cite bien volontiers en exemples Thimougies et Templeuve. Comme dit le proverbe : "On n'est jamais si bien servi que par soi-même".

Je ne peux clôturer ma réponse sans signaler que profiter de l'absence d'un sapin pour dire que les villages sont oubliés me semble être quelque peu désinvolte. Bien sûr, une attention toute particulière a sûrement été portée au forum de notre Ville mais le centre-ville n'est-il pas un lieu de vie pour tous et le centre-ville de tous les Tournaisiens ?

Quoi qu'il en soit, une erreur a été commise dans la répartition des sapins en cette fin d'année 2013. Un célèbre proverbe dit : "Ne juge pas les gens sur les erreurs qu'ils ont commises, mais par ce qu'ils ont appris de celles-ci." Je peux vous rassurer, une telle bévue sera évitée pour les années à venir."

Monsieur le Conseiller communal **A.PESIN** constate que la réponse est moins agressive qu'à l'accoutumée.

Madame la Conseillère communale cdH, **M.WILLOCQ**, précise que les décorations de Noël à Mont-Saint-Aubert sont réalisées par l'Association qu'elle préside.

2. Les "écopasseurs" communaux

Madame la Conseillère communale du Groupe ECOLO, **C.LADAVID**, donne lecture de sa question :

" En décembre 2013, la Région wallonne lançait un appel pour engager des «écopasseurs» communaux. Les communes avaient jusqu'au 31 janvier 2014 pour y répondre. Tournai était dans les conditions pour répondre à cet appel mais aucune demande n'a été introduite.

Or, cet « écopasseur » a pour missions d'informer le public sur les questions énergétiques des bâtiments, sur l'expertise des immeubles, de faire le montage des dossiers financiers et administratifs pour les primes et l'établissement du « passeport » du bâtiment. Il a pour mission également d'accompagner les intéressés tout au long du projet et du chantier. Pour ce faire, « l'écopasseur » assure des permanences d'information et effectue des visites sur le terrain.

Est-ce que les citoyens tournaisiens n'ont pas grandement besoin de cette aide ? Sachant que la politique énergétique a des incidences tant en matière économique, sociale, santé et environnementale, il me semble dommageable de faire l'économie de cet emploi; d'autant, si l'on veut atteindre l'objectif fixé par le Collège dans sa déclaration de politique communale et dans son plan stratégique transversal : **atteindre l'excellence environnementale**.

Pourriez-vous, dès lors, expliquer le choix du Collège de ne pas avoir répondu à l'appel de la région Wallonne ?"

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT**, en charge de l'environnement, répond en ces termes :

" Nous avons, en effet, reçu l'appel à projet lancé par la Région wallonne afin d'engager un "écopasseur" communal.

L'Administration communale, qui avait jusqu'au 31 janvier dernier pour répondre, n'a pas répondu à l'appel.

En effet, contrairement à ce que vous affirmez, nous n'étions pas dans les conditions pour répondre favorablement à cet appel.

Je vous invite à relire en page 3 l'un des derniers critères.

Je cite : "Pour les communes qui bénéficient déjà actuellement de l'octroi favorable d'un conseiller (logement/énergie/écopasseur), il sera octroyé 1 poste APE par commune sélectionnée de plus de 15.000 habitants pour autant qu'elle ne dispose que d'un conseiller maximum".

Or, nous possédons déjà un conseiller en énergie, en logement et en environnement.

De plus, je vous informe que deux personnes travaillent au guichet de l'énergie, situé dans l'Espace Wallonie sis rue de la Wallonie à Tournai, et donnent donc toutes les informations au grand public. Ils accompagnent aussi les plus démunis dans leurs démarches afin que des économies soient réalisées au sein de leur habitation.

Vous pourrez ainsi constater que nous sommes en phase avec notre déclaration de politique communale."

3. Le balisage du parc éolien Tournai-Antoing-Brunehaut

Monsieur le Conseiller communal du Groupe cdH, **X.DECALUWE**, donne lecture de sa question :

" Le parc éolien Tournai-Antoing-Brunehaut (TAB) comporte aujourd'hui 7 éoliennes non balisées. Malgré les multiples remarques et avis négatifs de la population et des communes (dont la nôtre), une autorisation d'extension de 3 éoliennes a été accordée. Cette autorisation comportait l'obligation d'un balisage partiel du parc : 3 éoliennes réparties sur l'ensemble du parc seraient balisées (bande rouge de 3 M sur les poteaux + lumières flash et lumières continues). Depuis lors, une nouvelle enquête publique a été effectuée et vient de se terminer. Il s'agit d'une modification du permis accordé pour l'extension du parc : l'ensemble du parc (les 10 éoliennes !) devrait être balisé. On passerait de 7 éoliennes non balisées à 10 éoliennes balisées ! C'est la Xème étape (la dernière ?) dans l'histoire très controversée de ce parc éolien.

Ma question : quelle attitude compte prendre le Collège par rapport à cette nouvelle demande (ou exigence) ?

Si le Collège n'a pas encore pris de position, je souhaite alors attirer son attention sur le fait que la population a déjà «assez donné» et que les nuisances bien réelles (sonores notamment) ne doivent pas être aggravées par des effets visuels.

Je sais que ce complément d'enquête publique a provoqué relativement peu de réactions de la population en comparaison aux précédentes enquêtes sur le sujet. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il s'agit là d'une forme d'approbation. Il s'agit plutôt de lassitude, de déception et de résignation. Et personnellement, je trouve cela dangereux dans une démocratie et néfaste pour l'image que les gens ont du monde politique.

Mais le peu de réactions s'explique peut-être aussi par la faible publicité (2 affiches ?) faite pour ce complément d'enquête publique. D'où la deuxième partie de ma question : **Pourquoi cet avis d'enquête publique n'a pas été repris sur le site officiel de la Ville alors que cela se fait habituellement** ? Je l'avais signalé dès le démarrage de l'enquête, mais cela est resté sans effet."

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** répond en ces termes :

" Je répondrai en deux temps, 1) sur le balisage en lui-même et 2) sur les conditions d'affichage et d'enquête publique qui y sont relatives.

Concernant le balisage, nous avons appris que, lors de l'instruction en première instance du projet initial, le Service public fédéral (SPF) Défense a mal identifié la catégorie de la zone concernée en la définissant comme une zone de catégorie E. C'est-à-dire une zone du territoire du Royaume de Belgique autre que A-B-C-D et ne nécessitant pas de balisage si l'obstacle possède une hauteur totale inférieure à 150 m par rapport au sol, conformément à la circulaire GDF-03, directive concernant le balisage d'obstacles pour l'aviation.

Cette erreur a été repérée par le fonctionnaire technique et par le fonctionnaire délégué lors de l'analyse du dossier concernant les trois dernières éoliennes. Et considérant donc que dans l'arrêté de première instance pris par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué du 21 mai 2013, le fonctionnaire technique estimait que la solution consistant à baliser les trois éoliennes extrêmes sur l'axe Est-Ouest du polygone qui circonscrit le parc initial et son extension est une solution présentant des risques. Il estime que pour un aéronef s'approchant du parc selon un axe Nord-Sud centré sur le parc éolien, la tentation d'emprunter le couloir libre entre les deux groupes de machines balisées est grande, vu la largeur considérable de ce

passage de ± 1.500 m et que ce couloir est parsemé de 7 éoliennes non balisées du projet global. Le fonctionnaire technique estimait ainsi que par principe de précautions, il conviendrait de baliser l'ensemble des 10 éoliennes conformément à ce que prévoit la circulaire DGF-03 en la matière pour la zone de catégorie C, à savoir zone d'exercice militaire. C'est pour cette raison que le fonctionnaire technique a sollicité l'imposition d'un balisage diurne bande de couleur rouge sur le mât, feux de couleur blanche sur la nacelle et nocturne, feux de couleur rouge sur la nacelle conformes à la même circulaire DGF-03 pour la zone de catégorie C sur l'ensemble des 10 éoliennes du parc éolien, parc initial et extension sur les communes de Tournai-Antoing-Brunehaut pour des raisons évidentes de sécurité et pour pallier l'erreur d'identification de catégorie de zone commise par les autorités aériennes lors de l'instruction de la demande initiale.

Le Collège a décidé de suivre la demande du fonctionnaire technique et d'émettre un avis favorable pour l'imposition de ce balisage diurne et nocturne conformément à la circulaire, sur l'ensemble des 10 éoliennes du parc éolien.

Nous avons demandé que la synchronisation des feux lumineux nocturnes soit faite afin de ne pas générer un effet "guirlande de Noël" et nous espérons à travers cela que la sécurité aérienne sera garantie.

La deuxième partie concerne l'enquête publique et la manière dont elle est menée notamment par voie d'affichage. Le Service Urbanisme de la Ville de Tournai a transmis à l'afficheur communal le 23 janvier 2014 un avis d'enquête pour une enquête à réaliser du vendredi 31 janvier 2014 au lundi 17 février 2014 concernant la demande du fonctionnaire technique du Service public de Wallonie au sujet de la modification et de l'imposition de conditions particulières d'exploitation relatives au balisage d'un parc existant et d'un nouveau à construire : balisages nocturne et diurne.

Ces affichages transmis à l'afficheur communal devaient faire l'objet de 8 points d'affichage : 2 sur le site et 6 aux alentours selon une carte aérienne et une série d'affichage à apposer à des endroits précis. L'avis d'affichage a été transmis également le 21 janvier 2014, soit 10 jours avant le début de l'enquête par un e-mail personnalisé au Service Communication de la Ville afin d'obtenir la publication de cet avis sur le site de la Ville à partir du vendredi 24 janvier 2014, date de début de l'affichage. Nous avons eu à un moment donné une panne de serveur. Est-ce que ceci explique cela ? Je n'en sais rien. Mais voilà les éléments objectifs et précis qui résultent du dossier."

4. Lutte contre les inondations

Monsieur le Conseiller communal du Groupe ECOLO, **G.DENONNE**, donne lecture de sa question :

" Inondation, à quand un projet d'ensemble pour la Ville avec une vision à long terme ?

La lutte contre les inondations est un sujet important car en lien direct avec la qualité de vie de bon nombre de Tournaisiens. La Ville est d'ailleurs engagée dans un projet Européen Interreg Plan de Lutte intégré contre les Inondations (PLICI).

Mais lorsque des citoyens inondés demandent l'intervention de la commune, une partie de ping-pong s'organise entre la Ville et l'intercommunale IPALLE pour déterminer qui doit faire les travaux ! Et pendant ce temps, des personnes sont toujours inondées.

Autre exemple du manque de vision à long terme : à Mourcourt, des riverains de la Melle s'opposent à un permis d'urbanisme. Le terrain en question est en zone d'aléa inondation faible mais a été inondé à plusieurs reprises ces dernières années. La seule restriction est l'interdiction de cave ou de garage enterrés. Une question importante se pose : où ira l'eau lorsque le terrain sera bâti ? Aggraver les inondations chez les voisins ? De plus, en accordant le permis d'urbanisme, la Ville sera responsable des conséquences.

Quelle est la stratégie d'aménagement du territoire de la Ville en ce qui concerne la lutte contre les inondations ?"

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** répond en ces termes :

" Guillaume,

Avant de répondre en détail à ta question, je vais me permettre de t'inviter à contacter les conseillers de ton groupe politique qui siègent au Conseil provincial du Hainaut.

En effet, tout comme toi, je m'intéresse à la problématique des inondations. Les grands esprits se rencontrent, dit-on...

Dès demain donc, le député provincial en charge de Hainaut Ingénierie Technique développera le projet Naqia, du nom de la reine qui, comme tu le sais, réalisa les premiers ouvrages destinés à protéger Babylone des inondations.

Ces éléments complèteront mes propos en réponse à tes différentes interrogations habilement posées ce soir.

Tout d'abord, concernant le projet PLICI, projet plus particulièrement repris dans les compétences de mon collègue Philippe ROBERT, il a été clôturé le 31 décembre dernier sans avoir pu engager les crédits nécessaires pour les travaux. Nous continuons à y travailler, mais la tâche à présent est de relancer ce volet travaux avec de nouveaux subsides émanant de la Région wallonne. Toutefois, ce projet a permis de lancer la réflexion sur une approche à l'échelle de la parcelle agricole dans la lutte contre les inondations. Cette méthodologie est en phase de test avec le cas d'un agriculteur de Kain. Si les résultats s'avèrent probants, la démarche pourra être généralisée.

Concernant ce cas précis, deux visites de terrain ont eu lieu dont la dernière, la semaine passée. Nous sommes en cours de réalisation d'un diagnostic avec proposition d'aménagements. Nous espérons pour fin mars pouvoir communiquer ce rapport à la Région wallonne pour validation et ainsi prendre un arrêté obligeant l'agriculteur à mettre en place ces recommandations. Nous travaillons sur d'autres cas, à Ere, à Willemeau, à Havinnes.

Des discussions ont eu lieu avec le Contrat Rivière Escaut Lys ce mercredi en présence de Monsieur l'Echevin P.ROBERT et il a été convenu de travailler sur un nouvel appel à projet Interreg 5 avec le contrat de Rivière Escaut-Lys (CREL) comme structure porteuse du projet en association avec les communes de Wallonie picarde intéressées et du Parc naturel des Collines. Vous savez sûrement que le Parc naturel du Pays des Collines (PNPC) travaille sur le sol (rapport carbone/azote, structure du sol) et peut être un collaborateur important dans cette démarche.

Deuxièmement, en ce qui concerne la stratégie d'aménagement relative à la lutte contre les inondations, je te rappelle que les communes sont, de par leur obligation de maintien et de restauration de l'ordre public résultant de l'article 135 de la nouvelle loi communale, concernées au premier chef par la problématique des inondations. Elles peuvent, par un ensemble de mesures, participer à en réduire le nombre et l'impact. Les phénomènes naturels, qui induisent de tels événements, ne peuvent être maîtrisés. Aussi, doivent-elles être attentives à limiter les autres causes, en l'occurrence, les activités agricoles, l'urbanisation, l'aménagement et l'entretien des cours d'eau. Dans les cas les plus extrêmes, elles doivent inviter les gestionnaires respectifs des cours d'eau à procéder à des investissements plus lourds pour lutter contre les inondations en interposant des ouvrages hydrauliques (bassins d'orage ou zones d'extension de crue). Afin de lutter contre les comportements inadaptés en matière de gestion agricole, et à défaut de norme juridique en la matière, les communes pourraient adopter, sous réserve d'une atteinte à l'ordre public et de mesures proportionnées, un règlement de police qui imposerait des mesures de prévention et soumettrait, le cas

échéant, certains actes et travaux à autorisation pour les agriculteurs. Les communes pourraient également aménager des zones d'immersion temporaire sur des terrains dont elles ont acquis la propriété ou moyennant convention avec des propriétaires riverains et dédommagements financiers. Les outils urbanistiques de lutte contre les inondations à l'échelle communale sont les schémas de structure communaux, les règlements communaux d'urbanisme ou les plans communaux d'aménagement. En l'absence de tels instruments, c'est sur base de l'article 136 du CWATUPE que la problématique du risque d'inondation est appréhendée au sein de la police de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Suivant cette disposition, le refus ou la délivrance conditionnelle d'un permis d'urbanisme peut être signifié au demandeur si le bien est exposé au risque. Des techniques de construction visant à limiter l'impact des rejets peuvent être également être encouragées (citerne, abords drainants, toitures végétales,...). Enfin et au-delà d'un entretien régulier des cours d'eau (curage, clayonnage, gabionnage,...) ou de la construction onéreuse d'ouvrage hydraulique, la préservation écologique des cours d'eau est également un élément déterminant de réduction des inondations (barrages, étangs, plantations, irrigations de culture,...). En qualité de gestionnaire des cours d'eau de 3^{ème} catégorie, la commune est directement concernée par cet aspect pour développer une politique durable d'entretien.

Je t'informe que sur Tournai, peu de cours d'eau de 3^{ème} catégorie sont sujets à cette problématique. Les inondations répertoriées sur un plan cartographique par nos services se situent sur les ruisseaux de 2^{ème} voire 1^{ère} catégorie. Sous l'angle urbanistique, chaque projet introduit fait l'objet d'une analyse requérant le cas échéant la production d'une étude hydraulique préalable. Tous les rejets sont limités par prescriptions !

Tu dois savoir aussi que l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) s'occupe plus spécialement de la collecte et du traitement des eaux usées et que ces eaux ne génèrent que rarement des inondations.

A ce jour, nous collaborons avec ladite intercommunale sur la problématique de l'avenue de Maire et du boulevard du Roi Albert. Des travaux conséquents vont débuter dans les prochaines semaines à la rue des Croisiers pour, espérons-le, soulager tous les riverains de ce quartier.

Tu dois également savoir que notre Administration travaille en étroite collaboration avec les contrats de rivière Escaut-Lys notamment et la Région wallonne dans le cadre de l'élaboration des plans de gestion des risques d'inondation. Ces plans mettent l'accent sur la prévention, la protection et la préparation ainsi que sur la réparation et l'analyse post-crise. Cette vision globale d'enjeux est primordiale pour concentrer les actions des services publics sur les mesures les plus efficaces et les plus urgentes.

Tu dois aussi savoir que les Services techniques communaux s'attellent à nettoyer régulièrement les avaloirs et les caniveaux afin de permettre un meilleur écoulement des eaux de ruissellement.

Contrairement à ce que tu écris, nous n'avons pas qu'une vision à long terme. Tu as pu mieux comprendre que nous essayons de collaborer avec toutes les forces vives pour prévoir et réduire les conséquences négatives sur nos citoyens... Mais c'est un long travail.

En conclusion, quand l'orage est là, il faut croiser les doigts ...

J'espère ne pas avoir été trop long dans l'explication de nos différentes actions et vous remercie tous pour votre attention."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G.DENONNE**, se dit heureux d'apprendre qu'un nouveau projet Interreg va être introduit en collaboration avec le CREL. Il regrette néanmoins le caractère général de la réponse.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 27 janvier 2014, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 21 heures 43'.